

PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU CONSEIL COMMUNAL DU
27 JUIN 2013
PROCES-VERBAAL VAN DE GEMEENTERAADSZITTING VAN
27 JUNI 2013

Etaient présents/Waren aanwezig : M./de h. De Decker, Bourgmestre-Président/ de h. Burgemeester-voorzitter;

MM./de hh. Cools, Dilliès, Sax, Mmes/Mevr. Maison, Gol-Lescot, M./de h. Biermann, Mmes/mevr. Delwart, Roba-Rabier, échevins, schepenen;

Mmes/Mevr. Gustot, Dupuis, Fraiteur, Verstraeten, M./de h. Wyngaard, MM./de hh. De Bock, Vanraes, Mme/Mevr. François, M./de h. Toussaint, Mmes/Mevr. de T' Serclaes, Bakkali, MM./de hh. Desmet, Hayette, Mmes/Mevr. Francken, Delvoye, M./de h. Reynders, Mmes/Mev. Culer, Van Offelen, MM/de hh. Bruylant, Cornelis, Cadranel, Hublet, Mme/Mevr. De Brouwer, M./de h. Minet, Mmes/Mevr. Ledan, Zawadzka, Charles-Duplat, conseillers, gemeenteraadsleden;

M. Parmentier, secrétaire communal f.f., wnd. Gemeentesecretaris.

Absente en début de séance/Afwezig bij aanvang van de zitting : Mme/Mevr. De Brouwer.

Se sont fait excuser/hebben zich verontschuldigd : MM./de hh. Martroye de Joly, Mme/Mevr. Fremault, MM./de h. Wagemans, Zygas, Mme/Mevr. Baumerder.

- La séance est ouverte à 20h10 -
- De zitting wordt geopend om 20u10 -

Objet A.- **Approbation du procès-verbal de la séance du Conseil communal du 23 mai 2013.**

Le procès-verbal de la séance du Conseil communal du 23 mai 2013 est déposé sur le bureau. S'il ne donne pas lieu à des remarques avant la fin de la séance, il sera considéré comme approuvé à l'unanimité.

Onderwerp A.- **Goedkeuring van het proces-verbaal van de gemeenteraadszitting van 23 mei 2013.**

De proces-verbalen van de gemeenteraadszitting van 23 mei 2013 werd ter inzage gelegd. Indien er voor het einde van de zitting geen opmerkingen zijn, zal het beschouwd worden als éénparig goedgekeurd.

Objet 1A – 1 : **Service Prévention.- Convention de collaboration avec l'A.S.B.L. Media-Animation.**

Le Président expose :

"Considérant l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Considérant la décision du Collège du 19 juin 2013 approuvant l'organisation d'un stage d'initiation aux médias du 1er au 5 juillet 2013;

Considérant la nécessité de promouvoir les attitudes de responsabilité et de participation active de la population à la vie sociale, économique, culturelle et politique;

Considérant la collaboration entre le Service Prévention et l'A.S.B.L. Media-Animation qui prendra en charge le projet;

Considérant la convention entre les deux partenaires;"

Le Conseil,
Entendu l'exposé ci-dessus,
Décide d'approuver la convention.

Onderwerp 1A – 1 : **Preventiedienst.- Overeenkomst met de V.Z.W. Media-Animation.**

De voorzitter licht toe :

"Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de beslissing van het College van 19 juni 2013 die de organisatie van een inleidingsstage voor media van 1 tot 5 juli 2013 goedkeurt;

Gelet op het belang voor een verantwoordelijke houding en actieve deelname van de bevolking aan het sociaal, economisch, cultureel en politieke leven te bevorderen;

Gelet op de samenwerking tussen de Preventiedienst en de V.Z.W. Media-Animation, vereniging die zich met het project zal belasten;

Gelet op de overeenkomst tussen de twee partners;"

De Raad,

Gehoord deze toelichting,

Beslist de overeenkomst goed te keuren.

Objet 1C – 1 : **Fabriques d'église catholiques et autres communautés religieuses.- Comptes 2012.- Avis.**

Le Conseil,

Vu le décret impérial du 30 décembre 1809;

Vu l'ordonnance du 19 février 2004 du Ministère de la Région de Bruxelles-Capitale portant modification dudit décret;

Vu les articles 6 et 18 de la loi du 4 mars 1870 sur le temporel des cultes;

Attendu que les comptes pour 2012 qui ont été transmis par les administrations religieuses se clôturent comme suit :

FABRIQUES D'EGLISE	COMPTES		
	EN EXCEDENT	EN DEFICIT	REMARQUES
Saint-Pierre	60.698,17	-	-
Saint-Marc	47.227,48	-	=
Eglise Saint-Anne	1.350,29	-	=
Notre Dame de la Consolation	7.173,54	-	=
Eglise Protestante d'Uccle	40,55	-	=

Décide d'émettre un avis favorable à l'approbation par l'autorité de Tutelle des comptes 2012 des administrations religieuses.

Onderwerp 1C – 1 : **Katholieke kerkfabrieken en andere godsdienstige gemeenschappen.- Rekeningen voor 2012.- Advies.**

De Raad,

Gelet op het Keizerlijk decreet van 30 december 1809;

Gelet op de Ordonnantie van 19 februari 2004 van het Ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot wijziging van het desbetreffend decreet;

Gelet op artikelen 6 en 18 van de wet van 4 maart 1870 op het Tijdelijke der Erediensten;

Aangezien de rekeningen voor 2012 die ons door de godsdienstige besturen overgemaakt werden zich als volgt afsluiten :

KERKFABRIEKEN	REKENINGEN		
	IN OVERSCHRIJDING	TEKORT	OPMERKINGEN
Sint-Pieter	60.698,17	-	-
Sint-Marcus	47.227,48	-	-
Sint-Anna	1.350,29	-	-
Kerkfabriek Onze- Lieve-Vrouw van Troost	7.173,54	-	-
Protestantse Kerk van Ukkel	40,55	-	-

Beslist een gunstig advies uit te brengen met betrekking tot de door de voorgedijoverheid goed te keuren rekeningen voor 2012 van de godsdienstige besturen.

Objet 1D – 1 : Marchés publics.- Achat de machines de bureau.- Nouvelle loi communale article 234, alinéa 3.- Communication des décisions du Collège des Bourgmestre et échevins.

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale notamment l'article 234, alinéa 3 tel que modifié par les ordonnances des 17 juillet 2003 et 9 mars 2006;

Vu les décisions du Collège des Bourgmestre et échevins relatives à la passation des marchés par procédure négociée en vertu de l'article 17, § 2, 1° a) de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et services,

Prend pour information la décision du Collège des Bourgmestre et échevins suivante :

- 5 juin 2013 - Achat d'un perforateur de bureau, de 2 calculatrices de bureau et une cisaille format A3 pour le service du Receveur - 550 € (T.V.A. comprise) - Article 121/742-51/57 - Fonds de réserve.

Onderwerp 1D – 1 : Overheidsopdrachten.- Aankoop van bureelmachines.- Nieuwe gemeentewet artikel 234, alinea 3.- Mededeling van beslissingen van het College van Burgemeester en schepenen.

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikel 234, alinea 3 zoals gewijzigd door de ordonnances van 17 juli 2003 en 9 maart 2006;

Gelet op de beslissingen van het College van Burgemeester en schepenen betreffende het afsluiten van opdrachten via de onderhandelingsprocedure krachtens artikel 17, § 2, 1° a) van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten,

Neemt kennis van de volgende beslissing van het Schepencollege :

- 5 juni 2013 - Aankoop van een perforator, 2 rekenmachines en een snijmachine formaat A3 voor de dienst van de Gemeenteontvanger - 550 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 121/742-51/57 - Reservefonds.

Objet 2A – 1 : **Urbanisme.- Adoption d'un règlement-taxe relatif à la mise en œuvre de certains actes et travaux soumis à permis d'urbanisme et à permis de lotir.**

M. l'Echevin/de h. schepen Cools précise qu'une nouvelle ordonnance sera prochainement votée au Parlement bruxellois et qu'elle entrera probablement en vigueur le 1er septembre 2013. Celle-ci va modifier le Code bruxellois d'aménagement du territoire et prévoit que tous les dossiers ont une certaine importance. Pour des dossiers soumis à étude d'incidence ou à rapport d'incidence, des permis seront délivrés non plus par la commune mais par la région, ce qui aura un impact au niveau des recettes fiscales.

Le texte du règlement-taxe a été toiletté tout en maintenant les exemptions existantes. Des taux ont été indexés et pour certaines catégories revus à la baisse.

M./de h. Wyngaard se réfère au tableau qui précise que l'augmentation des prix proposée est nettement supérieure à l'indexation ou à l'inflation. En effet, à l'article 7, l'évolution proposée est une forte augmentation d'environ 5 % l'an. Sur une mandature, la taxe est augmentée de 25 à 30 %.

M. Wyngaard ignore s'il y a lieu de prévoir une indexation aussi forte et une augmentation aussi nette. De plus, quel est le montant global de cette taxe ? Qu'est-ce que cela représente comme rentrée annuelle pour la commune ?

En comparant le présent règlement avec celui de 2010, il semblerait que la distinction entre les habitations de moins de 250 m² et celles de plus de 250 m² soit supprimée. Auparavant, la taxation au m² était inférieure pour les petites habitations et supérieure pour les autres. Si c'est effectivement le cas, cette constatation est regrettable et il serait souhaitable de maintenir le règlement voire de proposer un amendement pour qu'on le ventile en fonction de la superficie. Si le promoteur immobilier construit dix ou vingt appartements de petites superficies, il en bénéficiera aussi. Cependant, l'idée doit profiter aux personnes physiques. Cela pourrait être mentionné. La commune mène une politique à l'égard des jeunes ménages qui permet, durant trois années, de récupérer le précompte immobilier mais il est regrettable d'augmenter les taxes au m², surtout sur certaines habitations de petites tailles. Est-il possible d'apporter des précisions sur ce point ?

Concernant la taxe de 5 € par m² pour les piscines (couvertes, non couvertes, ...), sur quelles bases ce chiffre a-t-il été retenu alors que le m² d'une habitation hors sol ou partiellement en sous-sol se chiffre à 5,10 € ? Une piscine au m² est moins taxée qu'une habitation au m². Pourquoi ? L'article 3 de la page 2 prévoit que les montants soient doublés pour les personnes qui ne respectent pas les conditions de son permis. Pourquoi ne pas tripler ledit montant ?

De plus, créer une taxe sur les m³ de déchets de construction favoriserait la conservation et la valorisation du patrimoine ou encouragerait le maintien du patrimoine tel qu'il est. Pourquoi cette option n'a-t-elle pas été envisagée ? Concernant l'article 22, M. Wyngaard propose d'ajouter le terme "remplace", ce qui donnerait la phrase suivante : "Le présent règlement approuvé abroge et remplace au 1er septembre 2013 le Règlement-taxe relatif à certains actes et travaux soumis à permis d'urbanisme et permis de lotir par le Conseil communal en séance du 24 juin".

M. l'Echevin/de h. schepen Cools constate que les questions de M. Wyngaard sont assez intéressantes mais lui conseille de consulter les documents budgétaires annuels. Les prévisions des recettes fiscales sont indiquées dans le budget 2013. Les chiffres sont très variables d'année en année et cela dépend s'il s'agit d'un permis de lotir ou non. C'est la même chose pour les recettes des permis d'urbanisme qui sont plus importantes que les permis de lotir. Le montant est plus important que 10.000 €. Les petits permis paient un montant relativement bas.

M./de h. Wyngaard précise que contrairement à Uccle, certaines communes ne paient rien.

- Mme De Brouwer entre en séance -
- Mevr. De Brouwer komt de zitting binnen -

M. l'Echevin/de h. schepen Cools a reçu une délégation du Bourgmestre pour signer quotidiennement des lettres jointes d'un virement mentionnant un montant différent selon les règlements-taxes. Le service de l'urbanisme fait face à un travail important en matière de traitement des dossiers.

Les montants ont effectivement été indexés et arrondis au montant supérieur et ce, sous la suggestion du Receveur communal. On essaie d'avoir un règlement normal en matière de rentrée fiscale. Lors de l'introduction d'une demande de permis d'urbanisme, les montants sont plus élevés que les quelques dizaines d'euros que l'on touche aujourd'hui des taxes. Ce n'est qu'une partie des frais couverts par la taxe payée pour les petits dossiers. Il faut faire la distinction entre des travaux dont on parle de taxes d'une dizaine d'euros avec ceux qui se comptent très souvent, même pour les petits chantiers, en dizaine de milliers d'euros.

Les piscines étaient déjà normalement taxées mais les piscines non couvertes ont suscité un réel débat. En effet, certains affirmaient que seules les piscines couvertes étaient taxées mais celles-ci font l'objet d'un travail de creusement et de bétonnage. La sécurité juridique a été choisie. Il ne semble pas irrationnel que les gens apportent leur contribution via une modeste taxe surtout lorsqu'ils ont les moyens de se construire une piscine dans leur jardin.

M. l'Echevin Cools prône la proposition de M. Wyngaard selon laquelle il faut ajouter le terme "remplace" à l'article 22.

M./de h. Wyngaard estime qu'un montant de quelques dizaines d'euros n'est pas à dédaigner, surtout quand il s'agit du remboursement d'une partie des centimes additionnels au précompte immobilier aux jeunes ménages. M. Wyngaard serait intéressé d'obtenir un tableau reprenant la moyenne régionale parce qu'on y fait toujours allusion pour la taxation sur les surfaces en sous-sol, hors sol, ... Est-il possible de motiver le choix du montant de 5 € pour les piscines et 5,10 € pour les habitations? Selon les dires de M. l'Echevin Cools, la distinction existante entre les habitations de petites et de grandes tailles disparaîtra simplement afin d'offrir plus de facilités aux différents services.

M. Wyngaard ne pense pas que cela soit très compliqué de distinguer les différents m². Comme il comprend que M. l'Echevin Cools ne soit pas disposé à revenir à la version antérieure, le groupe Ecolo ne pourra pas voter ce texte compte tenu de cette modification.

Enfin, à l'article 4, § 4, une taxe est fixée à 5,50 € par mètre courant pour toute construction, reconstruction et transformation de murs de clôture ou de clôture se situant le long de la voie publique. Pourquoi une taxe est-elle prévue sur ces murs-là et non sur ceux qui ne sont pas situés le long de la voie publique ?

M./de h. De Bock conseille de vérifier le paragraphe 6 de l'article 4 car les montants sont précédés d'un moins (Exemple : Pour l'installation d'un totem, la taxe est fixée à -275 euros par totem).

M. l'Echevin/de h. schepen Cools vérifiera la remarque de M. De Bock bien qu'il ait distribué en commission un texte comparatif sans les "moins" devant les montants. Dans la délibération, les "moins" n'y figureront pas. M. l'Echevin Cools transmettra par écrit la moyenne régionale et procédera à une recherche prochainement afin d'offrir les informations demandées. Concernant les murs, rien n'a été inventé. Dans le comparatif décidé en commission, le texte est identique à part les taux, qui ont quant à eux été modifiés. L'intérieur d'une propriété n'est plus considéré comme un mur de clôture. L'article concernant les murs de clôture a été maintenu. Dans le cas où les "gros" projets ne sont pas concrétisés, le remboursement de la somme est effectuée ou celle-ci peut également ne pas être perçue. Toutefois, une participation financière demandée n'est pas exagérée.

M./de h. Wyngaard précise que ce texte connaît d'autres contradictions et qu'il aurait été sage de s'accorder du temps pour le revoir et le réexaminer en septembre.

Il se dit être prêt à réexaminer ce texte avec M. l'Echevin Cools par la suite.

Le point est approuvé par 24 voix pour et 12 abstentions.

Se sont abstenus : Mmes/Mevr. Dupuis, Verstraeten, M./de h. Wyngaard, Mme/Mevr. Bakkali, MM./de hh. Desmet, Hayette, Mme/Mevr. Francken, M./de h. Cadranel, Mme/Mevr. De Brouwer, M./de h. Minet, Mmes/Mevr. Ledan et Zawadzka.

Objet 2A – 1 : **Urbanisme.- Adoption d'un règlement-taxe relatif à la mise en œuvre de certains actes et travaux soumis à permis d'urbanisme et à permis de lotir.- Abrogation du règlement de taxe approuvé le 24 juin 2010, en vigueur jusqu'au 31 décembre 2015.**

Le Conseil,

Attendu que le règlement-taxe relatif à certains actes et travaux soumis à permis d'urbanisme et permis de lotir doit être revu pour les raisons suivantes :

a) prendre en considération l'évolution de la réglementation en matière d'urbanisme en ce que l'évolution du CoBAT et de ses arrêtés d'application tend à augmenter le nombre de permis d'urbanisme qui ne seront plus délivrés par les Collèges des Bourgmestre et Echevins;

b) préciser, pour les permis délivrés par une autre instance que le Collège des Bourgmestre et Echevins, les modalités d'application de cette taxe;

c) clarifier les taux;

Vu les lois coordonnées du 23 décembre 1986 et 24 décembre 1996 relatives à l'établissement et au recouvrement des taxes provinciales et locales;

Vu la loi du 15 mars 1999 d'application au 1^{er} avril 1999 et l'arrêté royal du 12 avril 1999 relatifs au contentieux et aux dispositions légales en matière de perception fiscale;

Vu la circulaire du 10 mai 2000 précisant la procédure à suivre en matière de litige;

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu la situation financière de la commune,

Décide, par 24 voix pour et 12 abstentions, de créer à partir du 1^{er} septembre 2013 le règlement mentionné, ci-dessous, comme il suit :

REGLEMENT

Article 1 : Objet

Il est établi, à partir du 1^{er} septembre 2013 et pour un terme expirant le 31 décembre 2018 une taxe relative à la mise en œuvre de certains actes et travaux soumis à permis d'urbanisme, et certains actes soumis à permis de lotir en vertu du Code Bruxellois de l'Aménagement du territoire du 9 avril 2004 et de ses arrêtés d'application.

Cette taxe s'applique à tous les actes et travaux relatifs à un permis d'urbanisme ou un permis de lotir délivré et ayant trait à des parcelles situées sur le territoire communal et ce, quelle que soit l'instance délivrante.

Article 2 : Définitions

Les actes et travaux visés par le présent règlement sont à entendre dans le sens visé par la réglementation en matière d'urbanisme, à savoir notamment le Code Bruxellois de l'Aménagement du territoire et ses arrêtés d'exécution, le Plan Régional d'Affectation du Sol (PRAS), le Règlement Régional d'Urbanisme (RRU), les Règlement Communaux d'Urbanisme (RCU).

En outre, au sens du présent règlement, on entend par :

1° La superficie de plancher : la superficie fixée d'axe à axe de murs mitoyens et de l'extérieur des murs de façade, les planchers étant supposé continu, sans tenir compte de leur interruption par les cloisons et murs intérieurs, par les gaines, cages d'escaliers et d'ascenseurs et pour autant qu'elle offre une hauteur libre de 2.2 mètres.

2° Actes et travaux en sous-sol : actes et travaux situés sous le niveau du sol.

3° Actes et travaux hors sol : actes et travaux situés au niveau du sol ou à un niveau supérieur.

4° Actes et travaux partiellement en sous-sol : actes et travaux situés en partie en sous-sol et en partie hors sol.

5° Totem : structure indépendante du commerce, ancrée au sol, et comportant des messages liés au commerce (logo, enseigne, prix au détail,...).

6° Enseigne : inscription, forme, image ou ensemble de celles-ci apposé sur un immeuble et relatif à une activité qui s'y exerce, quel qu'en soit le support (toile tendue, caisson, plaque métallique découpée,...). Ne peut être assimilée à une enseigne une mention profitant à des tiers, telle que l'indication d'une marque ou de leurs produits;

7° Publicité associée à l'enseigne : publicité dont le message publicitaire est axé sur un produit ou un service distribué ou presté par l'occupant commercial ou industriel de l'immeuble et qui n'est pas susceptible d'être modifié pendant la durée du permis;

8° Panneau publicitaire : dispositif de support d'une publicité, en ce compris les bâches de chantier, à savoir une inscription, forme ou image destinée à informer le public ou à attirer son attention, à l'exclusion des enseignes et de la signalisation des voiries, lieux et établissements d'intérêt général ou à vocation touristique.

9° Logement : ensemble de locaux ayant été conçus pour l'habitation ou la résidence d'une ou plusieurs personnes, en ce compris dans les immeubles à logements multiples ou collectifs, les unités d'espaces individuels telles que les chambres pour étudiants, les studios d'appart-hôtel, les chambres ou petits logements en maisons de repos,....

Titre I : Description, champ d'application, mode de calcul de la taxe.

Section 1 : Actes et travaux soumis à permis d'urbanisme.

Article 3 : Mode de calcul de la taxe

§ 1. Le montant de la taxe est fixé à un minimum forfaitaire de 110 €.

§ 2. Le montant de la taxe est obtenu en additionnant les montants dûs pour chaque acte et travaux taxés conformément à l'article 4.

Par dérogation, les montants des actes et travaux visés à l'article 4, § 4 sont dû quand le permis porte uniquement sur ces actes et travaux.

§ 3. La taxe est calculée dans l'unité de mesure (mètre courant, mètre carré, unité) de chaque type d'actes et travaux, et notamment en fonction de la superficie de plancher construite, reconstruite, agrandie, transformée.

Cette superficie de plancher est définie dans les documents du permis et annexes correspondantes.

§ 4. En cas d'actes ou travaux soumis à permis d'urbanisme réalisés en infraction au Code Bruxellois de l'Aménagement du Territoire du 9 avril 2004, le montant de la taxe des actes et travaux en infraction est doublé.

Article 4 : Taux de la taxe

§ 1. Actes et travaux de construction, reconstruction, transformation avec extension et placement d'un ou plusieurs bâtiment(s), ouvrage(s), installation(s) fixe(s), même temporaire(s).

1° Pour les actes et travaux en sous-sol, la taxe est fixée à 4,10 euros par m² de superficie de plancher.

2° Pour les actes et travaux hors sol ou partiellement en sous-sol, la taxe est fixée à 5,10 euros par m² de superficie de plancher.

3° Pour les actes et travaux soumis à permis d'urbanisme à durée limitée, la taxe est fixée à 4,10 euros par m² de superficie de plancher.

4° Pour les installations temporaires à caractère saisonnier (par exemple, bulles de terrains de tennis,...) la taxe est fixée à 1,25 € par m² de superficie de plancher.

§ 2. La modification du nombre de logements

La taxe est fixée à 275 euros par logement supplémentaire.

§ 3. La modification de la destination ou de l'utilisation d'un bien bâti ou non bâti

La taxe est fixée à 1,10 euro par m² de la superficie de plancher sur laquelle porte le changement de destination ou d'utilisation.

§ 4. Actes et travaux portant sur l'aménagement et l'utilisation des terrains, jardins et abords

Pour toute construction, reconstruction et transformation de murs de clôture ou de clôture se situant le long de la voie publique, la taxe est fixée à 5,50 euros par mètre courant (mct) de clôture mesuré à l'alignement.

Pour toute modification sensible du relief du sol, la taxe est fixée à 2,75 euros par m² de superficie au sol modifiée mesurée en projection horizontale.

Pour les actes et travaux de déboisement, la taxe est fixée à 5,50 euros par m² de superficie au sol déboisé.

Pour les actes et travaux visant le stockage de matériaux et le parage de véhicule, la taxe est fixée à 2,75 euros par m² de superficie au sol du terrain privé utilisé.

§ 5. Actes et travaux portant sur la construction, reconstruction et transformation d'une piscine non-couverte ou couverte par une couverture escamotable

Pour toute construction, reconstruction et transformation d'une piscine non-couverte ou couverte par une couverture escamotable, il sera perçu une taxe de 5 euros par mètre carré de surface d'eau et de terrasses et plage périphérique.

§ 6. Actes et travaux relatifs aux publicités et enseignes

Pour l'installation d'un totem, la taxe est fixée à 275 euros par totem.

Pour l'installation d'une enseigne, d'une publicité liée à l'enseigne, la taxe est fixée à 82 euros par enseigne ou publicité.

Pour l'installation d'un panneau publicitaire, la taxe est fixée à 32,80 euros par mètre carré de panneau.

Pour l'installation d'un panneau publicitaire temporaire, la taxe est fixée à 2,75 euros par mètre carré de panneau et par mois pendant lequel le panneau est autorisé

Section 2 : Actes soumis à permis de lotir.

Article 5 : Mode de calcul de la taxe

§ 1. Le montant de la taxe est fixé à un minimum forfaitaire de 110 euros.

§ 2. Le montant de la taxe est obtenu en additionnant les montants dûs pour chaque acte et travaux taxés conformément à l'article 6.

Article 6 : Taux de la taxe

§ 1. Le taux de la taxe pour les actes soumis à permis de lotir est établi en additionnant les montants fixés ci-après :

1° La taxe est de 1,10 euro par m² de superficie de planchers constructibles (indice P) en vertu des prescriptions du permis de lotir sur l'ensemble de la propriété lotie. Cette superficie étant établie par application du rapport plancher/sol maximum autorisé sur la superficie nette de la propriété lotie.

2° La taxe est de 55 euros par lot créé.

3° La taxe est de 55 euros par logement créé.

§ 2. Le taux de la taxe pour les actes soumis à modification de permis de lotir pour autant que celle-ci implique une augmentation du nombre de lots, de m² de superficie de planchers constructibles ou du nombre de logements, ou une modification des prescriptions comparés à la situation en vigueur.

Le taux de la taxe est fixé comme suit :

1° La taxe est de 1,10 euro par m² de superficie de planchers constructibles (indice P) supplémentaires par rapport à la situation en vigueur. Cette superficie étant établie par application du rapport plancher/sol maximum autorisé sur la superficie nette de la propriété lotie.

2° La taxe est de 55 euros par lot créé supplémentaire par rapport à la situation en vigueur.

3° La taxe est de 55 euros par logement créé supplémentaire par rapport à la situation en vigueur.

4° La taxe est de 110 euros pour une modification des prescriptions des permis de lotir.

§ 3. La taxe est due lors de la délivrance d'un permis de lotir remplaçant un permis de lotir antérieur périmé en tout ou en partie, suivant les dispositions du Code Bruxellois de l'Aménagement du territoire, même si le permis initial avait déjà fait l'objet de la même taxe.

Dans ce cas, la taxe ne sera appliquée que sur la partie périmée et renouvelée du permis initial.

Article 7 : Les montants varient annuellement et sont fixés suivant le tableau ci-dessous :

201 3	2014	201 5	201 6	201 7	201 8
1.10	1.15	1.20	1.25	1.30	1.35
1.25	1.30	1.35	1.40	1.45	1.50
2.75	2.85	2.95	3.05	3.15	3.25
4.10	4.25	4.40	4.55	4.70	4.85
5.00	5.15	5.30	5.45	5.60	5.80
5.10	5.25	5.45	5.60	5.80	6.00
5.50	5.70	5.90	6.10	6.30	6.50
32.8		34.8	35.8	36.9	38.0
0	33.80	0	5	5	0
55.0		58.3	60.1	61.9	63.7
0	56.65	5	0	0	5
82.0		87.0	89.6	92.3	95.1
0	84.45	0	0	0	0
110.	113.3	116.	120.	123.	126.
00	0	70	20	00	70
275.	283.2	291.	300.	309.	318.
00	5	75	50	50	80

Titre II : Le redevable de la taxe.

Article 8 :

La taxe est due par le maître de l'ouvrage, tel qu'identifié par la demande de permis, c'est-à-dire la personne physique ou morale pour le compte de laquelle les actes et travaux soumis à permis ont été réalisés.

S'il y a plusieurs personnes qui sont maîtres d'un même ouvrage, celles-ci sont tenues solidairement et indivisiblement au paiement de la taxe.

Titre III : Les exonérations.

Article 9 :

Sont exonérés de la taxe :

1. les actes et travaux exécutés par une personne de droit public et à condition que les actes et travaux soient directement liés à l'exercice de ses missions.
2. les actes et travaux portant sur la voirie.
3. la reconstruction d'immeubles détruits par cas de force majeure, pour la partie qui ne constitue pas un agrandissement des immeubles détruits. Est constitutif de force majeure au sens du présent règlement tout événement répondant aux caractéristiques généralement reconnues à la force majeure, à savoir : présenter un caractère imprévisible, insurmontable et inévitable ainsi qu'être exempté de toute implication du redevable dans l'enchaînement des circonstances ayant conduit à cet événement. Sont considérés comme cas de force majeure entre autres les circonstances climatiques exceptionnelles, explosions, effondrement suite à un affouillement du sol, incendie, terrorisme ou faits de guerre,...

Titre IV : Consignation, paiement de la taxe et recouvrement.

Section 1 : Les actes et travaux soumis à permis d'urbanisme.

Article 10 :

Dans le cas où le permis d'urbanisme est délivré par le Collège des Bourgmestre et Echevins, dès la notification du permis d'urbanisme, le contribuable devra déposer en consignation, à titre de garantie, entre les mains du receveur communal, une somme égale au montant de la taxe calculée conformément aux dispositions du présent règlement et une attestation de constitution de garantie lui sera délivrée.

Dans les cas où le permis d'urbanisme est délivré par une autre instance délivrante, dès l'envoi du courrier de l'administration communale établissant le montant de la taxe due, le contribuable devra déposer en consignation, à titre de garantie, entre les mains du receveur communal, une somme égale au montant de la taxe calculée conformément aux dispositions du présent règlement et une attestation de constitution de garantie lui sera délivrée.

Article 11 : Lors du commencement des travaux ou des actes autorisés, la somme déposée en consignation en vertu de l'article 10, sera affectée à l'acquittement de la taxe et une quittance sera délivrée au redevable. Le commencement des travaux ou des actes autorisés s'entend comme le moment de la réception par le Collège des Bourgmestre et Echevins de l'avertissement du commencement des actes et travaux adressé par le demandeur selon les dispositions légales en vigueur du Code Bruxellois de l'Aménagement du territoire et ses arrêtés d'application.

Article 12 : En cas d'absence d'avertissement du commencement des actes et travaux du redevable conformément à l'article 11, il sera présumé que les actes et travaux soumis à la présente taxe ont été mis en œuvre au plus tard au moment de date de péremption définitive du permis les autorisant. Dans cette hypothèse, la Commune informe, par lettre recommandée, le redevable de son intention de faire usage de la mise en œuvre de cette présomption.

Le redevable dispose d'un délai de trente jours à compter de la réception de cette notification pour renverser cette présomption.

A défaut de réaction du redevable dans ce délai, la somme déposée en consignation sera affectée à l'acquittement de la taxe et une quittance sera délivrée au redevable.

Article 13 : La totalité du cautionnement sera restituée au redevable dans les cas suivants :

1° Si le redevable se désiste du permis d'urbanisme qui lui a été délivré avant le début des actes et travaux autorisés.

2° Si le permis d'urbanisme venait à être annulé par une décision du Conseil d'Etat avant d'avoir été mis en œuvre.

3° Si les actes et les travaux autorisés par le permis d'urbanisme n'ont pas débuté endéans la durée de validité du permis.

Section 2 : Les actes et travaux soumis à permis de lotir.

Article 14 :

Dans le cas où le permis de lotir est délivré par le Collège des Bourgmestre et Echevins, dès la notification du permis de lotir, le contribuable devra déposer en consignation, à titre de garantie, entre les mains du receveur communal, une somme égale au montant de la taxe calculée conformément aux dispositions du présent règlement et une attestation de constitution de garantie lui sera délivrée.

Dans les cas où le permis de lotir est délivré par une autre instance délivrante, dès l'envoi du courrier de l'administration communale établissant le montant de la taxe due, le contribuable devra déposer en consignation, à titre de garantie, entre les mains du receveur communal, une somme égale au montant de la taxe calculée conformément aux dispositions du présent règlement et une attestation de constitution de garantie lui sera délivrée.

Article 15 :

Dès la réalisation du permis de lotir conformément aux dispositions du Code Bruxellois de l'aménagement et du territoire, la somme déposée en consignation en vertu de l'article 14, sera affectée à l'acquittement de la taxe et une quittance sera délivrée au redevable.

La réalisation du permis de lotir s'entend comme :

- la réalisation des infrastructures prévues dans le lotissement;
- l'enregistrement de la vente ou de la location pour plus de neuf ans, de la constitution d'emphytéose ou de superficie d'au moins un tiers des lots dans les 5 ans de la délivrance du permis de lotir;
- l'exécution des charges ou des garanties financières imposées dans le permis de lotir;
- l'obtention et la mise en œuvre d'un permis d'urbanisme sur au moins un des lots

En cas de réalisation partielle, l'entièreté de la taxe reste acquise.

Article 16 : La totalité du cautionnement sera restituée au redevable dans les cas suivants :

1° Si le redevable se désiste du permis de lotir qui lui a été délivré avant la réalisation du permis de lotir.

2° Si le permis de lotir venait à être annulé par une décision du Conseil d'Etat avant d'avoir été mis en oeuvre.

3° Si permis de lotir vient à être périmé.

Titre V : Contentieux.

Article 17 :

La taxe est payable au comptant.

Lorsque le paiement de la taxe aura été éludé, le recouvrement de la taxe se fera par voie de rôle.

Article 18 :

Le rôle de la taxe est dressé et rendu exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Echevins.

Article 19 :

La taxe est payable dans les deux mois de l'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Article 20 :

Les règles relatives au recouvrement, aux intérêts moratoires, aux poursuites, aux privilèges, à l'hypothèque légale et à la prescription en matière d'impôts d'Etat sur le revenu sont applicables à cette taxe.

Article 21 :

Le redevable qui s'estime indûment imposé, peut introduire une réclamation auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins d'Uccle.

La réclamation doit être faite par écrit, motivée et remise ou présentée par envoi postal dans un délai de six mois à partir de la date d'envoi de l'avertissement-extrait de rôle.

Le réclamant ne doit pas justifier du paiement préalable de la taxe, mais l'introduction d'une réclamation ne le dispense pas de l'obligation de payer la taxe dans les délais prescrits.

Titre VI : Dispositions finales.

Article 22 :

Le présent règlement approuvé abroge et remplace au 1er septembre 2013 le Règlement-taxe relatif à certains actes et travaux soumis à permis d'urbanisme et permis de lotir délibéré par le Conseil communal en séance du 24 juin 2010.

Onderwerp 2A – 1 : **Stedenbouw.- Aannname van een belastingreglement betreffende bepaalde handelingen en werken onderworpen aan stedenbouwkundige vergunningen en verkavelingsvergunningen.- Intrekking van het belastingreglement dat is goedgekeurd op 24 juni 2010 en van kracht tot op 31 december 2015.**

De Raad,

Overwegende dat het belastingreglement betreffende bepaalde handelingen en werken onderworpen aan stedenbouwkundige vergunningen en verkavelingsvergunningen om de volgende redenen herzien moet worden :

d) rekening houden met de evolutie van de regelgeving op het vlak van stedenbouw, met name de evolutie van het BWRO en de uitvoeringsbesluiten ervan, waardoor meer stedenbouwkundige vergunningen niet meer door het College van Burgemeester en Schepenen zullen worden afgeleverd;

e) voor vergunningen die door een andere instantie dan het College van Burgemeester en Schepenen de toepassingsmodaliteiten van deze belasting verduidelijken;

f) de tarieven verduidelijken;

Gelet op de gecoördineerde wetten van 23 december 1986 en 24 december 1996 betreffende de vestiging en de invordering van de provincie- en gemeentebelastingen;

Gelet op de wet van 15 maart 1999 van toepassing op 1 april 1999 en het koninklijk besluit van 12 april 1999 betreffende betwistingen en de wettelijke bepalingen betreffende belastinginning;

Gelet op de omzendbrief van 10 mei 2000 die de te volgen procedure vastlegt in geval van rechtsgedingen;

Gelet op artikel 117 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente,

Beslist, met 24 stemmen voor en 12 onthoudingen, vanaf 1 september 2013 het onderstaande reglement in te voeren, zoals volgt :

REGLEMENT

Artikel 1 : Voorwerp

Vanaf 1 september 2013 en voor een termijn die ten einde loopt op 31 december 2018 wordt een belasting ingevoerd betreffende de uitvoering van bepaalde handelingen en werken die onderworpen zijn aan stedenbouwkundige vergunningen en bepaalde handelingen die onderworpen zijn aan verkavelingsvergunningen krachtens het Brussels Wetboek Ruimtelijke Ordening van 9 april 2004 en de uitvoeringsbesluiten ervan.

Deze belasting is van toepassing op alle handelingen en werken betreffende een stedenbouwkundige vergunning of een verkavelingsvergunning met betrekking tot percelen op het gemeentelijke grondgebied, ongeacht de afleverende instantie.

Artikel 2 : Definities

De in onderhavig reglement bedoelde handelingen en werken moeten begrepen worden zoals bedoeld in de reglementering op het vlak van stedenbouw, met name het Brussels Wetboek Ruimtelijke Ordening en de uitvoeringsbesluiten ervan, het Gewestelijk Bestemmingsplan (GBP), de Gewestelijke Stedenbouwkundige Verordening (GSV), de Gemeentelijke Stedenbouwkundige Verordeningen.

In onderhavig reglement gelden onder andere de volgende definities :

1° Vloeroppervlakte : de oppervlakte van as tot as van de gemeenschappelijke scheidingsmuren en de buitenkant van de gevelmuren. De vloeren worden verondersteld ononderbroken te zijn; er wordt geen rekening gehouden met onderbrekingen door binnenwanden en –muren, kokers, trappenhuisen, liften, en dit voor zover de zoldering een vrije hoogte heeft van 2,2 meter.

2° Handelingen en werken onder de grond : handelingen en werken die plaatsvinden onder de begane grond.

3° Bovengrondse handelingen en werken : handelingen en werken die plaatsvinden op de begane grond of op een hogere verdieping.

4° Handelingen en werken gedeeltelijk onder de grond : handelingen en werken die gedeeltelijk plaatsvinden onder de grond en gedeeltelijk boven de grond.

5° Totem : structuur die los staat van de handelszaak, verankerd in de grond, waarop boodschappen zijn aangebracht die betrekking hebben op de handel (logo, naam, detailprijs, ...).

6° Uithangbord : opschrift, vorm, beeld of een geheel van deze elementen dat geplaatst is op een gebouw en dat betrekking heeft op een activiteit die er wordt uitgeoefend, om het even wat de drager ervan is (spandoek, lichtbak, uitgesneden metalen plaat, ...). Een mededeling ten gunste van derden, zoals de vermelding van een merk of hun producten, kan niet worden gelijkgesteld aan een uithangbord.

7° Reclame verwijzend naar het uithangbord: reclame waarvan de boodschap gericht is op een product of een dienst, verleend of verdeeld door de handelaar of de industrieel die het gebouw gebruikt, en die niet mag worden veranderd zolang de vergunning geldig is.

8° Reclamebord : houder van een reclame, namelijk een opschrift, vorm of beeld met als doel het publiek te informeren of de aandacht ervan te trekken, met inbegrip van de drager, uitgezonderd de uithangborden en bewegwijzering voor wegen, plaatsen en toeristische gebouwen of gebouwen van algemeen nut.

9 Woning : Geheel van lokalen die ontworpen zijn voor bewoning of het verblijf van een of meerdere personen, met inbegrip van gebouwen met verscheidene of collectieve woningen, de eenheden van individuele ruimten zoals studentenkamers, studio's in een aparthotel, kamers of kleine woningen in een rusthuis,

Titel I : Omschrijving, toepassingsveld, berekeningswijze van de belasting.

Sectie 1 : Handelingen en werken onderworpen aan stedenbouwkundige vergunningen.

Artikel 3 : Berekeningswijze van de belasting

§ 1. Voor de belasting wordt een forfaitair minimum van € 110 vastgelegd.

§ 2. Het bedrag van de belasting wordt verkregen door de verschillende verschuldigde bedragen voor elke handeling en elk werk, overeenkomstig artikel 4, op te tellen.

In afwijking zijn bedragen voor handelingen en werken bedoeld in artikel 4, § 4 verschuldigd indien de vergunning uitsluitend betrekking heeft op deze handelingen en werken.

§ 3. De belasting wordt berekend in de meeteenheid (lopende meter, vierkante meter, eenheid) van elk type van handelingen en werken, en met name in functie van de vloeroppervlakte die gebouwd, heropgebouwd, vergroot of verbouwd is.

Deze vloeroppervlakte wordt bepaald in de documenten van de vergunning en de overeenkomstige bijlagen.

§ 4. In geval van handelingen of werken onderworpen aan stedenbouwkundige vergunningen die in overtreding zijn op het Brussels Wetboek Ruimtelijke Ordening van 9 april 2004 wordt het belastingbedrag voor deze handelingen en werken in overtreding verdubbeld.

Artikel 4 : Belastingtarief

§ 1. Handelingen en werken om te bouwen, herbouwen, verbouwen met uitbreiding en plaatsing van een of meerdere gebouwen, werkstukken, vaste installaties, zelfs tijdelijk.

1° Voor ondergrondse handelingen en werken bedraagt de belasting € 4,10 per m² vloeroppervlakte.

2° Voor bovengrondse handelingen en werken of handelingen en werken die deels ondergronds zijn, bedraagt de belasting € 5,10 per m² vloeroppervlakte.

3° Voor handelingen en werken die onderworpen zijn aan een stedenbouwkundige vergunning van beperkte duur, bedraagt de belasting € 4,10 per m² vloeroppervlakte.

4 Voor tijdelijke installaties met een seizoensgebonden karakter (bijvoorbeeld overdekte tennisbaan, ...) wordt de belasting vastgelegd op € 1,25 per m² vloeroppervlakte.

§ 2. Wijziging van het aantal woningen

De belasting wordt vastgesteld op 275 euro per bijkomende woning.

§ 3. Bestemmings- of gebruikswijziging van een gebouwd of niet gebouwd goed

De belasting wordt vastgesteld op 1,10 euro per m² vloeroppervlakte waarop de bestemmings- of gebruikswijziging betrekking heeft.

§ 4. Handelingen en werken betreffende de inrichting en het gebruik van terreinen, tuinen en de directe omgeving

Voor alle werken om afscheidingsmuren of omheiningen te bouwen, herop te bouwen, te verbouwen langs de openbare weg bedraagt de belasting € 5,5 per lopende meter (Lm) omheining gemeten langs de rooilijn.

Voor elke gevoelige wijziging van het bodemreliëf bedraagt de belasting 2,75 euro per m² gewijzigde vloeroppervlakte.

Voor handelingen en werken van ontbossing bedraagt de belasting € 5,5 per m² ontboste vloeroppervlakte.

Voor handelingen en werken om materialen op te slaan en voertuigen te parkeren bedraagt de belasting 2,75 euro per m² vloeroppervlakte van het gebruikte privé-terrein.

§ 5. Handelingen en werken betreffende de opbouw, wederopbouw of renovatie van een niet-overdekt of overdekt zwembad door middel van een intrekbare overkapping.

Voor elke opbouw, wederopbouw en renovatie van een niet-overdekt of overdekt zwembad door middel van een intrekbare overkapping wordt een belasting geheven van 5 euro per vierkante meter water- en terrasoppervlakte en de oppervlakte van de omliggende boorden.

§ 6. Handelingen en werken betreffende reclame en uithangborden

Voor de plaatsing van een totem bedraagt de belasting € 275 per totem.

Voor de plaatsing van een uithangbord of een reclame verwijzend naar het uithangbord bedraagt de belasting 82 euro per uithangbord of reclame.

Voor de plaatsing van een reclamepaneel bedraagt de belasting € 32,80 per vierkante meter van het paneel.

Voor de installatie van een tijdelijk reclamebord wordt de belasting vastgesteld op 2,75 euro per vierkante meter bord en per maand waarin het bord toegelaten is.

Sectie 2 : Handelingen onderworpen aan verkavelingsvergunningen.

Artikel 5 : Berekeningswijze van de belasting

§ 1. Voor de belasting wordt een forfaitair minimum van € 110 vastgesteld.

§ 2. Het bedrag van de belasting wordt verkregen door de verschillende verschuldigde bedragen voor elke handeling en elk werk, overeenkomstig artikel 6, op te tellen.

Artikel 6 : Belastingtarief

§ 1. Het belastingtarief voor handelingen die onderworpen zijn aan verkavelingsvergunningen wordt bepaald door de volgende bedragen op te tellen:

1° De belasting bedraagt € 1,10 per m² bouwrijpe vloeroppervlakte (P-index) krachtens de bepalingen van de verkavelingsvergunning op het geheel van het verkavelde eigendom. Deze oppervlakte wordt bepaald door toepassing van de maximaal toegelaten verhouding vloeroppervlakte/bodem op de netto-oppervlakte van de verkavelde eigendom.

2° De belasting bedraagt € 55 per gecreëerde kavel.

3° De belasting bedraagt € 55 per gecreëerde woning.

§ 2. Het belastingtarief voor handelingen om een verkavelingsvergunning te wijzigen, voor zover deze wijziging een verhoging van het aantal kavels, van de m² bouwrijpe vloeroppervlakte of van het aantal woningen met zich meebrengt, of een wijziging van de voorschriften in vergelijking met de geldende situatie.

Het belastingtarief wordt als volgt bepaald :

1° De belasting bedraagt € 1,10 per m² bijkomende bouwrijpe vloeroppervlakte (P-index) tegenover de geldende situatie. Deze oppervlakte wordt bepaald door toepassing van de maximaal toegelaten verhouding vloeroppervlakte/bodem op de netto-oppervlakte van het verkavelde eigendom.

2° De belasting bedraagt € 55 per bijkomende gecreëerde kavel tegenover de geldende situatie.

3° De belasting bedraagt € 55 per bijkomende gecreëerde woning tegenover de geldende situatie.

4° De belasting bedraagt 110 euro voor een wijziging van de voorschriften van de verkavelingsvergunningen.

§ 3. De belasting is verschuldigd op het ogenblik van de afgifte van de verkavelingsvergunning die een voorgaande, verlopen verkavelingsvergunning geheel of gedeeltelijk vervangt, volgens de bepalingen van het Brussels Wetboek Ruimtelijke Ordening, zelfs als de eerste vergunning al het voorwerp van dezelfde belasting heeft uitgemaakt.

In dat geval zal de belasting alleen worden toegepast op het verstreken en vernieuwde deel van de eerste vergunning.

Artikel 7 : De bedragen verschillen van jaar tot jaar en worden vastgelegd volgens de onderstaande tabel :

2013	2014	2015	2016	2017	2018
1.10	1.15	1.20	1.25	1.30	1.35
1.25	1.30	1.35	1.40	1.45	1.50
2.75	2.85	2.95	3.05	3.15	3.25
4.10	4.25	4.40	4.55	4.70	4.85
5.00	5.15	5.30	5.45	5.60	5.80
5.10	5.25	5.45	5.60	5.80	6.00
5.50	5.70	5.90	6.10	6.30	6.50
32.80	33.8	34.80	35.85	36.95	38.00
55.00	56.6	58.35	60.10	61.90	63.75
82.00	84.4	87.00	89.60	92.30	95.10
110.0	113.	116.7	120.20	123.0	126.7
0	30	0	120.20	0	0
275.0	283.	291.7	300.50	309.5	318.8
0	25	5	300.50	0	0

Titel II : Belastingplichtigen.

Artikel 8 :

De belasting is verschuldigd door de bouwheer zoals geïdentificeerd op de vergunningsaanvraag, dus de natuurlijke persoon of rechtspersoon voor wiens rekening de aan een vergunning onderworpen handelingen en werken worden uitgevoerd.

Indien er verschillende personen bouwheer zijn, zijn zij er hoofdelijk en ondeelbaar toe gehouden de belasting te betalen.

Titel III : Vrijstellingen.

Artikel 9 :

Zijn vrijgesteld van de belasting :

4. Handelingen en werken uitgevoerd door een publiekrechtelijke rechtspersoon en op voorwaarde dat de handelingen en werken rechtstreeks verband houden met de uitoefening van zijn opdrachten.

5. Handelingen en werken aan wegen.

6. De wederopbouw van gebouwen die vernield zijn door overmacht, voor het deel dat geen vergroting betekent van het vernielde gebouw. Met overmacht wordt in dit reglement bedoeld elke gebeurtenis die beantwoordt aan de eigenschappen die algemeen als overmacht worden erkend, namelijk: een onvoorzienbare aard vertonen, onoverkomelijk en onvermijdelijk zijn en zonder enige betrokkenheid van de belastingplichtige in de

opeenvolging van omstandigheden die tot deze gebeurtenis heeft geleid. Als overmacht worden onder andere beschouwd: buitengewone weersomstandigheden, ontploffingen, instorting ten gevolge van een grondverzakking, brand, terrorisme of oorlogshandelingen, ...

Titel IV : Consignatie, betaling van de belasting en inning.

Afdeling 1 : Handelingen en werken die onderworpen zijn aan stedenbouwkundige vergunningen.

Artikel 10 :

Als de stedenbouwkundige vergunning wordt afgeleverd door het College van Burgemeester en Schepenen dient de belastingplichtige vanaf het bericht dat de stedenbouwkundige vergunning of de verkavelingsvergunning is toegekend de gemeenteontvanger als waarborg een som in consignatie te geven die gelijk is aan het belastingbedrag, zoals berekend overeenkomstig de bepalingen van het onderhavige reglement. Er zal hem een attest gegeven worden dat een waarborg is geleverd.

Indien de stedenbouwkundige vergunning wordt afgeleverd door een andere instantie moet de belastingplichtige zodra het schrijven van het gemeentebestuur is verstuurd waarin het bedrag van de verschuldigde belasting is vastgesteld, als waarborg een bedrag in consignatie geven in handen van de gemeenteontvanger dat gelijk is aan het bedrag van de belasting zoals berekend overeenkomstig de bepalingen van het onderhavige reglement. Er zal hem een attest gegeven worden dat een waarborg is geleverd.

Artikel 11 : Bij het begin van de toegelaten werken of handelingen zal de som die krachtens artikel 10 in consignatie is gegeven aangewend worden om de belasting te vereffenen en zal een kwitantie worden bezorgd aan de belastingplichtige. Het begin van de toegelaten werken of handelingen wordt begrepen als het moment waarop het college van burgemeester en schepenen van de aanvrager het bericht ontvangt dat de handelingen en werken begonnen zijn, overeenkomstig de wettelijke bepalingen krachtens het Brussels Wetboek Ruimtelijke Ordeningen en de uitvoeringsbesluiten ervan.

Artikel 12 : Indien de belastingplichtige geen bericht van begin van de handelingen en werken laat toekomen, overeenkomstig artikel 11, zal verondersteld worden dat de handelingen en werken die onderworpen zijn aan onderhavige belasting een aanvang hebben genomen ten laatste op het moment waarop de vergunning die ze toelaat definitief verloopt. In dat geval laat de gemeente de belastingplichtige per aangetekend schrijven weten van plan te zijn van deze veronderstelling uit te gaan.

De belastingplichtige beschikt over een termijn van dertig dagen, te tellen vanaf de ontvangst van dit bericht, om deze veronderstelling te ontkrachten.

Indien de belastingplichtige niet reageert binnen deze termijn zal het in consignatie gegeven bedrag aangewend worden om de belasting te vereffenen en zal de belastingplichtige een kwitantie bezorgd worden.

Artikel 13 : De gehele waarborg zal in de volgende gevallen terugbetaald worden :

1° Indien de belastingplichtige afstand doet van de stedenbouwkundige vergunning of de verkavelingsvergunning voor het begin van de toegelaten handelingen en werken.

2° Indien de stedenbouwkundige vergunning of de verkavelingsvergunning vernietigd wordt door de Raad van State voor de uitvoering ervan.

3° Indien de door de stedenbouwkundige vergunning of de verkavelingsvergunning toegelaten werken niet begonnen zijn tijdens de geldigheid van de vergunning.

Afdeling 2 : Handelingen en werken die onderworpen zijn aan verkavelingsvergunningen.

Artikel 14 :

Indien de stedenbouwkundige vergunning wordt afgeleverd door het College van Burgemeester en Schepenen moet de belastingplichtige zodra de verkavelingsvergunning betekend is als waarborg een bedrag in consignatie geven in handen van de gemeenteontvanger dat gelijk is aan het bedrag van de belasting zoals berekend overeenkomstig de bepalingen van het onderhavige reglement. Er zal hem een attest gegeven worden dat een waarborg is geleverd.

Indien de stedenbouwkundige vergunning wordt afgeleverd door een andere instantie moet de belastingplichtige zodra het schrijven van het gemeentebestuur is verstuurd waarin het bedrag van de verschuldigde belasting is vastgesteld als waarborg een bedrag in consignatie geven in handen van de gemeenteontvanger dat gelijk is aan het bedrag van de belasting zoals berekend overeenkomstig de bepalingen van het onderhavige reglement. Er zal hem een attest gegeven worden dat een waarborg is geleverd.

Artikel 15 :

Eenmaal de verkavelingsvergunning is uitgevoerd overeenkomstig de bepalingen van het Brussels Wetboek Ruimtelijke Ordening wordt het in consignatie gegeven bedrag krachtens artikel 14 aangewend voor het vereffenen van de belasting en zal een kwitantie worden afgeleverd aan de belastingplichtige.

Onder het uitvoeren van de verkavelingsvergunning wordt begrepen :

- het verwezenlijken van de in de verkaveling voorziene infrastructuur;
- de registratie van de verkoop of de verhuur voor meer dan negen jaar, het afsluiten van een erfpacht of van een oppervlakte van ten minste een derde van de kavels binnen de vijf jaar na het afleveren van de verkavelingsvergunning;
- het uitvoeren van de financiële lasten of waarborgen zoals opgelegd in de verkavelingsvergunning;
- het verkrijgen en het uitvoeren van een stedenbouwkundige vergunning voor ten minste een van de kavels.

In geval van gedeeltelijke uitvoering blijft de volledige belasting verworven.

Artikel 16 : De volledige borgtocht wordt terugbetaald aan de belastingplichtige in de volgende gevallen :

1. Indien de belastingplichtige afziet van de hem afgeleverde verkavelingsvergunning voor de verwezenlijking van de verkavelingsvergunning.
2. Indien de verkavelingsvergunning vernietigd wordt door een besluit van de Raad van State voordat ze uitgevoerd is.
3. Indien de verkavelingsvergunning verlopen is.

Titel V : Geschillen.

Artikel 17 :

De belasting is contant te betalen.

Indien betaling van de belasting wordt ontweken, zal de belasting bij wege van kohieren ingevorderd worden.

Artikel 18 :

Het kohier van de belasting wordt opgesteld en uitvoerbaar verklaard door het college van burgemeester en schepenen.

Artikel 19 :

De belasting dient binnen de twee maanden na het versturen van het aanslagbiljet-kohieruittreksel betaald te worden.

Artikel 20 :

De regels betreffende invordering, moratoire interesten, vervolgingen, voorrechten, wettelijke hypotheek en verjaring inzake Rijksbelastingen op de inkomsten zijn van toepassing op deze belasting.

Artikel 21 :

De belastingplichtige die meent onterecht belast te zijn, kan een bezwaar indienen bij het college van burgemeester en schepenen van Ukkel.

Het bezwaar moet schriftelijk ingediend worden, met redenen omkleed zijn en afgegeven of opgestuurd te worden binnen de zes maanden na ontvangst van het aanslagbiljet-kohieruittreksel.

De indiener van het bezwaar dient de betaling van de belasting niet te bewijzen, maar het indienen van een bezwaarschrift heft de verplichting om de belasting binnen de voorgeschreven termijn te betalen niet op.

Titel VI : Slotbepalingen.

Artikel 22 :

Het onderhavige goedgekeurde reglement heft en vervangt op 1 september 2013 het Belastingreglement betreffende bepaalde handelingen en werken onderworpen aan stedenbouwkundige vergunningen en verkavelingsvergunningen beraadslaagd door de Gemeenteraad in zitting van 24 juni 2010 op.

Objet 2B – 1 : Environnement.- Nouvelle loi communale article 234, alinéa 3.- Marchés publics.- Communication des décisions du Collège des Bourgmestre et échevins.

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale notamment l'article 234, § 3 tel que modifié par les ordonnances des 17 juillet 2003 et 9 mars 2006;

Vu les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins relatives à la passation des marchés par procédure négociée en vertu de l'article 17, § 2, 1° a) de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et services,

Prend pour information les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins suivantes :

- 29 mai 2013 - Mission d'étude et d'encadrement pour l'aménagement spécifique de l'assise du Geleytsbeek à hauteur du Kauwberg et du Papenkasteel - 40.000 € (T.V.A. comprise) - Article 879/747-60/93 - Emprunt;

- 5 juin 2013 - Mission d'étude et d'encadrement pour le réaménagement spécifique des espaces verts du plateau Avijl - 35.000 € (T.V.A. comprise) - Article 879/747-60/93 - 10.000 € par emprunt et 25.000 € par subsides (en modification du financement 100 % par emprunt initialement prévu).

Onderwerp 2B – 1 : Milieu.- Nieuwe gemeentewet, artikel 234, alinea 3.- Overheidsopdrachten.- Kennisgeving van de beslissingen van het college van burgemeester en schepenen.

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, met name artikel 234, § 3 zoals gewijzigd bij ordonnantie van 17 juli 2003 en 9 maart 2006;

Gelet op de beslissingen van het college van burgemeester en schepenen betreffende de sluiting van overheidsopdrachten via onderhandelingsprocedure krachtens artikel 17, § 2, 1 a) van de wet van 24 december 1993 betreffende overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten van werken, leveringen en diensten,

Neemt kennis van de volgende beslissingen van het college van burgemeester en schepenen :

- 5 juni 2013 - Studie- en omkaderingsopdracht voor de specifieke heraanleg van de groene ruimten van het Avijlplateau - 35.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 879/747-60/93 - 10.000 € via lening en 25.000 € via subsidies (tot wijziging van de oorspronkelijk voorziene financiering 100 % via lening);

- 29 mei 2013 - Studie- en omkaderingsopdracht voor de specifieke aanleg van de bedding van de Geleytsbeek ter hoogte van de Kauwberg en het Papenkasteel - 40.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 879/747-60/93 - Lening.

Objet 2D – 1 : Propriétés communales.- Nouvelle loi communale article 234, alinéa 3.- Marchés publics.- Prise pour information des décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins.

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 234, alinéa 3, tel que modifié par les ordonnances des 17 juillet 2003 et 9 mars 2006;

Vu les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins relatives au choix du mode de passation, par procédure négociée sans publicité préalable, et à la fixation des conditions des marchés de travaux et de fournitures, en application de l'article 17, § 2, 1° a) de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services,

Prend pour information les décisions suivantes du Collège des Bourgmestre et Echevins :

- 29 mai 2013 - Immeuble sis avenue du Fort-Jaco, 22 - Rénovation et mise en conformité de six appartements - Marché public de services d'études - 60.000 € (hors T.V.A.), soit 72.600 € (T.V.A. comprise) - Article 922/724-60/87 - Emprunt;

- 12 juin 2013 - Immeuble sis rue Keyenbempt, 66 - Restauration du Moulin du Nekkersgat et mise en valeur du site : intervention urgente pour stabiliser l'atelier de ferronnerie menacé d'effondrement - 6.178,13 € (hors T.V.A.), soit 7.475,38 € (T.V.A. comprise) - Article 773/724-60/87 - Emprunt.

Onderwerp 2D – 1 : Gemeente-eigendommen.- Nieuwe gemeentewet artikel 234, alinea 3.- Overheidsopdrachten.- Mededeling van de beslissingen van de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen.

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikel 234, alinea 3 zoals gewijzigd door de ordonnances van 17 juli 2003 en 9 maart 2006;

Gelet op de beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen betreffende het afsluiten van opdrachten via de onderhandelingsprocedure krachtens artikel 17, § 2, 1° a) van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten,

Neemt kennis van de volgende beslissingen van het College van Burgemeester en Schepenen :

- 29 mei 2013 - Gebouw gelegen in de Fort-Jacolaan, 22.- Renovatie en in overeenstemmingsstelling van zes appartementen - Overheidsopdracht voor aanneming van studiediensten - 60.000 € (exclusief B.T.W.), hetzij 72.600 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 922/724-60/87 - Lening;

- 12 juni 2013 - Gebouw gelegen in de Keyenbemptstraat, 66 - Restauratiewerken aan de Nekkersgatmolen en opwaardering van de site : dringende tussenkomst met het oog op de stabilisering van de werkplaats voor ijzerwerkzaamheden die met instorting bedreigd werd - 6.178,13 € (exclusief B.T.W.), hetzij 7.475,38 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 773/724-60/87 - Lening.

Objet 2D – 2 : Propriétés communales.- Vente d'une bande de terrain formant l'assiette de l'ancien lit du Geleytsbeek sur le tronçon compris entre la rue du Château d'Or et la chaussée d'Alseberg (plaine du Bourdon).- Désaffectation.- Enquête publique "de commodo et incommodo".- Recours à un notaire.#

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 117 et 118;

Vu la délibération du 28 mai 2009 par laquelle le Conseil communal a décidé du principe et du prix de l'opération;

Vu la notification de l'autorité de tutelle, datée du 3 août 2009;

Vu la délibération du 15 décembre 2011 par laquelle le Conseil communal a approuvé définitivement le déplacement du cours d'eau de 3ème catégorie n° 1084 "Geleytsbeek" (anciennement "Molenbeek") et la désaffectation de son ancien lit;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 mai 2013, décrétant le déclassement de l'ancien tracé du ruisseau, sur le tronçon compris entre les points 55 et 57, ainsi que le déplacement du lit du cours d'eau;

Considérant que le Conseil d'administration de la S.L.R.B., en sa séance du 1er décembre 2009, a marqué son accord quant à l'objet et au prix arrêtés par le Conseil communal, le 28 mai 2009, soit l'achat d'une superficie de terrain égale à 1 a 98 ca (198 m²) moyennant le paiement, hors frais de notaire, d'un montant de 19.894,00 €;

Considérant que le déplacement du lit du cours d'eau et le déclassement de son ancien tracé, au regard de la loi du 28 décembre 1967 relative aux cours d'eau non navigables, ne dispensent toutefois pas la Commune de désaffecter formellement l'assiette de terrain à céder, c'est-à-dire de faire sortir le bien du domaine public de manière à le rendre aliénable;

Considérant, en outre, que tout projet d'aliénation d'un bien immeuble du patrimoine communal, requiert la tenue préalable d'une enquête "de commodo et incommodo", afin d'en informer les habitants et autres personnes intéressées;

Considérant, en raison de la complexité du droit notarial et de l'étendue des obligations légales liées à la passation des actes de transfert de propriété immobilière, que la Commune a intérêt à s'adresser à un notaire qui a une compétence générale et est expert en ces matières;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

Décide :

1) de prendre acte, d'une part, des procès-verbaux des réunions du Conseil d'administration de la S.L.R.B., et d'autre, part, de l'arrêté du Gouvernement régional du 16 mai 2003 décrétant le déclassement de l'ancien tracé du Geleytsbeek traversant la plaine du Bourdon, et le déplacement du lit du ruisseau;

2) de désaffecter la bande de terrain à aliéner, ayant servi de support au lit - en partie canalisé - du cours d'eau, et la transférer du domaine public dans le domaine privé;

3) de confier au Collège échevinal le soin d'organiser une enquête "de commodo et incommodo" portant sur l'aspect de la cession d'une portion du patrimoine immobilier;

4) de recourir au ministère d'un notaire, pouvant être celui désigné par la Société du Logement de la Région de Bruxelles-Capitale, en vue d'établir le projet et de passer l'acte authentique;

5) d'imputer la recette constituée par le produit de la vente, au service extraordinaire du budget communal de 2013, via une modification budgétaire à l'article 421/761-60/87.

Onderwerp 2D – 2 : **Gemeente-eigendommen.- Verkoop van een strook grond dat de bedding vormt van de oude bedding van de Geleytsbeek op het gedeelte tussen de Gulden Kasteelstraat en de Alsebergsesteenweg (Horzelplein).- Verandering van bestemming.- Openbaar onderzoek "van baat en kommer".- Beroep doen op een notaris.**

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikels 117 en 118;

Gelet op de beraadslaging van 28 mei 2009 waarin de gemeenteraad zich heeft uitgesproken over het principe en de prijs van de handeling;

Gelet op de kennisgeving van de toezichhoudende overheid van 3 augustus 2009;

Gelet op de beraadslaging van 15 december 2011 waarin de gemeenteraad zijn definitieve goedkeuring heeft verleend aan de verplaatsing van de waterloop van 3de categorie nr. 1084 "Geleytsbeek" (voorheen "Molenbeek") en de verandering van de bestemming van zijn oude bedding;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 mei 2013 betreffende de declassering van het oude tracé van de beek, op het gedeelte tussen de punten 55 en 57, en de verplaatsing van de bedding van de waterloop;

Overwegende dat de raad van bestuur van de BGHM in zitting van 1 december 2009 zijn goedkeuring heeft verleend aan het onderwerp en de prijs, vastgelegd door de gemeenteraad, op 28 mei 2009, namelijk de aankoop van een terrein met een oppervlakte van 1 a 98 ca (198 m²) middels de betaling, zonder notariskosten, van een bedrag van € 19.894;

Overwegende dat de verplaatsing van de bedding van de waterloop en de declassering van het oude tracé, ten aanzien van de wet van 28 december 1967 betreffende de onbevaarbare waterlopen, de gemeente echter niet vrijstellen van de formele verandering van de bestemming van de bedding van het over te dragen terrein, m.a.w. het uit het openbaar domein brengen door vervreemding;

Overwegende dat elk vervreemdingsproject van een onroerend goed van het gemeentelijk patrimonium een voorafgaandelijk onderzoek van baat en kommer vereist om de bewoners en andere belanghebbenden erover te informeren;

Overwegende, omwille van de complexiteit van het notarieel recht en de omvang van de wettelijke verplichtingen bij het verlijden van aktes voor overdracht van onroerende eigendommen, dat de gemeente er belang bij heeft zich te beroepen op een notaris die over een algemene bekwaamheid ter zake beschikt;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen,

Beslist :

1) akte te nemen van de processen-verbaal van de vergaderingen van de raad van bestuur van de BGHM en van het besluit van de gewestelijke regering van 16 mei 2003 betreffende de declassering van het oude tracé van de Geleytsbeek dat over het Horzelplein gaat en de verplaatsing van de bedding van de beek;

2) de bestemming te veranderen van het te vervreemden terrein dat werd gebruikt als bedding - gedeeltelijk gekanaliseerd - van de waterloop en het over te dragen van het openbaar domein naar het privaat domein;

3) aan het schepencollege de organisatie toe te vertrouwen van een onderzoek "van baat en kommer" inzake de overdracht van een gedeelte van het onroerend patrimonium;

4) een beroep te doen op een notaris - die degene kan zijn, aangeduid door de Brusselse Gewestelijke Huisvestingsmaatschappij - voor de opmaak van het ontwerp en het verlijden van de authentieke akte;

5) de ontvangsten uit deze verkoop te boeken in de buitengewone dienst van de gemeentebegroting 2013, via en begrotingswijziging onder artikel 421/761-60/87.

Objet 2D – 3 : Propriétés communales/Régie foncière.- Plan d'expropriation pour le futur dépôt de trams sur le site Marconi.

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 117;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 7 mai 2009, décrétant l'expropriation de parties de parcelles en vue de la construction du dépôt de trams sur le site "Marconi";

Considérant que l'arrêté d'expropriation du Gouvernement régional du 7 mai 2009, mentionné ci-avant, renseigne plusieurs parcelles à acquérir par la S.T.I.B et appartenant à la Commune, tant sur les territoires d'Uccle que de Forest;

Qu'à l'issue des négociations en vue d'une cession amiable, le Comité d'Acquisition d'Immeubles de Bruxelles I, dans une lettre du 11 juin 2013, propose :

- un montant de 100 €/m² pour la surface de 1 ha 09 a 54 ca considérée comme zone de loisirs et une indemnité de emploi de 3 %, soit un prix total de 1.128.262,00 €;

- et un montant de 60 €/m² pour la surface de 3 a 88 ca considérée comme zone d'équipement d'intérêt collectif et une indemnité de remploi de 3 %, soit un prix total arrondi à 24.000,00 €;

Considérant que le total général pour la Commune s'élève donc à 1.152.262,00 €, ce qui donne un montant arrondi à 1.152.265,00 €;

Considérant que, lors d'une cession amiable, s'apparentant à une vente de gré à gré, les frais d'assainissement et de dépollution des terrains sont, le cas échéant, à la charge du propriétaire cédant et sont estimés, en l'occurrence, à 100.000,00 €;

Que, toutefois, il n'est pas encore connu si le sol des parcelles communales visées, est réellement pollué, et si elles sont toutes polluées;

Que, si elles le sont, la pollution proviendrait probablement des terrains voisins appartenant à la S.D.R.B., précédemment à S.A.I.T.-STENTO-MARCONI;

Considérant que la Commune ne serait pas responsable de la pollution de ces sols et ne devrait pas dépolluer à ses frais;

Considérant que les modalités pratiques de ces travaux d'assainissement devraient être établies en accord avec la S.T.I.B.;

Considérant que via le contrat d'emphytéose octroyé au club sportif Royal Uccle Sport, une aliénation de droits réels s'applique sur certaines parcelles;

Considérant que le club s'est engagé à ne pas réclamer d'indemnité pour la perte de surfaces dans le cadre de cette expropriation;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestres et Echevins,

Décide :

1) de marquer son accord sur la vente de gré à gré, sous la forme d'une cession amiable, dans le cadre de l'arrêté d'expropriation du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 7 mai 2009;

2) d'accepter le prix de 1.152.265,00 € pour la cession des terrains communaux situés chaussée de Neerstalle et chaussée de Ruisbroek, proposé par le Comité d'Acquisition d'Immeubles de Bruxelles I;

3) qu'en aucun cas la Commune n'interviendra dans les frais d'une dépollution éventuelle, à charge, s'il échet, pour le nouveau propriétaire de se retourner contre le responsable de la pollution, et de le notifier au Comité d'Acquisition d'Immeubles dans le courrier d'acceptation de l'offre;

4) d'imputer la recette au service extraordinaire du budget communal de 2013, via une modification budgétaire à l'article 124/761-60/87 - prévision : 1.000.000,00 €.

Onderwerp 2D – 3 : Gemeente-eigendommen/Grondregie.- Onteigeningsplan voor de toekomstige tramstelplaats op de Marconisite.

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikel 117;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 7 mei 2009 inzake de onteigening van gedeeltes van percelen voor de bouw van de tramstelplaats op de "Marconisite";

Overwegende dat het voormelde onteigeningsbesluit van de gewestelijke regering van 7 mei 2009 verschillende percelen aangeeft die verworven moeten worden door de MIVB en die toebehoren aan de gemeente, zowel op het grondgebied van Ukkel als Vorst;

Aangezien het Comité tot aankoop van onroerende goederen van Brussel I, na de onderhandelingen voor een minnelijke overdracht, in een brief van 11 juni 2013 het volgende voorstelt :

- een bedrag van € 100 / m² voor de oppervlakte van 1 ha 9 a 54 ca beschouwd als ontspanningsgebied en een hergebruiksvergoeding van 3 %, ofwel een totaal van € 1.128.262;

- en een bedrag van € 60 / m² voor de oppervlakte van 3 a 88 ca beschouwd als gebied voor voorzieningen van collectief belang en een hergebruiksvergoeding van 3 %, ofwel een afgerond totaal van € 24.000;

Overwegende dat het algemeen totaal voor de gemeente € 1.152.262 bedraagt, ofwel een afgerond bedrag van € 1.152.265;

Overwegende dat, tijdens een minnelijke overdracht, toebehorend aan een onderhandse verkoop, de eventuele sanerings- en schoonmaakkosten van de terreinen ten laste zijn van de overdragende eigenaar en dat deze geraamd zijn in dit geval op € 100.000;

Overwegende dat het nog niet gekend is of de grond van de bedoelde gemeentelijke percelen daadwerkelijk vervuild is en of ze allemaal vervuild zijn;

Aangezien, indien ze allemaal vervuild zijn, deze vervuiling waarschijnlijk zou komen van aangrenzende terreinen, toebehorend aan de GOMB, voorheen aan S.A.I.T.-STENTO-MARCONI;

Overwegende dat de gemeente niet verantwoordelijk zou zijn voor de vervuiling van deze gronden en niet op haar kosten zou moeten saneren;

Overwegende dat de praktische modaliteiten van deze saneringswerken opgesteld zouden moeten worden in overeenstemming met de MIVB;

Overwegende dat, via de erfpachtovereenkomst toegekend aan de sportclub Royal Uccle Sport, een vervreemding van reële rechten van toepassing is op bepaalde percelen;

Overwegende dat de club er zich toe heeft verbonden geen vergoeding te eisen voor het verlies aan oppervlakte in het kader van deze onteigening;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen,

Beslist :

1) zijn goedkeuring te verlenen aan de onderhandse verkoop, in de vorm van een minnelijke overdracht, in het kader van het onteigeningsbesluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 7 mei 2009;

2) de prijs van € 1.152.265 te aanvaarden voor de overdracht van gemeentelijke terreinen in de Neerstallesteenweg en de Ruisbroeksesteenweg, voorgesteld door het Comité tot aankoop van onroerende goederen van Brussel I;

3) dat de gemeente in geen enkel geval zal tussenkomen in de eventuele saneringskosten; de nieuwe eigenaar zich zal desgevallend moeten richten tot de verantwoordelijke van de vervuiling en dit melden aan het Comité tot aankoop van onroerende goederen in de brief ter goedkeuring van de offerte;

4) de ontvangsten te boeken in de buitengewone dienst van de gemeentebegroting 2013, via en begrotingswijziging onder artikel 124/761-60/87 – voorziening : € 1.000.000,00.

Objet 2D.- 4 : Régie foncière.- Nouvelles constructions sises chaussée d'Alseberg, 1118-1120 et rue du Château d'Or, 2, sur la plaine du Bourdon.- Proposition de prise en gestion de trente-quatre logements moyens.- Approbation du contrat de bail de louage.

M. l'Echevin/de h. schepen Cools avait exposé ces points assez longuement en commission. Depuis le mois de janvier, un projet de convention, concernant les relations entre la commune et la région mais aussi entre la Société uccloise du Logement et la région, a été demandé. Finalement, il a fallu retravailler et revoir les textes avec le service Juridique fin mai et début juin. Un courrier, datant du 11 juin, indique le montant maximal à insérer dans la convention, en espérant que cela soit inférieur au montant maximal de 20.778 €. Cependant, hier soir seulement, la Commune a été mis au courant d'une erreur dans les calculs et notamment l'oubli d'un poste de 1.240.000 €. Pour l'ensemble du projet, l'oubli se situe à niveau des honoraires d'architecte, d'étude, ... Cela signifie que le montant maximal, indiqué dans les tableaux, est différent et ceux-ci doivent donc être corrigés. Le dossier est à revoir mais M. l'Echevin Cools estime que ce n'est pas faisable séance tenante. Ces points seront donc revus en septembre.

Cet objet a été retiré de l'ordre du jour.

Onderwerp 2D – 4 : **Grondregie.- Nieuwe gebouwen gelegen Alsebergsesteenweg, 1118-1120 en Gulden Kasteelstraat, 2, op het Horzelplein.- Voorstel tot in beheerneming van vierendertig middelgrote woningen.- Goedkeuring van de huurovereenkomst.**

Dit ontwerp werd verwijderd van de dagorde.

Objet 2D – 5.- **Régie Foncière.- Nouvelles constructions sises chaussée d'Alseberg, 1118-1120 et rue du Château d'Or, 2, sur la plaine du Bourdon.- Fixation des conditions de location.**

Cet objet a été retiré de l'ordre du jour

Onderwerp 2D – 5.- **Grondregie.- Nieuwe gebouwen gelegen Alsebergsesteenweg, 1118-1120 en Gulden Kasteelstraat, 2, op het Horzelplein.- Vaststelling van de huurvoorwaarden.**

Dit ontwerp werd verwijderd van de dagorde.

Objet 2E – 1.- **Personnel communal.- Prime à la vie chère pour l'année 2012 au personnel domicilié en Région de Bruxelles-Capitale.**

Le Conseil communal,

Considérant le pourcentage relativement limité de fonctionnaires domiciliés en Région de Bruxelles-Capitale, comme l'indique le rapport de l'Observatoire de l'emploi du 31 décembre 2011, et l'impact négatif de cette donnée au niveau de la mobilité pour la Région de Bruxelles-Capitale;

Considérant l'important surcoût qu'entraîne le fait de vivre en Région de Bruxelles-Capitale, soit en raison des prix élevés pour l'achat d'un terrain à bâtir ou d'un logement, soit en raison des prix de location élevés comme l'indiquent l'enquête relative aux budgets des ménages et le rapport "Chiffres clés de l'immobilier" du Service public fédéral Economie du 22 février 2010;

Considérant le souhait du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale d'augmenter le pourcentage de fonctionnaires domiciliés en Région de Bruxelles-Capitale, pour des raisons de lutte contre les problèmes de mobilité;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale, en date du 6 décembre 2012, octroyant aux communes un subside de 4.260.780,00 € visant à financer une prime à la vie chère de 180,00 € pour l'année 2012 au personnel des pouvoirs locaux domicilié en Région de Bruxelles-Capitale (des communes, des C.P.A.S., des associations formées conformément aux dispositions du chapitre XII de la loi organique du 8 juillet 1976 des Centres publics d'Action sociale dont le conseil d'administration est constituée de C.P.A.S., des hôpitaux publics dont les communes prennent le déficit en charge et du Mont-de-Piété);

Vu le protocole n°4 relatif à un accord sectoriel 2012/2013 conclu au sein du comité C de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu que l'accord sectoriel 2012/2013 prévoit l'octroi d'une prime à la vie chère de 360,00 EUR par an au personnel des pouvoirs locaux domicilié en Région de Bruxelles-Capitale (communes, Mont-de-Piété, C.P.A.S. associations formées conformément aux dispositions du chapitre XII de la loi organique du 8 juillet 1976 des Centres publics d'Action sociale dont le Conseil d'Administration est constitué de C.P.A.S. et hôpitaux publics);

Vu que le calcul de subside reprendra, par entières, le nombre total des membres du personnel des pouvoirs locaux qui réside en Région de Bruxelles-Capitale du 1^{er} juillet au 31

décembre de l'année, multiplié par le montant de 180,00 € et s'effectuera sur base des modalités suivantes :

- Pour l'agent qui change de domicile, la prime de vie chère est payée à partir du mois qui suit la date d'inscription de l'agent au registre de la population d'une des communes de la Région de Bruxelles-Capitale, pour autant que cette date soit postérieure au 1^{er} juillet 2012.

- L'octroi de la prime de vie chère prend fin le premier jour du mois qui suit la radiation de l'agent du registre de la population d'une des communes de la Région de Bruxelles-Capitale sauf s'il est inscrit dans les registres de la population d'une autre commune de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu que la quote-part de l'avance et du solde revenant au C.P.A.S., aux associations formées conformément aux dispositions du chapitre XII de la loi organique du 8 juillet 1976 des Centres Publics d'Action sociale dont le CA est constitué de C.P.A.S. et, le cas échéant, au Mont-de-Piété et à l'hôpital ou aux hôpitaux leur sera immédiatement rétrocédée par la commune;

Vu que les dépenses de personnel sont une charge importante et récurrente;

Considérant que l'intervention de la Région de Bruxelles-Capitale par le biais d'une subvention permet de garder (voir d'attirer) le personnel des pouvoirs locaux en Région de Bruxelles-Capitale;

Vu que les pièces justificatives doivent être introduites impérativement pour le 31 juillet 2013 à l'Administration des Pouvoirs locaux – Direction des Initiatives Spécifiques – City Center, boulevard du Jardin Botanique 20, 1^{ère} étage à 1035 Bruxelles;

Vu la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités;

Vu l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités publiques et les syndicats des agents relevant de ces autorités;

Vu le protocole de désaccord établi suite à la réunion du comité particulier de négociation syndicale du 3 juin 2013;

Vu le fait que le désaccord porte essentiellement sur l'aspect injuste et discriminatoire de l'octroi d'une telle prime; conformément aux arguments repris dans le protocole de désaccord établi au niveau du comité C;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Arrête, à l'unanimité :

Prime à la vie chère

1. Une prime à la vie chère est octroyée mensuellement aux agents qui sont inscrits au registre de la population d'une des communes de la Région de Bruxelles-Capitale, pour la période du 1^{er} juillet au 31 décembre 2012.

2. La prime de vie chère s'élève à 23,76 € par mois. Cette prime n'est pas soumise à l'indexation.

3. Pour l'agent qui change de domicile, la prime de vie chère est payée à partir du mois qui suit la date d'inscription de l'agent au registre de la population d'une des communes de la Région de Bruxelles-Capitale, pour autant que cette date soit postérieure au 1^{er} juillet 2012.

L'octroi de la prime de vie chère prend fin le premier jour du mois qui suit la radiation de l'agent du registre de la population d'une des communes de la Région de Bruxelles-Capitale, sauf s'il est inscrit dans les registres de la population d'une autre commune de la Région de Bruxelles-Capitale.

L'agent informe immédiatement le Service du personnel de tout changement de domicile ayant un impact sur son droit au bénéfice de la prime à la vie chère.

Une expédition de la présente délibération sera transmise au Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale, pour approbation.

Onderwerp 2E – 1.- **Gemeentepersoneel.- Levensduurtepremie voor het jaar 2012 voor het personeel gehuisvest in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.**

De gemeenteraad,

Gelet op het relatief laag percentage aan ambtenaren, gehuisvest in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, zoals aangegeven door het verslag van het Observatorium voor de Werkgelegenheid van 31 december 2011 en de negatieve impact hiervan op de mobiliteit voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de belangrijke meerkost om te kunnen leven in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, ofwel door de hoge aankooprijzen van bouwgrond of een woning, ofwel door de hoge huurprijzen zoals aangegeven door het onderzoek inzake gezinsbudgetten en het verslag "Kerncijfers vastgoed" van de federale overheidsdienst Economie van 22 februari 2010;

Gelet op de wens van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering om het percentage aan ambtenaren, gehuisvest in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, te verhogen in de strijd tegen de mobiliteitsproblemen;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 6 december 2012 tot toekenning van een subsidie van 4.260.780,00 EUR aan de gemeenten tot financiering van een levensduurtepremie van 180,00 EUR voor het jaar 2012 voor het in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest wonende personeel van de plaatselijke besturen (gemeenten, O.C.M.W.'s, verenigingen gevormd overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk XII van de organieke wet van 8 juli 1976 op de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn waarvan de raad van bestuur uit O.C.M.W.'s bestaat, de openbare ziekenhuizen waarvan de gemeenten het tekort ten laste nemen en de Berg van Barmhartigheid);

Gelet op protocol nr. 4 inzake een sectoraal akkoord 2012/2013, afgesloten binnen het Comité C van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Aangezien het sectoraal akkoord 2012/2013 de toekenning voorziet van een levensduurtepremie van € 360 per jaar voor het in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest wonende personeel van de plaatselijke besturen (gemeenten, Berg van Barmhartigheid O.C.M.W.'s, verenigingen gevormd overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk XII van de organieke wet van 8 juli 1976 op de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn waarvan de raad van bestuur uit O.C.M.W.'s en openbare ziekenhuizen bestaat);

Aangezien de berekening van de subsidie het totaal aantal zal nemen van het in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest wonende personeel van de plaatselijke besturen van 1 juli tot 31 december van het jaar, vermenigvuldigd met het bedrag van € 180 en op basis van de volgende modaliteiten zal gebeuren:

- Voor de ambtenaar die van woonplaats verandert wordt de levensduurtepremie betaald vanaf de maand die volgt op de inschrijvingsdatum van de ambtenaar in het bevolkingsregister van één van de gemeentes van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, voor zover deze datum later is dan 1 juli 2012.
- De toekenning van de levensduurtepremie eindigt de eerste dag van de maand die volgt op de schrapping van de ambtenaar in het bevolkingsregister van één van de gemeentes van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, behalve indien hij is ingeschreven in het bevolkingsregister van een andere gemeente van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Aangezien de gemeente het aandeel van het voorschot en het saldo dat toekomt aan de O.C.M.W.'s, verenigingen gevormd overeenkomstig de bepalingen van hoofdstuk XII van de organieke wet van 8 juli 1976 op de Openbare Centra voor Maatschappelijk Welzijn waarvan de raad van bestuur uit O.C.M.W.'s, eventueel de Berg van Barmhartigheid één of meerdere openbare ziekenhuizen bestaat, hen onmiddellijk zal teruggeven;

Aangezien de personeelsuitgaven een belangrijke en wederkerende last zijn;

Overwegende dat de tussenkomst van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest via een subsidie het mogelijk maakt om personeel van de plaatselijke besturen in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest te houden (of aan te trekken);

Aangezien de rechtvaardigingsstukken ingediend moeten worden voor 31 juli 2013 aan het Bestuur Plaatselijke Besturen - Directie Specifieke Initiatieven - City Center, Kruidtuinlaan 20, 1ste verdieping te 1035 Brussel;

Gelet op de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel;

Gelet op het koninklijk besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel;

Gelet op het protocol van niet-akkoord ingevolge de vergadering van het syndicaal bijzonder onderhandelingscomité van 3 juni 2013;

Aangezien het niet-akkoord essentieel betrekking heeft op het onrechtvaardig en discriminerend aspect van de toekenning van een dergelijke premie; overeenkomstig de argumenten, opgenomen in het protocol van niet-akkoord, opgesteld door het Comité C;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Beslist, eenparig :

Levensduurtepremie

4. Er wordt maandelijks een levensduurtepremie toegekend aan de ambtenaren die ingeschreven zijn in het bevolkingsregister van één van de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, voor de periode van 1 juli tot 31 december 2012.

5. De levensduurtepremie bedraagt € 23,76 per maand. Deze premie is niet onderworpen aan indexering.

6. Voor de ambtenaar die van woonplaats verandert wordt de levensduurtepremie betaald vanaf de maand die volgt op de inschrijvingsdatum van de ambtenaar in het bevolkingsregister van één van de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, voor zover deze datum later is dan 1 juli 2012.

De toekenning van de levensduurtepremie eindigt de eerste dag van de maand die volgt op de schrapping van de ambtenaar in het bevolkingsregister van één van de gemeentes van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, behalve indien hij is ingeschreven in de bevolkingsregisters van een andere gemeente van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

De ambtenaar brengt de Personeelsdienst onmiddellijk op de hoogte van elke wijziging van zijn woonplaats die een invloed heeft op zijn recht als begunstigde op de levensduurtepremie.

Een afschrift van de onderhavige beraadslaging zal ter goedkeuring naar de minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest gestuurd worden.

Objet 2E – 2.- Sanctions disciplinaires.- Modification du règlement de travail.

Le Président fait l'exposé suivant :

"L'ordonnance du 5 mars 2009 modifiant la nouvelle loi communale prévoit que le secrétaire communal peut infliger aux membres du personnel rémunérés par la commune et dont la nomination est attribué aux autorités communales les sanctions disciplinaires de l'avertissement et de la réprimande. Le règlement de travail de notre administration prévoit également les sanctions disciplinaires de l'avertissement et de la réprimande pour le personnel contractuel avec comme autorité disciplinaire le Collège des Bourgmestres et Echevins. Dans un souci de simplification et d'harmonisation des procédures disciplinaires il est proposé d'étendre au personnel contractuel cette faculté pour le secrétaire communal d'infliger les sanctions disciplinaires en complétant l'article 56 du règlement de travail".

Le Conseil,

Vu l'ordonnance du Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale du 14 mai 1998, organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998, relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative;

Vu l'article 145 de la nouvelle loi communale,

Vu le protocole d'accord obtenu en séance du Comité Particulier de Négociation du 3 juin 2013;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

Décide, à l'unanimité, d'apporter les modifications suivantes au règlement de travail :

Anciennement :

Article 56.- Types de sanction.

1. Les agents statutaires:

Le non-respect du présent règlement par les travailleurs entraînera l'application de sanctions disciplinaires en rapport avec la gravité des faits.

Les sanctions disciplinaires sont de trois types : mineures, majeures et maximales.

Les sanctions mineures sont l'avertissement et la réprimande.

Les sanctions majeures sont :

- la retenue de traitement qui s'applique pendant 3 mois au plus et ne peut être supérieure à celle prévue à l'art. 23, alinéa 2, de la loi du 12 avril 1965 concernant la protection de la rémunération des travailleurs. La commune garantit à l'intéressé un traitement net égal au montant du minimum de moyens d'existence tel qu'il est fixé en vertu de la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence.

- la suspension de maximum 3 mois empêche l'agent d'exercer sa fonction et peut être assortie d'une perte de traitement de même durée.

- la rétrogradation des agents statutaires qui entraîne l'attribution d'un grade inférieur.

Les sanctions maximales consistent dans la démission d'office et la révocation.

Le Conseil communal est en règle générale l'autorité disciplinaire des agents statutaires, toutefois, le Collège échevinal est compétent pour infliger les peines mineures et certaines peines majeures.

Le Secrétaire communal peut également infliger les sanctions disciplinaires de l'avertissement et de la réprimande.

Lorsqu'un membre du personnel fait l'objet de poursuites pénales ou disciplinaires et que sa présence est incompatible avec l'intérêt du service, la personne concernée peut être suspendue préventivement à titre de mesure d'ordre.

La matière des sanctions disciplinaires pour les agents statutaires est réglée par la Nouvelle Loi communale.

2. Les agents contractuels:

Le Collège échevinal est l'autorité disciplinaire des agents contractuels.

Leurs manquements pourront être sanctionnés de la manière suivante

- un avertissement;

- une réprimande;

- la rupture du contrat de travail (licenciement ou licenciement pour faute grave sans préavis ni indemnité).

Nouvellement :

Article 56.- Types de sanction.

1. Les agents statutaires:

Le non-respect du présent règlement par les travailleurs entraînera l'application de sanctions disciplinaires en rapport avec la gravité des faits.

Les sanctions disciplinaires sont de trois types : mineures, majeures et maximales.

Les sanctions mineures sont l'avertissement et la réprimande.

Les sanctions majeures sont :

- la retenue de traitement qui s'applique pendant 3 mois au plus et ne peut être supérieure à celle prévue à l'art. 23, alinéa 2, de la loi du 12 avril 1965 concernant la protection de la rémunération des travailleurs. La commune garantit à l'intéressé un

traitement net égal au montant du minimum de moyens d'existence tel qu'il est fixé en vertu de la loi du 7 août 1974 instituant le droit à un minimum de moyens d'existence.

- la suspension de maximum 3 mois empêche l'agent d'exercer sa fonction et peut être assortie d'une perte de traitement de même durée.

- la rétrogradation des agents statutaires qui entraîne l'attribution d'un grade inférieur.

Les sanctions maximales consistent dans la démission d'office et la révocation.

Le Conseil communal est en règle générale l'autorité disciplinaire des agents statutaires, toutefois, le Collège échevinal est compétent pour infliger les peines mineures et certaines peines majeures.

Le Secrétaire communal peut également infliger les sanctions disciplinaires de l'avertissement et de la réprimande après que le Collège échevinal d'une part, ait été informé de son intention d'entamer une procédure disciplinaire et d'autre part, en ait pris acte.

Lorsqu'un membre du personnel fait l'objet de poursuites pénales ou disciplinaires et que sa présence est incompatible avec l'intérêt du service, la personne concernée peut être suspendue préventivement à titre de mesure d'ordre.

La matière des sanctions disciplinaires pour les agents statutaires est réglée par la Nouvelle Loi communale.

2. Les agents contractuels:

Le Collège échevinal est en règle générale l'autorité disciplinaire des agents contractuels.

Leurs manquements pourront être sanctionnés de la manière suivante

- un avertissement;
- une réprimande;
- la rupture du contrat de travail (licenciement ou licenciement pour faute grave sans préavis ni indemnité).

Le secrétaire communal peut toutefois également infliger aux agents contractuels les sanctions disciplinaires de l'avertissement et de la réprimande après que le Collège échevinal d'une part, ait été informé de son intention d'entamer une procédure disciplinaire et d'autre part, en ait pris acte.

Une expédition de la présente délibération sera transmise au Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale, pour approbation.

Onderwerp 2E – 2.- Tuchtstraffen.- Wijziging van het arbeidsreglement.

De voorzitter licht toe:

De ordonnantie van 5 maart 2009 tot wijziging van de nieuwe gemeentewet bepaalt dat de gemeentesecretaris aan de door de gemeente bezoldigde personeelsleden, wier benoeming aan de gemeenteoverheid opgedragen is, de tuchtstraffen waarschuwing en berisping kan opleggen. Het arbeidsreglement van ons bestuur voorziet eveneens de tuchtstraffen waarschuwing en berisping voor het contractueel personeel met als tuchtverheid het college van burgemeester en schepenen. Met het oog op vereenvoudiging en harmonisering van de tuchtprocedures wordt er voorgesteld om deze faculteit voor de gemeentesecretaris om de tuchtstraffen op te leggen uit te breiden tot het contractueel personeel door artikel 56 van het arbeidsreglement aan te vullen".

De Raad,

Gelet op de ordonnantie van het ministerie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998, betreffende de overlegging aan de Regering van de akten van de gemeenteoverheden met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht;

Gelet op artikel 145 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op het protocolakkoord, afgesloten in zitting van het Bijzonder Onderhandelingscomité van 3 juni 2013;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen,
Beslist, eenparig, het arbeidsreglement als volgt te wijzigen:

Oude tekst:

Artikel 56.- Types van straffen.

1. De statutaire ambtenaren:

Werknemers die dit reglement niet naleven kunnen tuchtstraffen opgelegd krijgen in overeenstemming met de ernst van de feiten.

Er zijn drie types van tuchtstraffen: lichte, zware en maximumstraffen.

De lichte tuchtstraffen zijn de waarschuwing en de berisping.

De zware tuchtstraffen zijn:

- de inhouding van wedde is ten hoogste drie maanden van toepassing en mag niet meer bedragen dan de inhouding waarin voorzien in art. 23, tweede lid van de et van 12 april 1965 betreffende de bescherming van het loon der werknemers. De gemeente garandeert aan de betrokkene een nettoloon gelijk aan het bedrag van het bestaansminimum zoals wordt vastgelegd krachtens de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op een bestaansminimum.

- de schorsing van maximaal 3 maand verhindert de ambtenaar om zijn functie uit te oefenen en kan gepaard gaan met een verlies van loon voor dezelfde duur.

- de terugzetting van de statutaire ambtenaren naar een lagere graad.

De maximumstraffen zijn het ontslag van ambtswege en de afzetting.

De gemeenteraad is in de algemene regel de overheid die de statutaire ambtenaren tuchtstraffen kan opleggen; desondanks is het schepencollege toch bevoegd om lichte en bepaalde zware tuchtstraffen op te leggen.

De gemeentesecretaris kan eveneens de tuchtstraffen waarschuwing en berisping opleggen.

Wanneer het personeelslid het voorwerp uitmaakt van strafrechtelijke sancties of tuchtsancties en zijn aanwezigheid onverzoenbaar is met het belang van de dienst, kan de betrokkene preventief geschorst worden bij wijze van ordemaatregel.

De materie van de tuchtstraffen voor statutaire ambtenaren wordt geregeld door de nieuwe gemeentewet.

2. De contractuele ambtenaren:

Het schepencollege is de overheid die de contractuele ambtenaren tuchtstraffen kan opleggen.

Hun tekortkomingen kunnen gesanctioneerd worden op de volgende manier:

- waarschuwing;

- berisping;

- verbreking van de arbeidsovereenkomst (ontslag of ontslag wegens een zware fout zonder opzegperiode noch vergoeding).

Nieuwe tekst:

Artikel 56.- Types van straffen.

1. De statutaire ambtenaren:

Werknemers die dit reglement niet naleven kunnen tuchtstraffen opgelegd krijgen in overeenstemming met de ernst van de feiten.

Er zijn drie types van tuchtstraffen: lichte, zware en maximumstraffen.

De lichte tuchtstraffen zijn de waarschuwing en de berisping.

De zware tuchtstraffen zijn:

- de inhouding van wedde is ten hoogste drie maanden van toepassing en mag niet meer bedragen dan de inhouding waarin voorzien in art. 23, tweede lid van de et van 12 april 1965 betreffende de bescherming van het loon der werknemers. De gemeente garandeert aan de betrokkene een nettoloon gelijk aan het bedrag van het bestaansminimum zoals wordt vastgelegd krachtens de wet van 7 augustus 1974 tot instelling van het recht op een bestaansminimum.

- de schorsing van maximaal 3 maand verhindert de ambtenaar om zijn functie uit te oefenen en kan gepaard gaan met een verlies van loon voor dezelfde duur.
- de terugzetting van de statutaire ambtenaren naar een lagere graad.

De maximumstraffen zijn het ontslag van ambtswege en de afzetting.

De gemeenteraad is in de algemene regel de overheid die de statutaire ambtenaren tuchtstraffen kan opleggen; desondanks is het schepencollege toch bevoegd om lichte en bepaalde zware tuchtstraffen op te leggen.

De gemeentesecretaris kan eveneens de tuchtstraffen waarschuwing en berisping opleggen nadat het schepencollege geïnformeerd werd van zijn intentie om een tuchtprocedure op te starten en er akte van heeft genomen.

Wanneer het personeelslid het voorwerp uitmaakt van strafrechtelijke sancties of tuchtsancties en zijn aanwezigheid onverzoenbaar is met het belang van de dienst, kan de betrokkene preventief geschorst worden bij wijze van ordemaatregel.

De materie van de tuchtstraffen voor statutaire ambtenaren wordt geregeld door de nieuwe gemeentewet.

2. De contractuele ambtenaren:

Het schepencollege is in de algemene regel de overheid die de contractuele ambtenaren tuchtstraffen kan opleggen.

Hun tekortkomingen kunnen gesanctioneerd worden op de volgende manier:

- waarschuwing;
- berisping;

- verbreking van de arbeidsovereenkomst (ontslag of ontslag wegens een zware fout zonder opzegperiode noch vergoeding).

De gemeentesecretaris kan eveneens aan contractuele ambtenaren de tuchtstraffen waarschuwing en berisping opleggen nadat het schepencollege geïnformeerd werd van zijn intentie om een tuchtprocedure op te starten en er akte van heeft genomen.

Een afschrift van de onderhavige beraadslaging zal ter goedkeuring naar de minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest gestuurd worden.

Objet 2E – 3.- Personnel administratif.- Receveur communal.- Procédure de recrutement.

Le Conseil,

Attendu que le receveur communal a demandé son admission à la retraite à partir du 1er juillet 2014;

Qu'il y a donc lieu d'entamer la procédure afin de pourvoir à son remplacement;

Vu les arrêtés royaux des 20 juillet 1976 et 7 juin 1978 fixant les dispositions générales relatives aux conditions de nomination aux grades de secrétaire communal, de secrétaire communal adjoint et de receveur communal;

Vu l'ordonnance du 5 mars 2009 modifiant la nouvelle loi communale notamment en ce qui concerne la succession d'un receveur communal sortant;

Vu l'article 1er du règlement fixant les conditions de nomination aux grades de secrétaire communal, de secrétaire communal adjoint et de receveur communal, arrêté par le Conseil communal en séance du 28 mars 2013, qui prévoit que "la nomination en qualité de receveur communal se fera par voie de promotion ou par voie de recrutement. Le Conseil communal décidera du mode de nomination, en accordant une priorité aux candidats appartenant à l'administration communale d'Uccle lorsque leur qualification personnelle et leurs mérites le justifient";

Que le receveur communal est chargé seul et sous sa responsabilité : 1° de la tenue de la comptabilité communale et de l'établissement des comptes annuels ; 2° d'effectuer les recettes communales ; 3° de poursuivre l'encaissement des créances régulières ; 4° de la perception des impôts communaux ; 5° de la gestion des comptes ouverts au nom de la commune ; 6° du placement des fonds de trésorerie à court terme ; 7° de la centralisation des engagements ; 8° de procéder au paiement des dépenses sur mandats réguliers ;

Que le receveur communal est le fonctionnaire communal de référence au niveau de la gestion financière et comptable ;

Qu'il s'agit d'encourager l'excellence dans cette fonction où la qualité du titulaire est fondamentale au bon fonctionnement de la commune ;

Qu'il s'indique dès lors d'ouvrir la fonction de receveur communal à un maximum de candidats ;

Vu le nombre très restreint de candidats potentiels à cette fonction au sein du personnel communal ;

Attendu que les candidats internes éventuels et réunissant les conditions de recrutement, pourront introduire leur candidature et seront mis sur pied d'égalité avec les candidats externes ;

Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

Décide, à l'unanimité, de procéder à la nomination d'un receveur communal par voie de recrutement en vue d'une nomination définitive, moyennant un stage de deux ans.

Une expédition de la présente délibération sera transmise au Ministre de la Région de Bruxelles-capitale, pour notification.

Onderwerp 2E - 3.- **Administratief personeel.- Gemeenteontvanger.- Aanwervingsprocedure.**

De Raad,

Aangezien de gemeenteontvanger haar toelating tot het pensioen heeft aangevraagd vanaf 1 juli 2014 ;

Aangezien er aldus een procedure opgestart moet worden om haar te vervangen ;

Gelet op de koninklijke besluiten van 20 juli 1976 en 7 juni 1978 tot vaststelling van de algemene bepalingen betreffende de voorwaarden tot benoeming in de graden van gemeentesecretaris, adjunct-gemeentesecretaris en gemeenteontvanger ;

Gelet op de ordonnantie van 5 maart 2009 tot wijziging van de nieuwe gemeentewet, meer bepaald inzake de opvolging van een vertrekkende gemeenteontvanger ;

Gelet op artikel 1 van het reglement betreffende de voorwaarden tot benoeming in de graden van gemeentesecretaris, adjunct-gemeentesecretaris en gemeenteontvanger, vastgelegd door de gemeenteraad in zitting van 28 maart 2013 dat bepaalt dat de benoeming tot gemeenteontvanger gebeurt via bevordering of aanwerving. De gemeenteraad zal beslissen over de benoemingswijze en een prioriteit geven aan kandidaten die tot het gemeentebestuur van Ukkel horen aangezien hun persoonlijke kwalificatie en hun verdiensten dit rechtvaardigen ;

Aangezien de gemeenteontvanger alleen en onder zijn verantwoordelijkheid belast is met: 1° het houden van de gemeentelijke boekhouding en het opstellen van de jaarrekeningen ; 2° de invordering van de gemeentelijke ontvangsten ; 3° het innen van de regelmatige schuldvorderingen ; 4° de heffing van de gemeentebelastingen ; 5° het beheer van de rekeningen geopend namens de gemeente ; 6° het beleggen op korte termijn van de thesauriemiddelen ; 7° de centralisatie van de vastleggingen ; 8° de betaling van de uitgaven tegen regelmatige bevelschriften ;

Aangezien de gemeenteontvanger de gemeenteamttenaar bij uitstek is op het vlak van het financieel en boekhoudkundig beheer ;

Aangezien de voortreffelijkheid aangemoedigd moet worden in deze functie waarvoor de competentie van de houder fundamenteel is voor de goede werking van de gemeente ;

Aangezien de functie van gemeenteontvanger aldus voor een maximumaantal kandidaten geopend zou moeten worden;

Gelet op het erg beperkt aantal potentiële kandidaten voor deze functie binnen het gemeentepersoneel;

Aangezien de eventuele interne kandidaten die aan de wervingsvoorwaarden voldoen hun kandidatuur kunnen indienen en een gelijke behandeling zullen krijgen als de externe kandidaten;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen,

Beslist, eenparig, over te gaan tot de benoeming van een gemeenteontvanger via aanwerving met het oog op een definitieve benoeming, middels een stage van twee jaar.

Een afschrift van de onderhavige beraadslaging zal ter info naar de minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest gestuurd worden.

Objet 2E – 4.- Personnel enseignant subventionné.- Frais de transports.- Convention (tiers payant) S.T.I.B..

Le Conseil,

Vu le règlement relatif à l'intervention de la commune dans les frais de déplacement pour les besoins du service;

Attendu que la signature d'une convention tiers-payant pour le remboursement des abonnements annuels avec la S.T.I.B. est possible;

Attendu que cette convention est jointe à la présente délibération;

Que la Communauté française effectuera le remboursement sur base des factures émises par la S.T.I.B.;

Vu l'ordonnance du Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale du 14 mai 1998, organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 16 juillet 1998, relatif à la transmission au Gouvernement des actes des autorités communales en vue de l'exercice de la tutelle administrative;

Sur proposition du Collège des Bourgmestres et Echevins,

Décide, à l'unanimité, d'approuver la convention tiers payant entre la Commune et la STIB pour le personnel enseignant subventionné.

Une expédition de la présente délibération sera transmise au Ministre de la Région de Bruxelles-Capitale, pour approbation.

Onderwerp 2E – 4.- Gesubsidieerd onderwijzend personeel.- Verplaatsingskosten.- Overeenkomst "derde betaler" M.I.V.B.

De Raad,

Gelet op het reglement betreffende de tussenkomst van het Gemeente in de verplaatsingskosten voor de dienstverplaatsingen;

Aangezien de ondertekening van een derde-betaler overeenkomst met de M.I.V.B. financieel mogelijk is voor wat betreft de jaarlijkse abonnements;

Overwegende dat bewuste overeenkomst als bijlage gevoegd is bij huidige beraadslaging;

Dat de Franse Gemeenschap terugbetaalt na voorlegging van de facturen van de M.I.V.B.;

Gelet op de ordonnantie van de Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 14 mei 1998, houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 16 juli 1998, betreffende de overlegging van de akten van de Gemeenteoverheden aan de Regering met het oog op de uitoefening van het administratief toezicht;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

Besluit, eenparig, tot de goedkeuring van de overeenkomst tussen de Gemeente en de M.I.V.B. voor het gesubsidieerd onderwijzend personeel.

Een afschrift van onderhavige beraadslaging zal aan de Minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest toegestuurd worden voor goedkeuring.

Mme/Mevr. Dupuis souhaite revenir sur les dossiers retirés (2D - 4 et 2D - 5) et demande si les nouveaux chiffres, reçus au soir, justifient la remise du dossier et si ce maximum est remis en cause. En effet, la notion de maximum est établie parce que tous les décomptes ne peuvent pas être clôturés à la dernière minute. Est-ce que ce chiffre a été mis en cause ?

M. l'Echevin/de h. schepen Cools répond affirmativement. Le document précise un montant de 15 % en plus que le maximum.

Objet 3D – 1.- **A.S.B.L. Service Ucclois de la Jeunesse.- Comptes 2012.**

Le Conseil,

Ayant pris connaissance des comptes 2012 de l'A.S.B.L. Service Ucclois de la Jeunesse;

Attendu que ces comptes ont été approuvés à l'unanimité par l'Assemblée Générale en séance du 12 juin 2013,

Approuve les comptes 2012 de l'A.S.B.L. Service Ucclois de la Jeunesse.

Onderwerp 3D – 1.- **V.Z.W. Ukkelse Dienst voor de Jeugd.- Rekening 2012.**

De Raad,

Na kennis genomen te hebben van de rekening 2012 van de V.Z.W. Ukkelse Dienst voor de Jeugd;

Aangezien deze rekening door de Algemene Vergadering van de V.Z.W. in zitting van 12 juni 2013 unaniem goedgekeurd werd,

Keurt de rekening 2012 van de V.Z.W. Ukkelse Dienst voor de Jeugd goed.

Objet 4B – 1.- **Marchés publics.- Nouvelle loi communale article 234, alinéa 3.- Communication d'une décision du Collège des Bourgmestre et échevins.#**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale notamment l'article 234, alinéa 3 tel que modifié par les ordonnances des 17 juillet 2003 et 9 mars 2006;

Vu les décisions du Collège des Bourgmestre et échevins relatives à la passation des marchés par procédure négociée en vertu de l'article 17, § 2, 1° a) de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et services,

Prend pour information les décisions du Collège des Bourgmestre et échevins suivantes :

- 24 avril 2013 - Fourniture et pose de clôtures et accessoires - Exercice 2013 - 29.245,70 € (T.V.A. comprise) - Article 766/725-60/83 - Emprunt;

- 22 mai 2013 - Placement de clôture en échalias - Exercice 2013 - 3.097,60 € (T.V.A. comprise) - Article 766/725-60/83 - Emprunt.

Onderwerp 4B – 1 : **Overheidsopdrachten.- Nieuwe gemeentewet artikel 234, alinea 3.- Mededeling van een beslissing van het College van Burgemeester en schepenen.#**

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikel 234, alinea 3 zoals gewijzigd door de ordonnances van des 17 juli 2003 et 9 maart 2006;

Gelet op beslissingen van het College van Burgemeester en schepenen betreffende het afsluiten van opdrachten via de onderhandelingsprocedure krachtens artikel 17, § 2, 1° a) van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten,

Neemt kennis van de volgende beslissingen van het Schepencollege :

- 24 april 2013 - Levering en plaatsing van afsluitingen en toebehoren - Dienstjaar 2013 - 29.245,70 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 766/725-60/83 - Lening;
- 22 mei 2013 - Plaatsen van een hek uit staken - Dienstjaar 2013 - 3.097,60 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 766/725-60/83 - Lening.

Objet 5A – 1 : Marchés publics.- Prise pour information, en application de l'article 234, alinéa 3 de la nouvelle loi communale, de décisions du Collège des Bourgmestre et échevins fixant les conditions des marchés.

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, notamment l'article 234, alinéa 3 tel que modifié par les ordonnances des 17 juillet 2003 et 9 mars 2006;

Vu les décisions du Collège des Bourgmestre et échevins relatives à la passation de marchés par procédure négociée en vertu de l'article 17, § 2, 1° a) de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et services,

Prend pour information les décisions du Collège échevinal suivantes :

- 8 mai 2013 - Budget extraordinaire - Exercice 2013 - Achat de matériel divers pour la plaine de jeux - 2.999,99 € (T.V.A. comprise) - Article 76102/744-98/40 - Fonds de réserve;
- 29 mai 2013 - Ecole du Homborch : fourniture et placement d'une aire de jeux - 30.000 € (T.V.A. comprise) - Article 721/744-51/40 - Emprunt.

Onderwerp 5A – 1 : Overheidsopdrachten.- Kennisneming, in toepassing van artikel 234, alinea 3 van de nieuwe gemeentewet, van beslissingen van het College van Burgemeester en schepenen die de voorwaarden van de opdrachten vaststellen.

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikel 234, alinea 3 zoals gewijzigd door de ordonnances van 17 juli 2003 en 9 maart 2006;

Gelet op de beslissingen van het College van Burgemeester en schepenen betreffende het afsluiten van opdrachten via de onderhandelingsprocedure krachtens artikel 17, § 2, 1° a) van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten,

Neemt kennis van de volgende beslissingen van het Schepencollege :

- 8 mei 2013 - Buitengewone begroting - Dienstjaar 2013 - Aankoop van divers materieel voor de speelpleinen - 2.999,99 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 76102/744-98/40 - Reservefonds;
- 29 mei 2013 - Homborchschool : levering en plaatsing van een speelzone - 30.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 721/744-51/40 - Lening).

Objet 5A – 2 : Enseignement communal.- Don.

Le Conseil,

Attendu que le Fonds des Maladies de la Région de Bruxelles renouvelle son stock d'écrans plats et propose de donner à nos écoles communales 30 écrans plats DELL 17";

Que cet organisme peut également offrir 3 palettes de classeurs A4 – 2 anneaux – 8 cm;

Que le Collège propose au Conseil communal d'accepter le don du Fonds des maladies de la Région de Bruxelles;
Vu l'article 231 de la nouvelle loi communale,
Décide d'accepter le don de 30 écrans plats DELL 17" et de 3 palettes de classeurs A4.

Onderwerp 5A – 2 : **Gemeenteonderwijs.- Gift.**

De Raad,

Aangezien het Fonds voor beroepsziekten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest zijn voorraad flatscreens gaat vernieuwen en voorstelt om aan onze gemeentescholen 30 flatscreens DELL 17" te schenken;

Aangezien deze instelling eveneens 3 paletten A4-mappen - 2 ringen - 8 cm kan aanbieden;

Aangezien het college aan de gemeenteraad voorstelt om de gift van het Fonds voor beroepsziekten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest te aanvaarden;

Gelet op artikel 231 van de nieuwe gemeentewet,

Beslist de gift van 30 flatscreens DELL 17" en 3 paletten A4-mappen te aanvaarden.

Objet 5A – 3 : **Règlement de travail applicable aux régisseurs des écoles communales.- Modification.**

Le Conseil,

Attendu qu'en sa séance du 29 mai 2013, le Collège a décidé de modifier le règlement applicable aux régisseurs des écoles communales et de le soumettre au Comité Particulier de Négociation.

Que les modifications proposées sont les suivantes :

Article 16. - Hiérarchie.

Le régisseur est sous l'autorité directe du Service de l'Education. Conformément au prescrit de l'article 13, il n'a lui-même aucune autorité ni sur les enfants fréquentant l'école, ni sur le personnel.

Il ne pourra exécuter de tâche prescrite par un autre service communal que moyennant l'autorisation préalable du service de l'Education.

Article 16. - Hiérarchie.

Modification :

Le régisseur est sous l'autorité directe du Service de l'Enseignement. Conformément au prescrit de l'article 13, il n'a lui-même aucune autorité sur les enfants fréquentant l'école ou sur le personnel, à l'exception du personnel de nettoyage.

Il ne pourra exécuter de tâche prescrite par un autre service communal que moyennant l'autorisation préalable du service de l'Enseignement.

Article 17

suppression du § concernant le personnel d'entretien qui passe à l'article 18 relatif au rôle actif;

Article 18

Ajout :

Rôle d'encadrement du personnel de nettoyage :

Le régisseur exerce un contrôle hiérarchique sur le personnel de nettoyage. Il en organise et supervise le travail.

En cas d'absence d'un membre du personnel de nettoyage, il redistribue les tâches et coordonne les remplacements.

Il reçoit et transmet au service de l'Enseignement les demandes d'absences et de congés.

Il veille au bon usage du matériel mis à disposition du personnel et au suivi d'instructions diverses d'autorités supérieures (par exemple : Direction de l'école, service de l'Éducation, AFSCA, SIPPT).

Il veille au bien-être du personnel afin que celui-ci travaille dans les meilleures conditions et ce, conformément à la législation sur le bien-être au Travail.

Chaque jour, le régisseur informera le service de l'Enseignement des absences constatées au sein du personnel de nettoyage afin que ce dernier puisse veiller aux remplacements éventuels.

Il transmettra mensuellement un relevé des prestations du personnel de nettoyage temporaire et des heures supplémentaires du personnel de nettoyage à horaire réduit effectuées lors du mois écoulé au Service de l'Enseignement après l'avoir fait signé par la Direction d'école.

Qu'en séance du 4 juin 2013, le projet de règlement a été approuvé par le CPN,

Décide d'approuver les modifications apportées au règlement applicable aux régisseurs des écoles communales.

La présente délibération sera transmise en double exemplaire au Ministère de la Région bruxelloise, pour approbation.

Onderwerp 5A – 3 : Arbeidsreglement van toepassing op de regisseurs van de gemeentescholen.- Wijziging.

De Raad,

Aangezien het college in zitting van 29 mei 2013 heeft beslist het arbeidsreglement van toepassing op de regisseurs van de gemeentescholen te wijzigen en het voor te leggen aan het Bijzonder Onderhandelingscomité;

Aangezien de volgende voorstellen worden voorgelegd :

Artikel 16. - Hiërarchie

De regisseur staat onder het directe gezag van de dienst Opvoeding. Overeenkomstig de bepalingen van artikel 13 heeft hij geen gezag over de kinderen en het personeel van de school.

Hij mag taken die door andere gemeentediensten opgelegd worden pas uitvoeren na de voorafgaande toelating van de dienst Opvoeding.

Artikel 16. - Hiërarchie

Wijziging :

De regisseur staat onder het directe gezag van de dienst Onderwijs. Overeenkomstig de bepalingen van artikel 13 heeft hij geen gezag over de kinderen die naar de school gaan en over het personeel, met uitzondering van het onderhoudspersoneel.

Hij mag taken die door een andere gemeentedienst opgelegd worden pas uitvoeren na de voorafgaande toelating van de dienst Onderwijs.

Artikel 17

Schrapping van § betreffende het onderhoudspersoneel die verplaatst wordt naar artikel 18 betreffende de actieve rol;

Artikel 18

Toevoeging :

Omkadering van het onderhoudspersoneel :

De regisseur voert de hiërarchische controle uit op het onderhoudspersoneel. Hij organiseert het werk en houdt er toezicht op.

In geval van afwezigheid van een lid van het onderhoudspersoneel herverdeelt hij de taken en coördineert hij de vervangingen.

Hij ontvangt verlof- en afwezigheidsaanvragen en stuurt deze door naar de dienst Onderwijs.

Hij waakt over het goede gebruik van het materiaal dat ter beschikking van het personeel wordt gesteld en over de naleving van de instructies van verschillende hogere overheden (voorbeeld: schooldirectie, dienst Opvoeding, FAVV, IDPBW, ...).

Hij waakt over het welzijn van het personeel zodat dit in de beste omstandigheden kan werken en dit overeenkomstig de wetgeving op het welzijn op het werk.

De regisseur brengt de dienst Onderwijs elke dag op de hoogte van vastgestelde afwezigheden binnen het onderhoudspersoneel zodat de dienst eventuele vervangingen kan voorzien.

Hij zal maandelijks een overzicht van de prestaties van het tijdelijk onderhoudspersoneel en de overuren van het onderhoudspersoneel met een beperkt rooster, uitgevoerd tijdens de afgelopen maand, overmaken aan de dienst Onderwijs na het te hebben laten ondertekenen door de schooldirectie.

Aangezien het ontwerp van reglement werd goedgekeurd door het BOC in zitting van 4 juni 2013;

Beslist zijn goedkeuring te verlenen aan de wijzigingen van het arbeidsreglement van toepassing op de regisseurs van de gemeentescholen.

De onderhavige beraadslaging zal in twee exemplaren ter goedkeuring naar de minister van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest gestuurd worden.

Objet 5B – 1 : **Modification du Règlement Général de Police.**

Le Conseil,

Vu la version du Règlement Général de Police adoptée le 26 janvier 2012 et entrée en vigueur le 11 avril 2012;

Attendu que la Conférence des Bourgmestres a estimé qu'il était judicieux d'adopter une position commune en ce qui concerne la matière des sanctions administratives et d'inclure dans le Règlement Général de Police le texte proposé par le Procureur du Roi, à savoir :

« Sauf à obtenir une autorisation de Collège des Bourgmestres et Echevins, il est interdit à toute personne se trouvant sur la voie publique d'entraver la progression des passants par le dépôt ou l'abandon de tout objet mobilier, tel que bagages, déchets ménagers, débris de construction, véhicules, etc.

La notion d'entrave à la progression est notamment définie par les comportements suivants :

- *laisser aux piétons, à tout endroit où leur passage est autorisé, une largeur d'un seul tenant de moins de un mètre cinquante, ou une autre largeur définie par les autorités compétentes en fonction de circonstances spécifiques à certains lieux, ou leur imposant d'enjamber ou d'escalader les objets encombrants le passage;*

- *laisser aux véhicules circulant sur la chaussée une largeur de moins de trois mètres, ou toute autre largeur nécessaire au passage des véhicules de secours en fonction de circonstances spécifiques à certains lieux, ou laisser sur la chaussée des objets susceptibles de causer un dommage à un véhicule y circulant;*

- *encombrer les pistes cyclables de manière qu'il ne soit plus possible pour un cycliste d'y circuler sans danger;*

- *empêcher l'accès à des immeubles, bâtis ou non-bâtis, ou restreindre cet accès dans la mesure indiquée ci-dessus pour les piétons, cyclistes et véhicules »;*

Que selon le Procureur du Roi, cette formulation est suffisamment précise pour rencontrer les exigences de légalité dans sanctions et suffisamment distincte de la qualification de infractions pénales, d'une part, par son champ d'application plus large (tout objet déposé peut faire l'objet de sanctions administratives) et d'autre part, par son élément constitutif spécifique (l'entrave au passage, soit totale soit partielle);

Qu'afin d'assurer une certaine cohérence du texte réglementaire actuel, il serait opportun d'intégrer cette modification dans l'article 42 du RGP et ce, conformément au tableau ci-annexé;

Que l'article 68 du RGP contenant la sanction à l'article 42 du RGP (si le contrevenant est majeur, amende de maximum 250 €, s'il est mineur, 125 € maximum) ne doit quant à lui pas être modifié;

Considérant qu'il ressort de la pratique que les citoyens qui ne procèdent pas à l'enlèvement des tags apposés sur leur façade sont considérés comme étant en contravention avec l'article 11 du Règlement Général de Police en vigueur sur le territoire de la Commune d'Uccle qui stipule que *«les trottoirs et accotements des immeubles habités ou non ainsi que les façades, murets, grilles, éléments divers de constructions qui bordent l'espace public doivent être entretenus et maintenus en état de propreté....ces obligations comprennent entre autres l'enlèvement des mauvaises herbes et plantes ainsi que la conservation en bon état des trottoirs et des accotements»*;

Qu'à l'occasion d'un recours devant le Tribunal de Police à l'encontre d'une décision du fonctionnaire délégué pour ce type d'infraction, le juge a donné gain de cause à l'appelante et a annulé l'amende administrative prononcée à sa charge;

Que le juge a en effet estimé qu'une interprétation trop large avait été donnée à l'article 11 du RGP et que *« si les tags apposés sur la façade de l'appelante sont, éventuellement, inesthétiques ou déplaisants, ils ne peuvent être qualifiés de sales »*;

Considérant qu'afin de tenir compte des enseignements donnés par cette décision de justice, il serait opportun de préciser dans l'article 11 du RGP que les obligations d'entretien et de propreté des façades,....comprennent également l'enlèvement des tags et graffitis;

Que l'article 28 du RGP contenant la sanction à l'article 11 du RGP (si le contrevenant est majeur, amende de maximum 250 €, s'il est mineur, 125 € maximum) ne doit quant à lui pas être modifié;

Vu les articles 117, 112 et 114 de la nouvelle loi communale,

Décide d'approuver les modifications proposées aux articles 11 et 42 du Règlement Général de Police.

La version ainsi modifiée du Règlement Général de Police sera publiée conformément aux dispositions légales précitées après sa transmission aux autorités de tutelle.

Onderwerp 5B – 1 : **Wijziging van het algemeen politiereglement.**

De Raad,

Gelet op de versie van het algemeen politiereglement, goedgekeurd op 26 januari 2012 en van kracht sinds 11 april 2012;

Aangezien de conferentie van burgemeesters van mening is dat het verstandig zou zijn een gemeenschappelijk standpunt in te nemen inzake administratieve sancties en in het algemeen politiereglement de tekst van de Procureur des Konings toe te voegen, namelijk :

"Behalve met een toelating van het college van burgemeester en schepenen is het voor elke persoon die zich op de openbare weg bevindt verboden om de doorgang van voorbijgangers te belemmeren door het plaatsen of achterlaten van elk vervoerbaar voorwerp zoals bagage, huishoudelijk afval, bouwafval, voertuigen, ...

Het begrip doorgang belemmeren wordt meer bepaald door de volgende gedragingen vastgesteld :

- *aan voetgangers, op elke plaats waar de doorgang toegelaten is, een breedte van minder dan 1,5 m laten, of een andere breedte die door de bevoegde overheden is opgelegd naargelang de specifieke omstandigheden op bepaalde plaatsen, of die hen verplichten om over voorwerpen die de doorgang belemmeren te stappen of te klimmen;*

- *aan voertuigen die op de wegen circuleren een breedte van minimaal 3 m laten, of gelijk welke andere breedte die nodig is voor de doorgang van hulpvoertuigen naargelang de specifieke omstandigheden op bepaalde plaatsen, of op de weg voorwerpen achterlaten die circulerende voertuigen kunnen beschadigen;*

- *de fietspaden volleggen op een zodanige manier dat het voor fietsers onmogelijk wordt om zonder gevaar te fietsen;*

- *de toegang tot gebouwen, al dan niet in opbouw, beletten of beperken - zoals hierboven beschreven - voor voetgangers, fietsers en voertuigen";*

Aangezien deze formulering volgens de Procureur des Konings voldoende duidelijk is om te voldoen aan de legaliteitsvereisten in sancties en voldoende verschillend van de

kwalificatie van strafbare feiten, enerzijds, door het bredere toepassingsdomein (elk achtergelaten voorwerp kan het onderwerp uitmaken van administratieve sancties) en anderzijds, door het specifiek constitutioneel element (doorgang geheel of gedeeltelijk belemmeren);

Aangezien het gepast zou zijn, om een zekere coherentie van de huidige reglementaire tekst te garanderen, deze wijziging toe te voegen aan artikel 42 van het APR en dit overeenkomstig de toegevoegde tabel;

Aangezien artikel 68 van het APR inzake de sanctie van artikel 42 van het APR (indien de overtreder meerderjarig is, boete van max. € 250, indien minderjarig, max. € 125) niet gewijzigd moet worden;

Overwegende dat het uit de praktijk blijkt dat de burgers die tags op hun gevel niet verwijderen beschouwd worden in overtreding te zijn met artikel 11 van het algemeen politiereglement dat van kracht is op het grondgebied van de gemeente Ukkel dat het volgende bepaalt : *"Voetpaden en bermen van al dan niet bewoonde gebouwen, evenals gevels, scheidingsmuurtjes, hekken en bouwelementen die de openbare ruimte omringen, dienen onderhouden en proper gehouden te worden ... Deze verplichtingen omvatten onder andere de verwijdering van onkruid en wilde begroeiing en het in goede staat houden van voetpaden en bermen."*;

Aangezien, ter gelegenheid van een beroep voor de politierechtbank tegen een beslissing van de afgevaardigde ambtenaar voor dit type inbreuk, de rechter in het voordeel van de appellante heeft beslist en de administratieve sanctie, haar ten laste gelegd, heeft geannuleerd;

Aangezien de rechter van mening was dat er een te ruime interpretatie werd gegeven aan artikel 11 van het APR en dat *"indien aangebrachte tags op de gevel van de appelante, eventueel, onesthetisch of hinderlijk zijn, deze niet als vuil bestempeld kunnen worden"*;

Overwegende, om lessen te trekken uit deze beslissing van het gerecht, dat het gepast zou zijn in artikel 11 van het APR te verduidelijken dat de verplichtingen inzake onderhoud en de reinheid van gevels, ... eveneens de verwijdering van tags en graffiti omvatten;

Aangezien artikel 28 van het APR inzake de sanctie van artikel 11 van het APR (indien de overtreder meerderjarig is, boete van max. € 250, indien minderjarig, max. € 125) niet gewijzigd moet worden;

Gelet op artikels 117, 112 en 114 van de nieuwe gemeentewet,

Beslist zijn goedkeuring te verlenen aan de voorgestelde wijzigingen aan artikels 11 en 42 van het algemeen politiereglement.

De aldus gewijzigde versie van het algemeen politiereglement zal gepubliceerd worden overeenkomstig de wettelijke bepalingen na het aan de toezichthoudende overheden te hebben overgemaakt.

Objet 6A – 1 : **A.S.B.L. Côté Village.- 15ème anniversaire.- Subside extraordinaire.**

Le Président expose :

"Vu que Côté Village organise plusieurs manifestations dans le cadre du 15ème anniversaire de Côté Village. Que celles-ci s'étaleront du 15 septembre au 4 décembre et auront lieu tant dans la salle du Centre Culturel que dans celle de Côté Village.

Vu que le budget prévisionnel de ces manifestations s'élève au minimum à 80.000 €;

Que notre Administration accorde régulièrement un subside d'encouragement aux cercles culturels locaux destinés à couvrir les frais d'organisation de telles manifestations;

Que le subside à Côté Village a été fixé à 700 €;

Que conformément à la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions exigeant du bénéficiaire la production de pièces justificatives prouvant la mise sur pied de l'activité subsidiée, l'association concernée

fournira toutes les pièces probantes relatives aux dépenses occasionnées par cette manifestation;

Le Collège propose d'accorder un subside extraordinaire de 700 € à cette occasion;

Cette dépense sera imputée à l'exercice 2013 - Article 775/332-02/70 : Allocation : 23.400 € - Disponible : 22.350 €."

Le Conseil,

Entendu l'exposé ci-dessus,

Vu la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques, précisant que l'octroi de subsides en espèces en faveur d'activités culturelles régulières, est de la compétence de l'assemblée représentative de l'autorité publique;

Que sur le plan communal, cette assemblée représentative est constituée par le Conseil communal;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions exigeant du bénéficiaire la production de pièces justificatives prouvant la mise sur pied des activités subsidiées;

Etant donné que les documents et pièces justificatives prouvant la mise sur pied de cette activité nous seront fournis,

Décide d'accorder à Côté Village un subside exceptionnel de 700 € couvrant une partie du déficit occasionné par ces manifestations.

Onderwerp 6A – 1 : **V.Z.W. Côté Village.- 15de verjaardag.- Buitengewone toelage.**

De Voorzitter legt uit :

"Gezien dat Côté Village verschillende manifestaties organiseert in het kader van de 15de verjaardag van Côté Village. Dat deze tussen 15 september en 4 december zullen plaatsvinden in de zaal van het Cultureel centrum en in de zaal van Côté Village.

Gezien dat de raming van de begroting van deze manifestaties minimum 80.000 € bedraagt;

Gelet dat ons Gemeentebestuur regelmatig een aanmoedigingstoelage toekent aan de plaatselijke gesubsidieerde culturele verenigingen, bestemd om een deel van de kosten, veroorzaakt door dergelijke organisaties te dekken;

Gezien dat de toelage aan Côté Village op 700 € vastgelegd werd;

Dat, overeenkomstig de wet van 14 november 1983, aangaande de controle op de toekenning en de aanwending van dergelijke toelagen, waarbij aan de begunstigde de desbetreffende rechtvaardigende stukken worden gevraagd teneinde de gesubsidieerde activiteit te staven, de betrokken vereniging ons de rechtvaardigende stukken zal laten geworden;

Het College stelt voor om ter deze gelegenheid een toelage van 700 € toe te kennen;

Deze uitgave zal ingeschreven worden in de jaargang 2013 - Artikel 775/332/02/70 - Toekenning 23.400 € - beschikbaar : 22.350 €."

De Raad,

De voorgaande uiteenzetting gehoord hebbend;

Gelet op de wet van 16 juli houdende bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen waarbij bepaald wordt dat de verdeling van deze toelage voorzien voor de culturele activiteiten, tot de bevoegdheid van de vertegenwoordigende vergadering der overheid behoort;

Dat op het gemeentelijk vlak deze vergadering wordt gevormd door de Gemeenteraad;

Gelet op de wet van 14 november 1983 aangaande de controle op de toekenning en de aanwending van dergelijke toelagen, waarbij aan de begunstigde de desbetreffende rechtvaardigende stukken worden gevraagd teneinde de gesubsidieerde activiteit te staven;

Aangezien de documenten en de bewijsstukken betreffende de inrichting van deze activiteit ons zullen bezorgd worden;

Beslist aan Côté Village een buitengewone toelage van 700 € toe te kennen teneinde een gedeelte van het tekort van deze manifestatie te dekken.

Objet 6A – 2 : Project(ion) Room à l'occasion des "Journées du Patrimoine" 2013.- Subside extraordinaire.

Le Président expose :

"Vu que Project(ion) Room sollicite l'intervention de l'administration communale à l'occasion de sa participation au programme des journées du Patrimoine des 14 et 15 septembre, qui a pour thème cette année Bruxelles m'as-tu vu;

Vu que le budget prévisionnel de cette manifestation s'élève à 2.816 €;

Que notre Administration accorde régulièrement un subside d'encouragement aux cercles culturels locaux destinés à couvrir les frais d'organisation de telles manifestations;

Que le subside à Project(ion) Room a été fixé à 300 €;

Que conformément à la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions exigeant du bénéficiaire la production de pièces justificatives prouvant la mise sur pied de l'activité subsidiée, l'association concernée fournira toutes les pièces probantes relatives aux dépenses occasionnées par cette manifestation;

Le Collège propose d'accorder un subside extraordinaire de 300 € à cette occasion;

Cette dépense sera imputée à l'exercice 2013 - Article 775/332-02/70 : Allocation : 23.400 € - Disponible : 22.650 €."

Le Conseil,

Entendu l'exposé ci-dessus,

Vu la loi du 16 juillet 1973 garantissant la protection des tendances idéologiques et philosophiques, précisant que l'octroi de subsides en espèces en faveur d'activités culturelles régulières, est de la compétence de l'assemblée représentative de l'autorité publique;

Que sur le plan communal, cette assemblée représentative est constituée par le Conseil communal;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions exigeant du bénéficiaire la production de pièces justificatives prouvant la mise sur pied des activités subsidiées;

Etant donné que les documents et pièces justificatives prouvant la mise sur pied de cette activité nous seront fournis,

Décide d'accorder à Project(ion) Room un subside exceptionnel de 300 € couvrant une partie du déficit occasionné par cette manifestation.

Onderwerp 6A – 2 : Project(ion) Room tijdens de Erfgoeddagen 14 en 15 september 2013.- Buitengewone toelage.

De Voorzitter legt uit :

"Gezien dat Project(ion) Room de tussenkomst van de Gemeente vraagt ter gelegenheid van hun deelneming aan het programma van de Erfgoeddagen 14 en 15 september, met als thema "Bruxelles m'as-tu vu";

Gezien dat de raming van de begroting van deze manifestatie 2.816 € bedraagt;

Gelet dat ons Gemeentebestuur regelmatig een aanmoedigingstoelage toekent aan de plaatselijke gesubsidieerde culturele verenigingen, bestemd om een deel van de kosten, veroorzaakt door dergelijke organisaties te dekken;

Gezien dat de toelage aan Project(ion) Room op 300 € vastgelegd werd;

Dat, overeenkomstig de wet van 14 november 1983, aangaande de controle op de toekenning en de aanwending van dergelijke toelagen, waarbij aan de begunstigde de desbetreffende rechtvaardigende stukken worden gevraagd teneinde de gesubsidieerde

activiteit te staven, de betrokken vereniging ons de rechtvaardigende stukken zal laten worden;

Het College stelt voor om ter deze gelegenheid een toelage van 300 € toe te kennen;

Deze uitgave zal ingeschreven worden in de jaargang 2013 - Artikel 775/332-02/70 - Toekenning 23.400 € - beschikbaar : 22.650 €."

De Raad,

De voorgaande uiteenzetting gehoord hebbend;

Gelet op de wet van 16 juli houdende bescherming van de ideologische en filosofische strekkingen waarbij bepaald wordt dat de verdeling van deze toelage voorzien voor de culturele activiteiten, tot de bevoegdheid van de vertegenwoordigende vergadering der overheid behoort;

Dat op het gemeentelijk vlak deze vergadering wordt gevormd door de Gemeenteraad;

Gelet op de wet van 14 november 1983 aangaande de controle op de toekenning en de aanwending van dergelijke toelagen, waarbij aan de begunstigde de desbetreffende rechtvaardigende stukken worden gevraagd teneinde de gesubsidieerde activiteit te staven;

Aangezien de documenten en de bewijsstukken betreffende de inrichting van deze activiteit ons zullen bezorgd worden;

Beslist aan Project(ion) Room.- een buitengewone toelage van 300 € toe te kennen teneinde een gedeelte van het tekort van deze manifestatie te dekken.

Objet 7A – 1 : Travaux publics.- Nouvelle loi communale article 234, alinéa 3.- Marchés publics.- Communication des décisions du Collège des Bourgmestre et échevins.

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale notamment l'article 234, alinéa 3 tel que modifié par les ordonnances des 17 juillet 2003 et 9 mars 2006;

Vu les décisions du Collège des Bourgmestre et échevins relatives à la passation des marchés par procédure négociée en vertu de l'article 17, § 2, 1° a) de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et services,

Prend pour information les décisions du Collège des Bourgmestre et échevins suivantes :

- 29 mai 2013 - Complexe sportif Les Griottes : reconstruction du portail de l'entrée - 15.000 € (T.V.A. comprise) - Article 764/724-60/96 - Emprunt;

- 29 mai 2013 - Bâtiment administratif rue Auguste Danse, 25 (bâtiment avant) : fourniture et pose de barres anti-panique sur deux châssis (sorties de secours) - 1.119,25 € (T.V.A. comprise) - Article 137/724-60/96 - Emprunt;

- 29 mai 2013 - Bâtiment rue Auguste Danse, 3 : fourniture et pose d'une porte dans une porte de garage sectionnelle existante - Dépense supplémentaire de 449,87 € (T.V.A. comprise) - Article 137/724-60/96;

- 29 mai 2013 - Achat et installation de 2 terminaux de paiement pour l'Economat et le service Seniors - 2.175,14 € (T.V.A. comprise) - Article 139/742-53/53 - Fonds de réserve;

- 5 juin 2013 - Achat de vannes thermostatiques - Centre pluraliste familial (Lot I) - Maison communale (Lot II) - Crèche du Globe (Lot III) - 5.000 € (T.V.A. comprise) pour le Lot I, 8.000 € (T.V.A. comprise) pour le Lot II et 16.000 € (T.V.A. comprise) pour le Lot III - Articles 124/724-60/85, 137/724-60/96 et 84401/724-60/96 - Emprunt;

- 12 juin 2013 - Achat de quatre chariots de nettoyage - 1.063,54 € (T.V.A. comprise) - Article 137/744-98/85 - Fonds de réserve;

- 12 juin 2013 - Achat d'une boulonneuse pour pneus de camion - 1.600 € (T.V.A. comprise) - Article 136/744-98/84 - Fonds de réserve;

- 12 juin 2013 - Levés topographiques de voiries Exercice 2013 - 20.000 € (T.V.A. comprise) - Article 421/747-60/82 - Emprunt;

- 19 juin 2013 - Achat de mobilier de bureau pour divers services - Mobilier de direction (Lot I) - Dépassement de la dépense de 1.825,89 € (T.V.A. comprise) - Article 137/741-51/96;
- 19 juin 2013 - Achat de mobilier de bureau pour divers services - Mobilier divers (Lot II) - Dépassement de la dépense de 13.287,93 € (T.V.A. comprise) - Article 137/741-51/96;
- 19 juin 2013 - Ecole de Calevoet : remplacement des portes extérieures - 40.000 € (T.V.A. comprise) - Article 722/724-60/96 - Emprunt;
- 19 juin 2013 - Conciergerie du Parc de la Sauvagère : remplacement de châssis (Phase II) - 25.000 € (T.V.A. comprise) - Article 766/724-60/96 - Emprunt;
- 19 juin 2013 - Ecole du Longchamp : pose d'un film protecteur sur la façade - 12.000 € (T.V.A. comprise) - Article 722/724-60/96 - Emprunt;
- 19 juin 2013 - Ecole du Centre : travaux d'aménagements divers - 78.000 € (T.V.A. comprise) - Article 721/724-60/85 - Emprunt;
- 19 juin 2013 - Ecole du Val Fleuri : travaux divers - 80.000 € (T.V.A. comprise) - Article 722/724-60/96 - Emprunt;
- 19 juin 2013 - Institut communal professionnel des Polders : installation alarmes anti-incendie et anti-intrusion - 50.000 € (T.V.A. comprise) - Article 75102/724-60/85 - Emprunt;
- 19 juin 2013 - Crèche du Chat : rafraîchissement de la salle des bébés - 15.000 € (T.V.A. comprise) - Article 84401/724-60/96 - Emprunt;
- 19 juin 2013 - Salle Jacques Van Offelen : placement d'un faux-plafond - 27.500 € (T.V.A. comprise) - Article 764/724-60/96 - Emprunt;
- 19 juin 2013 - Achat de mobilier de direction (Lot I) - 14.000 € (T.V.A. comprise) - Article 137/741-51/96 - Emprunt;
- 19 juin 2013 - Achat de mobilier divers (Lot II) - 40.886,18 € (T.V.A. comprise) - Article 137/741-51/96 - Fonds de réserve;
- 19 juin 2013 - Informatisation des services (INF 183) : acquisition de matériel via la centrale d'achats GIAL - 9.030,71 € (T.V.A. comprise) - Article 139/742-53/53 - Emprunt.

Onderwerp 7A – 1 : Openbare werken.- Nieuwe gemeentewet artikel 234, alinea 3.- Overheidsopdrachten.- Mededeling van de beslissingen van de beslissingen van het College van Burgemeester en schepenen.

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikel 234, alinea 3 zoals gewijzigd door de ordonnanties van 17 juli 2003 en 9 maart 2006;

Gelet op de beslissingen van het College van Burgemeester en schepenen betreffende het afsluiten van opdrachten via de onderhandelingsprocedure krachtens artikel 17, § 2, 1° a) van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten,

Neemt kennis van de volgende beslissingen van het Schepencollege :

- 29 mei 2013 - Sportcomplex Les Griottes : herstelling van het toegangshekken - 15.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 764/724-60/96 - Lening;
- 29 mei 2013 - Administratief gebouw Auguste Dansestraat, 25 (gebouw vooraan) : levering en plaatsing van anti-paniekafsluitingen op raamwerk (nooduitgangen) - 1.119,25 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 137/724-60/96 - Lening;
- 29 mei 2013 - Gebouw Auguste Dansestraat, 3 : levering en plaatsing van een deur in een bestaande gelede garagepoort - Bijkomende uitgave van 449,87 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 137/724-60/96;
- 29 mei 2013 - Aankoop en installatie van 2 betaalterminals voor het Economaat en de Seniorendienst - 2.175,14 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 139/742-53/53 - Reservefonds;
- 5 juni 2013 - Aankoop van thermostatische kranen - Centre pluraliste familial (Lot I) - Gemeentehuis (Lot II) - Kinderdagverblijf van de Globe (Lot III) - 5.000 € (B.T.W. inbegrepen) voor het Lot I, 8.000 € (B.T.W. inbegrepen) voor het Lot II en 16.000 € (B.T.W.

inbegrepen) voor het Lot III - Artikels 124/724-60/85, 137/724-60/96 en 84401/724-60/96 - Lening;

- 12 juni 2013 - Aankoop van vier schoonmaakarretjes - 1.063,54 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 137/744-98/85 - Reservefonds;

- 12 juni 2013 - Aankoop van een slagmoersleutel voor vrachtwagenbanden - 1.600 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 136/744-98/84 - Reservefonds;

- 12 juni 2013 - Topografische opmetingen van wegen - Dienstjaar 2013 - 20.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 421/747-60/82 - Lening;

- 19 juni 2013 - Aankoop van meubilair voor verschillende diensten - Directiemeubilair (Lot I) - Overschrijding van de uitgave met 1.825,89 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 137/741-51/96;

- 19 juni 2013 - Aankoop bureaumeubilair voor verschillende diensten - Divers meubilair (Lot II) - Overschrijding van de uitgave met 13.287,93 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 137/741-51/96;

- 19 juni 2013 - Calevoetschool : vervanging van de buitendeuren - 40.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 722/724-60/96 - Lening;

- 19 juni 2013 - Huisbewaarderwoning van het Sauvagèrepark : vervanging van ramen (fase II) - 25.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 766/724-60/96 - Lening;

- 19 juni 2013 - Longchampschool : plaatsen van beschermende film op de gevel - 12.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 722/724-60/96 - Lening;

- 19 juni 2013 - Centrumschool : diverse verbeteringswerken - 78.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 721/724-60/85 - Lening;

- 19 juni 2013 - Val Fleurischool : diverse werken - 80.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 722/724-60/96 - Lening;

- 19 juni 2013 - Institut communal professionnel des Polders : installatie van brand- en inbraakalarmen - 50.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 75102/724-60/85 - Lening;

- 19 juni 2013 - Kinderdagverblijf De Kat : oprissing van de babyzaal - 15.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 84401/724-60/96 - Lening;

- 19 juni 2013 - Zaal Jacques Van Offelen : plaatsen van een vals plafond - 27.500 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 764/724-60/96 - Lening;

- 19 juni 2013 - Aankoop van directiemeubilair (Lot I) - 14.000 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 137/741-51/96 - Lening;

- 19 juni 2013 - Aankoop van divers meubilair (Lot II) - 40.886,18 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 137/741-51/96 - Reservefonds;

- 19 juni 2013 - Informatisering van de diensten (INF 183) : aankoop van materieel via de aankoopcentrale GIAL - 9.030,71 € (B.T.W. inbegrepen) - Artikel 139/742-53/53 - Lening.

Objet 7A – 2 : Amélioration de revêtements routiers en asphalte pour l'exercice 2013.- Approbation de la dépense, des documents d'adjudication, du mode de passation du marché.- Emprunt.- Approbation de la reconduction du marché.

Le Conseil,

Vu que le budget communal prévoit à l'article 421/731-60/82 des dépenses extraordinaires pour 2013, un crédit de 2.000.000 € pour l'amélioration des voiries;

Vu que le Collège propose un lot qui comprendra l'amélioration des revêtements routiers en asphalte des artères suivantes de notre réseau routier :

- phase 1 :

- rue Edith Cavell (tronçon entre l'avenue De Fré et la rue Zeecrabbe);
- rue Vanderkindere (tronçon entre la rue Edith Cavell et l'avenue Brugmann);
- rue Edith Cavell (tronçon entre la rue Marie Depage et l'avenue Montjoie);

- phase 2 :

- avenue Van Bever;
- rue Joseph Bens (tronçon entre la chaussée d'Alseberg et la rue Beeckman);

- rue Papenkasteel (tronçon entre la chaussée de Saint-Job et rue de Verrewinkel);
- phase 3 :
 - avenue Brunard;
 - rue Zeecrabbe;
 - rue des Trois Rois (tronçon entre la rue de l'Etoile et la limite communale avec

Drogenbos);

- phase 4 :
 - avenue des Faons;
 - avenue Chantemerle;
 - rue Engeland (tronçon entre la chaussée de Saint-Job et le n° 210);
 - avenue Dolez (tronçon entre la Vieille rue du Moulin et l'avenue de la Chênaie);

Attendu que ces travaux comprendront principalement le rechargement des revêtements hydrocarbonés existants après raclage de la couche d'usure existante, le démontage des taques de voirie et avaloirs en mauvais état et le remplacement de ces accessoires défectueux par des nouveaux, l'adaptation des taques de voirie en bon état au niveau projeté du nouveau revêtement;

Attendu que l'estimation de la dépense de ces travaux s'élève à 1.013.895,91 € TVA et 10 % pour révision et imprévus compris) et que cette dépense sera imputée à l'article 421/731-60/82 du budget 2013;

Vu l'article 234 de la nouvelle loi communale,

Décide :

- 1) d'approuver la reconduction du marché conformément à l'article 17, § 2, 2 b) de la loi du 24 décembre 1993 sur les marchés publics;
- 2) d'approuver la dépense de 1.013.895,91 € (TVA et 10 % pour révision et imprévus compris);
- 3) d'approuver des documents de la procédure négociée sans respecter de règle de publicité devant régir les travaux du présent lot;
- 4) de marquer son accord sur la conclusion d'un emprunt.

Onderwerp 7A – 2 : Verbetering van het asfaltwegdek.- Dienstjaar 2013.- Goedkeuring van de uitgave, van de aanbestedingsdocumenten, van de sluitingswijze van de opdracht.- Lening.- Goedkeuring van de verlenging van de opdracht.

De Raad,

Aangezien dat op artikel 421/731-60/82 van de buitengewone begroting 2013 een bedrag van 2.000.000 € ingeschreven is voor de verbetering van wegdekken uit asfalt voor het dienstjaar 2012;

Aangezien het College een perceel voorstelt dat de verbetering omvat van wegbedekkingen in asfalt voor de volgende wegen van ons wegennet :

- fase 1 :
 - Edith Cavellstraat (strook tussen de De Frélaan en de Zeecrabbestraat);
 - Vanderkinderestraat (strook tussen de Edith Cavellstraat en de Brugmannlaan);
 - Edith Cavellstraat (strook tussen de Marie Depagestraat en de Brugmannlaan);
- fase 2 :
 - Van Beverlaan;
 - Joseph Bensestraat (strook tussen de Alsebergsesteenweg en de Beeckmanstraat);
 - Papenkasteelstraat (strook tussen de Sint-Jobsesteenweg en de Verrekinkelstraat);
- fase 3 :
 - Brunardlaan;
 - Zeecrabbestraat;
 - Drie Koningenstraat (strook tussen Sterstraat en de grens met de gemeente

Drogenbos);

- fase 4 :

- Reebokjeslaan;
- Chantemerlelaan;
- Engelandstraat (strook tussen Sint Jobsesteenweg en het nr 210);
- Dolezlaan (strook tussen Oude Molenstraat en Eikenboslaan);

Aangezien deze werkzaamheden voornamelijk zullen bestaan uit het ophogen van het bestaande koolwaterstofhoudende wegdek, na het afschrappen van de bestaande slijtlaag, het wegnemen van de riooldeksels en de slikkers in slechte staat en het vervangen van deze defecte toebehoren door nieuwe, het aanpassen van de riooldeksels in goede staat aan het geplande niveau van de nieuwe bekleding;

Aangezien de raming van de uitgave van deze werken 1.013.895,91 € bedraagt (btw en 10 % voor herziening en onvoorziene uitgaven inbegrepen) en dat de uitgave geboekt zal worden onder artikel 421/731-60/82 van de begroting 2013;

Gelet op artikel 234 van de nieuwe gemeentewet,

Beslist :

- 1) de verlenging van de opdracht overeenkomstig artikel 17, § 2, 2b) van de wet van 24 december 1993 op de overheidsopdrachten goed te keuren;
- 2) de uitgave van € 1.013.895,91 (btw en 10 % voor herziening en onvoorziene uitgaven inbegrepen) goed te keuren;
- 3) de documenten van de onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking goed te keuren die de werkzaamheden van onderhavig perceel zullen regelen;
- 4) akkoord te gaan met het afsluiten van een lening.

Objet 7A – 3 : Règlement-taxe sur l'occupation temporaire de la voie publique à l'occasion de travaux.- Adoption du nouveau règlement.

Le Conseil,

Considérant que le présent règlement remplace et abroge le règlement-taxe sur l'occupation temporaire de la voie publique adopté par le conseil communal du 27 mai 2010;

Attendu qu'en date du 27 mai 2010, le Conseil communal a approuvé un nouveau règlement-taxe relatif à l'occupation de la voie publique à l'occasion de travaux;

Attendu qu'à l'usage, il a été constaté que ce règlement présente certaines lacunes. Le service technique de la voirie propose donc de l'adapter;

Attendu que les taux de taxation se situent dans la moyenne des communes bruxelloises et restent inchangés;

Attendu qu'en séance du 22 mai 2013, le Collège des Bourgmestre et Echevins a adopté le nouveau règlement-taxe sur l'occupation temporaire de la voie publique;

Vu les articles 112 et 114 et 117 de la nouvelle loi communale,

Décide :

- a) d'adopter le nouveau règlement-taxe sur l'occupation temporaire de la voie publique;
- b) d'abroger le règlement-taxe sur l'occupation temporaire de la voie publique à l'occasion de travaux voté par le Conseil communal du 27 mai 2010.

Onderwerp 7A – 3 : Belastingreglement betreffende de tijdelijke bezetting van de openbare weg ter gelegenheid van werken.- Aanneming van het nieuwe reglement.

De Raad,

Overwegende dat onderhavig reglement het belastingreglement betreffende de tijdelijke bezetting van de openbare weg aangenomen in de gemeenteraad van 27 mei 2010 vervangt en opheft;

Aangezien op 27 mei 2010 de Gemeenteraad een nieuw belastingreglement betreffende de tijdelijke bezetting van de openbare weg ter gelegenheid van werken heeft goedgekeurd;

Dat in de praktijk is gebleken dat dit reglement enkele lacunes vertoont en dat de Technische Wegendienst daarom voorstelt het te wijzigen;

Gezien dat de belastingtarieven in de lijn liggen van het gemiddelde van de Brusselse gemeenten en ongewijzigd blijven;

Overwegende dat het College van Burgemeester en Schepenen in zitting van 22 mei 2013 het nieuwe belastingreglement betreffende de tijdelijke bezetting van de openbare weg heeft aangenomen;

Gelet op de artikelen 112 en 114 en 117 van de nieuwe gemeentewet,

Beslist :

a) het nieuwe belastingreglement betreffende de tijdelijke bezetting van de openbare weg ter gelegenheid van werken aan te nemen;

b) het belastingreglement betreffende de tijdelijke bezetting van de openbare weg goedgekeurd door de Gemeenteraad van 27 mei 2010 op te heffen.

7A – 4 Réfection de zones de stationnement.- Exercice 2013.- Approbation de la dépense, des documents d'adjudication, du mode de passation du marché et du mode de financement.

M./de h. Wyngaard souhaite savoir si la Montagne de Saint-Job subira le même type de pavage dans le cadre de la réfection des zones de stationnement. On a le sentiment que cette voirie a été intégralement refaite récemment. Va-t-on opter pour le même type de matériau ?

M. l'Echevin/de h. schepen Biermann répond que les zones de stationnement sont uniquement concernées. L'objectif est d'utiliser des matériaux résistants mais surtout de faciliter la lecture et la lisibilité de ce type de mesure puisqu'on n'est pas très habitué au fonctionnement du principe même de la voirie résidentielle. Des modifications seront nécessaires concernant le type de revêtement à adopter, pour les zones de stationnement, qui est aujourd'hui plutôt anarchique dans cette voirie.

M. l'Echevin Biermann donnera prochainement plus de détails à cet égard.

Objet 7A – 4 : Réfection de zones de stationnement.- Exercice 2013.- Approbation de la dépense, des documents d'adjudication, du mode de passation de marché et du mode de financement.

Le Conseil,

Attendu qu'un crédit de 2.000.000,00 € est inscrit à l'article 421/731-60/82 des dépenses extraordinaires du budget 2013 pour l'amélioration de la voirie;

Attendu que le Collège propose la réfection des zones de stationnement et des trottoirs des artères suivantes :

- Avenue de Boetendael (entre les avenues Brugmann et de la Ramée);
- Montagne de Saint-Job;
- Rue Gatti de Gamond;

Attendu que les travaux comprendront principalement :

- le démontage des trottoirs et des bordures existantes;
- les terrassements;
- la pose d'une nouvelle fondation;
- la reconstruction des trottoirs en pavés de béton;
- la réfection des zones de stationnement en pavés drainant;

Attendu que l'estimation de la dépense de ces travaux s'élève à 455.165,40 €, TVA comprise et que cette dépense sera imputée à l'article 421/731-60/82 du budget 2013;

Vu l'article 234 de la nouvelle loi communale,

Décide :

- 1) d'approuver la dépense de 455.165,40 €, TVA comprise;
- 2) d'approuver des documents d'adjudication devant régir les travaux du présent lot;
- 3) d'approuver le mode de passation du marché, qui sera la procédure négociée directe avec publicité et fixer les renseignements concernant les capacités financières, économiques

et techniques des entrepreneurs, à savoir : le soumissionnaire doit satisfaire aux conditions de l'agrément d'entrepreneur de travaux, catégorie C, classe 3;

4) de marquer son accord sur la conclusion d'un emprunt pour financer la dépense.

Onderwerp 7A – 4 : **Herstellen van parkeerstroken.- Dienstjaar 2013.- Goedkeuring van de uitgave, de aanbestedingsdocumenten, de gunningswijze en de financieringswijze.**

De Raad,

Aangezien dat de buitengewone begroting voor het dienstjaar 2013 voorziet een bedrag van 2.000.000,00 € op artikel 421/731-60/82 voor de verbetering van de wegenis;

Aangezien dat het College het herstellen van volgende parkeerstroken van de volgende straten voorstelt :

- Boetendaellaan (tussen de Brugmannlaan en de Looflaan);
- Berg van Sint-Job;
- Gatti de Gamondstraat;

Aangezien dat de werken hoofdzakelijk zullen omvatten :

- het uitbreken van de voetpaden en van de bestaande boordstenen;
- de uitgravingen;
- het plaatsen van een fundering in mager beton;

- het plaatsen van een nieuwe boordstenen en een voetpadbedekking in betonstraatstenen;

- de aanleg van de parkeerstroken in drainerende betonstraatstenen;

Aangezien dat de raming der uitgave voor deze werken 455.165,40 €, BTW inbegrepen belooft;

Aangezien dat deze uitgave geboekt zal worden op artikel 421/731-60/82 van de begroting 2013;

Gelet op artikel 234 van de nieuwe gemeentewet,

Beslist :

- 1) de uitgave van 455.165,40 €, BTW inbegrepen, goed te keuren;
- 2) de aanbestedingsdocumenten die deze werken beheersen goed te keuren;
- 3) de gunningswijze door directe onderhandelingsprocedure met publiciteit goed te keuren en de inlichtingen vast te stellen betreffende de financiële, economische en technische draagkrachten van de aannemer, te weten : de inschrijvers zullen aan de voorwaarden van de erkenning als aannemer van werken voldoen, categorie C, klasse 3 of meer;

4) zijn akkoord te verlenen om een lening aan te gaan om de uitgave te financieren.

**- Mme de T'Serclaes sort -
- Mevr. De T'Serclaes verlaat de zaal -**

Objet 7A – 5 : **Acquisition de mobilier urbain 2013.- Approbation des dépenses, du cahier spécial des charges, du mode de passation du marché et du mode de financement des dépenses.**

Le Conseil,

Vu que le budget extraordinaire de l'année 2013, comprend une allocation de 134.000 € à l'article 421/741-52/84 pour l'achat de divers mobiliers urbains, une allocation de 24.000 € à l'article 766/725-60/83 pour l'achat de mobilier urbain pour les espaces verts et une allocation de 8.000 € à l'article 764/741-51/84 pour l'achat de bancs pour complexes sportifs;

Vu le cahier spécial des charges ci-joint établi en vue d'un marché par procédure négociée directe avec publicité, en application des articles 26, § 2 d) de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et 2, § 1, 3° de l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés

publics dans les secteurs classiques;

Vu que le marché sera divisé en sept lots :

<u>Article 421/741-52/84</u>	<u>Estimation</u>
Lot N° 1 : 100 barrières (QP)	12.000 €
Lot N° 3 : 20 bollards en acier (QP)	6.000 €
Lot N° 4 : 20 bollards en fonte (QP)	8.000 €
Lot N° 5 : 50 corbeilles à papier en fonte 80L (QP)	35.000 €
Lot N° 6 : 20 corbeilles à papier 60L (QP)	11.000 €
<u>Article 764/741-51/84</u>	
Lot N° 7 : 10 bancs en bois pour complexes sportifs (QP)	8.000 €
<u>Article 766/725-60/83</u>	
Lot N° 2 : 14 poubelles noires en aluminium (QP)	18.200 €

Vu l'article 234 de la nouvelle loi communale;

Sur proposition du Collège des Bourgmestres et Echevins,

Approuve l'estimation de 72.000 € TVAC à l'article 421/741-52/84, de 18.200 € TVAC à l'article 766/725-60/83 pour l'achat de mobilier urbain et de 8.000 € à l'article 764/741-51/84 pour l'achat de bancs pour complexes sportifs, soit une dépense totale estimée à 98.200 €, le cahier spécial des charges et la passation du marché par procédure négociée directe avec publicité;

Un avis de marché sera publié au Bulletin des Adjudications en application de l'article 40 de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services.

La dépense de 8.000 € sera financée par le Fonds de réserve, les autres dépenses seront couvertes par emprunt.

Onderwerp 7A – 5 : Aankoop van stadsmeubilair 2013.- Goedkeuring van de uitgaven, van het bestek, van de wijze van gunning en van de wijze van betaling van de uitgaven.

De Raad,

Gelet het buitengewoon budget van 2013 een krediet bevat van 134.000 € op het artikel 421/741-52/84 voor aankoop van stadsmeubilair, een krediet van 24.000 € op het artikel 766/725-60/83 voor aankoop van stadsmeubilair voor groene plaatsen en een krediet van 8.000 € op het artikel 764/741-51/84 voor aankoop van banken voor sportieve complexen;

Gelet op het bestek dat werd opgemaakt met als gunningswijze een vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met bekendmakingsregels, in toepassing van artikels 26, § 2 d) van de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en 2, § 1, 3° van het koninklijk besluit van 15 juli 2011 plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren;

Aangezien de opdracht wordt opgedeeld in zeven percelen :

<u>Artikel 421/741-52/84</u>	<u>Schatting</u>
Perceel N° 1 : 100 hekken (QP)	12.000 €
Perceel N° 3 : 20 paaltjes in staal (QP)	6.000 €
Perceel N° 4 : 20 paaltjes in gietijzer (QP)	8.000 €
Perceel N° 5 : 50 papierbakken in gietijzer 80L (QP)	35.000 €
Perceel N° 6 : 20 papierbakken 60L (QP)	11.000 €
<u>Artikel 764/741-51/84</u>	
Perceel N° 7 : 10 zitbanken voor sportdiensten (QP)	8.000 €
<u>Artikel 766/725-60/83</u>	
Perceel N° 2 : 14 zwarte papierbakken in aluminium (QP)	18.200 €

Gelet op artikel 234 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

Beslist het volgende goed te keuren : de ramingen van 72.000 € BTWI op het artikel 421/741-52/84, 18.200 € BTWI op het artikel 766/725-60/83 en 8.000 € BTWI op het artikel 764/741-51/84, voor een totaal geschat bedrag van 98.200 €, het bestek en de gunningswijze van de opdracht via een vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met bekendmakingsregels.

Een bericht zal verschijnen in het Bulletin der Aanbestedingen, in toepassing van artikel 40 van koninklijk besluit van 15 juli 2011 plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren.

De uitgave van 8.000 € zal door het Reservefonds worden gedekt, de andere uitgaven door lening.

Objet 7A – 6 : Acquisition de véhicules 2013 (camion).- Approbation de la dépense, du cahier spécial des charges, du mode de passation du marché et du mode de financement de la dépense.

Le Conseil,

Vu que le budget extraordinaire de l'année 2013 comprend un crédit de 150.000 € à l'article 875/743-53/84 pour l'achat d'un camion porte-container pour le service de la Propreté Publique;

Vu que le service de la Propreté Publique aurait besoin d'un camion 26T afin de soulever des containers de 6 m de long;

Vu le cahier spécial des charges ci-joint établi en vue d'un marché par procédure négociée directe avec publicité, en application des articles 26, § 2 d) de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et 2, § 1, 3° de l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques;

Vu l'article 234 de la nouvelle loi communale;

Sur proposition du Collège des Bourgmestres et Echevins,

Décide d'approuver l'estimation de 140.000 € (TVAC) à l'article 875/743-53/84 pour l'achat d'un camion porte-container pour le service de la Propreté Publique, le cahier spécial des charges et la passation du marché par procédure négociée directe avec publicité.

Un avis de marché sera publié au Bulletin des Adjudications, conformément à l'article 40 de l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques.

La dépense à l'article 875/743-53/84 sera couverte par emprunt.

Onderwerp 7A – 6 : Aankoop van voertuigen 2013 (vrachtwagen).- Goedkeuring van de uitgave, het bestek, de wijze van gunning en de financieringswijze van de uitgave.

De Raad,

Aangezien de buitengewone begroting voor 2013 een krediet van 150.000 € voorziet op artikel 875/743-53/84 voor de aankoop van een vrachtwagen met containersysteem voor de dienst Openbare Reinheid;

Aangezien de dienst Openbare Reinheid een vrachtwagen van 26T nodig heeft om containers te liften die 6 m lang zijn;

Gelet op het bestek dat werd opgemaakt met als gunningswijze een vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met bekendmakingsregels, in toepassing van artikels 26, § 2 d) van de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en 2, § 1, 3° van het koninklijk besluit van 15 juli 2011 houdende afsluiten van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;

Gelet op artikel 234 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het College van Burgemeester en Schepenen,

Beslist om de raming van 140.000 € (BTW incl.) goed te keuren op het artikel 875/743-53/84 voor de aankoop van een vrachtwagen met containersysteem voor de dienst Openbare Reinheid, het bestek en de gunningswijze van de opdracht via een vereenvoudigde onderhandelingsprocedure met bekendmakingsregels.

Een bericht zal verschijnen in het Bulletin der Aanbestedingen, in toepassing van artikel 40 van het koninklijk besluit van 15 juli 2011 houdende afsluiten van overheidsopdrachten in de klassieke sectoren.

De uitgave op het artikel 875/743-53/84 zal worden gedekt door een lening.

Objet 7A – 7 : Centre de santé.- Remplacement de l'étanchéité et isolation des toitures plates.- Approbation du projet, de l'estimation, du mode de passation du marché et du financement de la dépense.

Le Conseil,

Vu l'allocation de 150.000,00 EUR figurant à l'article 871/724-60/96 du budget extraordinaire de 2013 pour couvrir la dépense relative à la réalisation du projet cité en objet;

Vu le cahier spécial des charges rédigé par nos services qui prévoit une estimation approximative de 123.416,00 EUR (HTVA) ou 149.333,36 EUR (TVAC) arrondi au montant du disponible budgétaire soit 150.000,00 EUR;

Vu les articles 117, alinéa 1 et 234, alinéa 1 de la nouvelle loi communale;

Vu l'arrêté royal du 26 septembre 1996 modifié par l'arrêté royal du 29 avril 1999 établissant les règles générales d'exécution des marchés publics et des concessions de travaux publics, notamment l'article 3, § 1 et régissant le présent marché;

Sur proposition du Collège échevinal,

Décide d'approuver les points ci-après :

- 1) le projet dressé par les services communaux;
- 2) l'estimation arrondie à 150.000,00 EUR (majoration et TVAC);
- 3) le mode de passation du marché, soit une adjudication publique;
- 4) le financement de la dépense par demande d'emprunt et subsides.

Onderwerp 7A – 7 : Gezondheidscentrum.- Vervangen van de waterdichtheid en de isolatie van platte daken.- Goedkeuring van het ontwerp, van de schatting, van de gunningswijze van de opdracht en van de financiering van de uitgave.

De Raad,

Gelet op de toelage van 150.000,00 EUR onder artikel 871/724-60/96 van de buitengewone begroting van 2013 om de uitgave te dekken betreffende de uitvoering van het hierboven vermelde ontwerp;

Gelet op het door onze diensten opgestelde bestek dat een schatting voorziet van ongeveer 123.416,00 EUR (excl. btw) of 149.333,36 (incl. btw); afgerond op het bedrag van de beschikbare begrotingsgelden, namelijk 150.000,00 EUR;

Gelet op artikels 117, alinea 1 en 234, alinea 1 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op het koninklijk besluit van 26 september 1996 gewijzigd bij koninklijk besluit van 29 april 1999 tot bepaling van de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten en van de concessies voor openbare werken, met name artikel 3, § 1 dat onderhavige opdracht regelt;

Op voorstel van het Schepencollege,

Beslist de volgende punten goed te keuren :

- 1) het door de gemeentediensten opgestelde ontwerp;
- 2) de op 150.000,00 EUR afgeronde raming (vermeerdering en btw inbegrepen);
- 3) de gunningswijze van de opdracht, namelijk een openbare aanbesteding;
- 4) de financiering van de uitgave door een lening aan te gaan en subsidies.

Objet 7A – 8 : Ecole des Eglantiers.- Raccordement divers.- Raccordement électrique et gaz du nouveau bâtiment.- Approbation de l'offre modifiée et du financement de la dépense.

Le Conseil,

Attendu qu'en séance du 17 avril 2012 (objet 4A-250), le collège a notamment décidé de confier la réalisation des travaux cités en objet à Sibelga, gestionnaire du réseau public de gaz et d'électricité et ce pour un montant de 11.000,00 EUR TVAC;

Attendu que nos services ont dès lors passé la commande auprès de Sibelga;

Attendu que suite à la réception de ladite commande, Sibelga s'est rendu sur le chantier afin d'évaluer les travaux à réaliser et que lors de cette visite, il a été constaté que l'offre initiale était incomplète vu qu'elle ne comprenait que la suppression et raccordement d'un seul compteur alors cette intervention porte en fait sur 2 compteurs;

Vu l'offre adaptée par la firme Sibelga qui s'élève à 12.442,43 EUR TVAC qui doit encore être majorée afin de pouvoir couvrir les éventuels imprévus, ce qui porte le montant à 13.000,00 EUR (majoration et TVAC);

Attendu que le dépassement de l'estimation initiale soit 13.000,00 EUR – 11.000,00 EUR = 2.000,00 EUR doit faire l'objet d'une approbation par l'Assemblée;

Vu que ledit dépassement doit être imputé au même article budgétaire, soit 722/724-60/96 du budget extraordinaire de 2013 - sous-allocation "Interventions et achats divers pour les installations techniques";

Sur proposition du Collège échevinal,

Décide :

1) d'approuver l'offre adaptée s'élevant au montant de 13.000,00 EUR (majoration et TVAC);

2) de confier la réalisation des travaux à Sibelga, gestionnaire du réseau publique de gaz et d'électricité;

3) d'approuver la dépense supplémentaire de 2.000,00 EUR qui sera imputé sur l'article 722/724-60/96 du budget extraordinaire de 2013 et financée par Fonds de réserve.

Onderwerp 7A – 8 : School Eglantiers.- Diverse aansluitingen.- Elektriciteits- en gasaansluiting van het nieuwe gebouw.- Goedkeuring van de gewijzigde offerte en van de financieringswijze van de uitgave.

De Raad,

Aangezien het College in zitting van 17 april 2012 (onderwerp 4A-250) besloten heeft de uitvoering van de hierboven vermelde werkzaamheden aan Sibelga te gunnen, de beheerder van het openbaar gas- en elektriciteitsnetwerk, en dit voor een bedrag van 11.000,00 EUR incl. btw;

Aangezien onze diensten bijgevolg een bestelling hebben geplaatst bij Sibelga;

Aangezien Sibelga, na ontvangst van deze bestelling, zich naar de werf heeft begeven teneinde de uit te voeren werkzaamheden te beoordelen en tijdens dit bezoek is vastgesteld dat de oorspronkelijke offerte onvolledig was aangezien ze alleen de opheffing en nieuwe aansluiting betrof van een meter, hoewel de tussenkomst in feite 2 meters betreft;

Gelet op de door de firma Sibelga gewijzigde offerte, die 12.442,43 EUR incl. btw bedraagt, wat nog verhoogd moet worden om eventuele onvoorziene uitgaven te dekken, waardoor het bedrag 13.000,00 EUR bedraagt (incl. vermeerdering en btw);

Aangezien de overschrijding van de oorspronkelijke raming, namelijk 13.000,00 EUR - 11.000,00 EUR = 2.000,00 EUR het voorwerp moet uitmaken van een goedkeuring door de vergadering;

Aangezien deze overschrijding geboekt moet worden onder hetzelfde begrotingsartikel, namelijk 722/724-60/96 van de buitengewone begroting van 2013 - toelage "Verschillende interventies en aankopen voor technische installaties";

Op voorstel van het Schepencollege,

Beslist :

- 1) de gewijzigde offerte voor een bedrag van 13.000,00 EUR (incl. vermeerdering en btw);
- 2) de uitvoering van deze werken toe te wijzen aan Sibelga, beheerder van het openbaar gas- en elektriciteitsnet;
- 3) de meeruitgaven van 2.000,00 EUR goed te keuren, te boeken onder artikel 722/724-60/96 van de buitengewone begroting van 2013 en gefinancierd door het Reservefonds.

Objet 7A – 9 : Ecole des Eglantiers.- Remplacement et isolation des toitures.- Accord de principe d’octroi de subvention.- Engagement sur l’honneur de ne pas aliéner ou modifier l’affectation du bien pour une durée de 20 ans.

Le Conseil,

Attendu qu’en date du 20 mai 2011, le service des Bâtiments communaux a introduit, pour le dossier repris sous rubrique, une demande de financement auprès de la région de Bruxelles-Capitale dans le cadre de l’octroi de subsides d’intérêt public (ordonnance du 16 juillet 1998);

Vu que conformément au courrier de la Région, le dossier a été introduit au département avant la date butoir du 16 novembre 2012;

Attendu que par courrier du 23 mai 2013, le service des travaux subsidiés a fait parvenir l’accord de principe d’octroi de subvention pour un montant de 150.000,00 EUR sous réserve d’obtention formel d’un engagement sur l’honneur de ne pas aliéner ou modifier l’affectation du bien en question pendant une période de 20 ans;

Sur proposition du Collège échevinal,

Décide d’approuver l’engagement sur l’honneur de ne pas aliéner ou modifier l’affectation du bien en question durant une période de 20 ans et ce conformément à l’article 4, 2° de l’AGRBC du 16 juillet 1998.

Onderwerp 7A – 9 : School Les Eglantiers.- Vervangen en isoleren van de daken.- Principeakkoord voor het toekennen van een subsidie.- Verbintenis op erewoord om het goed niet te vervreemden of de bestemming ervan niet te wijzigen gedurende een duur van 20 jaar.

De Raad,

Aangezien de dienst Gemeentegebouwen op 20 mei 2011 voor het hierboven vermelde dossier een financieringsaanvraag heeft ingediend bij het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, in het kader van het toekennen van subsidies voor openbaar nut (ordonnantie van 16 juli 1998);

Aangezien het dossier, overeenkomstig het schrijven van het gewest, ingediend is bij het departement voor de uiterste datum van 16 november 2012;

Aangezien de dienst der Gesubsidieerde Werken in een schrijven van 23 mei 2013 het principeakkoord heeft laten worden voor een subsidie voor een bedrag van 150.000,00 EUR, onder voorbehoud van het formeel verkrijgen van een verbintenis op erewoord om het betreffende goed niet te vervreemden of de bestemming ervan niet te wijzigen gedurende een duur van 20 jaar;

Op voorstel van het Schepencollege,

Besluit de verbintenis op erewoord om het betreffende goed niet te vervreemden of de bestemming ervan niet te wijzigen gedurende een duur van 20 jaar goed te keuren, overeenkomstig artikel 4, 2° van het BBHR van 16 juli 1998.

Objet 7A – 10 : Ecoles primaires.- Travaux de maintenance.- Ecole du Val Fleuri.- Remise en état des menuiseries métalliques.- Approbation des conditions du marché.

Le Conseil,

Considérant qu'il est nécessaire de procéder à la remise en état des menuiseries métalliques de l'école du Val Fleuri;

Considérant qu'il est nécessaire de confier ces travaux au fournisseur et installateur, eu égard à la totale compatibilité des pièces;

Considérant que le service BCM prévoit une dépense maximale de 4.250 € qui émerge à l'article 722/724-60/96 du service extraordinaire du budget 2013;

Vu la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et plus particulièrement l'article 17, § 2, 1° f),

Approuve :

- le projet de remise en état des menuiseries métalliques de l'école du Val Fleuri;
- l'estimation de la dépense de 4.250 € à imputer à l'article 722/724-60/96 du budget extraordinaire 2013;
- la passation du marché par procédure négociée sur acceptation de facture;
- le financement de la dépense par emprunt.

Onderwerp 7A – 10 : Basisscholen.- Onderhoudswerken.- Val Fleurischool.- Herstelling van het metalen raamwerk.- Goedkeuring van de voorwaarden van de opdracht.

De Raad,

Overwegende dat het noodzakelijk is over te gaan tot de herstelling van het metalen raamwerk van de Val Fleurischool;

Overwegende dat deze werken toevertrouwd moeten worden aan de leverancier en installateur, rekening houdend met de volledige compatibiliteit van de onderdelen;

Overwegende dat de dienst GGO een maximale uitgave voorziet van € 4.250 die onder artikel 722/724-60/96 van de buitengewone begroting 2013 valt;

Gelet op de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en in het bijzonder artikel 17, § 2, 1° f),

Verleent zijn goedkeuring aan :

- de herstelling van het metalen raamwerk van de school Val Fleuri;
- de raming van de uitgave van € 4.250 te boeken onder artikel 722/724-60/96 van de buitengewone begroting 2013;
- de gunning van de opdracht via een onderhandelingsprocedure met aangenomen factuur;
- de financiering van de uitgave door middel van een lening.

Objet 7A – 11 : Ecole Longchamp.- Remplacement de la gâche électrique du portail d'entrée.- Approbation des conditions du marché.

Le Conseil,

Attendu qu'en séance du 11 décembre 2007 (objet 3A-371), le Collège des Bourgmestre et échevins a désigné l'entrepreneur adjudicataire pour la rénovation des installations électriques de l'école Longchamp aux conditions de son offre de prix du 14 septembre 2007 pour le montant vérifié de 145.441,70 € (hors T.V.A.);

Considérant qu'il est nécessaire de procéder au remplacement de la gâche électrique du portail d'entrée de l'école du Longchamp;

Considérant qu'il y a lieu que soit passé un marché public en vue de l'objet précité;

Considérant que, eu égard à la spécificité de l'achat, il y a lieu de ne consulter que cette firme et ce, conformément à l'article 17, § 2, 1°, f) de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services;

Vu l'article 122 1° de l'arrêté royal du 8 janvier 1996 relatif aux marchés publics de travaux, de fournitures et de services et aux concessions de travaux publics;

Vu l'article 234, alinéa 1 de la nouvelle loi communale,

Approuve :

- 1) le remplacement de la gâche électrique du portail d'entrée de l'école Longchamp;
- 2) la passation d'un marché par procédure négociée sur acceptation de facture avec consultation d'une seule firme spécialisée conformément à l'article 17, § 2, 1° f) de la loi du 24 décembre 1993 relative aux marchés publics;
- 3) l'estimation de la dépense envisagée à 1.279,46 € (hors T.V.A.), soit 1.548,15 € (T.V.A. comprise) à imputer à l'article 722/724-60/96 du budget extraordinaire 2013 où figure un disponible de 88.980 €;
- 4) le financement de la dépense par emprunt.

Onderwerp 7A – 11 : School Longchamp.- Vervanging van het elektrisch deurslot van het toegangshek.- Goedkeuring van de voorwaarden van de opdracht.

De Raad,

Aangezien het college van burgemeester en schepenen in zitting van 11 december 2007 (onderwerp 3A-371) de aannemer heeft aangewezen voor de renovatie van de elektrische installatie van de school Longchamp aan de voorwaarden van zijn offerte van 14 september 2007 voor het gecontroleerd bedrag van € 145.441,70 (excl. btw);

Overwegende dat het noodzakelijk is over te gaan tot de vervanging van het elektrisch deurslot van het toegangshek van de school Longchamp;

Overwegende dat er een overheidsopdracht uitgeschreven moet worden voor de bovenvermelde werken;

Overwegende, gelet op de specifieke aard van de aankoop, dat enkel deze onderneming geraadpleegd zou moeten worden en dit overeenkomstig artikel 17, § 2, 1°, f) van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gelet op artikel 122 1° van het koninklijk besluit van 8 januari 1996 betreffende de overheidsopdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten en de concessies voor openbare werken;

Gelet op artikel 234, alinea 1 van de nieuwe gemeentewet,

Verleent zijn goedkeuring aan :

- 1) de vervanging van het elektrisch deurslot van het toegangshek van de school Longchamp;
- 2) de gunning van de opdracht via een onderhandelingsprocedure met aangenomen factuur met raadpleging van een enkele gespecialiseerde onderneming overeenkomstig artikel 17, § 2, 1° f) van de wet van 24 december 1993 betreffende de overheidsopdrachten;
- 3) de raming van de overwogen uitgave van € 1.279,46 (excl. btw), ofwel € 1.548,15 (incl. btw) te boeken onder artikel 722/724-60/96 van de buitengewone begroting 2013 waar een bedrag beschikbaar is van € 88.980;
- 4) de financiering van de uitgave door middel van een lening.

Objet 7A – 12 : Parking Saint-Pierre.- Placement d'un plafond résistant au feu (RF) et d'une télésurveillance.- Approbation des conditions du marché.

Le Conseil,

Considérant qu'il est nécessaire de procéder à l'installation d'un plafond résistant au feu (RF) et d'une télésurveillance sur le site du parking Saint-Pierre;

Considérant qu'il y a lieu que soit passé un marché public ayant pour objet les travaux précités;

Considérant que le service Maintenance des bâtiments communaux a rédigé le cahier spécial des charges qui prévoit une dépense maximale de 200.000 € (T.V.A. comprise);

Considérant qu'il y a lieu d'imputer la dépense précitée à l'article 424/724-60/85 du budget extraordinaire 2013 où figure une allocation de 200.000 €;

Vu l'article 234, alinéa 3 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 26, § 2, 1° d) de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services;

Vu l'article 2, § 1, 3° de l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques,

Approuve les points suivants :

1) le projet de placement d'un plafond résistant au feu (RF) et d'une télésurveillance sur le site du parking Saint-Pierre;

2) les documents d'adjudication y relatifs, à savoir le cahier spécial des charges et le plan général de sécurité et de santé;

3) la passation d'un marché par procédure négociée avec publicité conformément à l'article 26, § 2, 1° d) de la loi du 15 juin 2006 relative aux marchés publics et à certains marchés de travaux, de fournitures et de services et à l'article 2, § 1 3° de l'arrêté royal du 15 juillet 2011 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques;

4) l'estimation de la dépense envisagée, à savoir 200.000 € (T.V.A. comprise) à imputer à l'article 424/724-60/85 du budget extraordinaire 2013;

5) le financement de la dépense par emprunt.

Onderwerp 7A – 12 : Parking Sint-Pieter.- Plaatsing van een brandwerend plafond en een bewaking op afstand.- Goedkeuring van de voorwaarden van de opdracht.

De Raad,

Overwegende dat het noodzakelijk is over te gaan tot de plaatsing van een brandwerend plafond en een bewaking op afstand op de site van de parking Sint-Pieter;

Overwegende dat er een overheidsopdracht uitgeschreven moet worden met de voormelde werken als onderwerp;

Overwegende dat de dienst Onderhoud Gemeentebouwen het bestek heeft opgemaakt waarin een maximale uitgave is voorzien van € 200.000 (incl. btw);

Overwegende dat de voormelde uitgave geboekt moet worden onder artikel 424/724-60/85 van de buitengewone begroting 2013 waar een bedrag is voorzien van € 200.000;

Gelet op artikel 234, alinea 3 van de nieuwe gemeentewet;

Gelet op artikel 26, § 2, 1° d) van de wet van 15 juni 2006 betreffende de overheidsopdrachten en sommige opdrachten voor aanneming van werken, leveringen en diensten;

Gelet op artikel 2, § 1 3° van het koninklijk besluit van 15 juli 2011 plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren,

Verleent zijn goedkeuring aan de volgende punten :

1) de plaatsing van een brandwerend plafond en een bewaking op afstand op de site van de parking Sint-Pieter;

2) de daarbij horende aanbestedingsdocumenten, namelijk het bestek en het algemeen gezondheids- en veiligheidsplan;

3) de gunning van de opdracht via een onderhandelingsprocedure met bekendmaking overeenkomstig artikel 26, § 2, 1° d) van de wet van 15 juni 2006 overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en artikel 2, § 1 3° van het van het koninklijk besluit van 15 juli 2011 plaatsing overheidsopdrachten klassieke sectoren;

4) de raming van de overwogen uitgave van € 200.000 (incl. btw) te boeken onder artikel 424/724-60/85 van de buitengewone begroting 2013;

5) de financiering van de uitgave door middel van een lening.

Objet 7B – 1 : Police de la circulation routière.- Règlement général complémentaire.- Voiries communales.- Abrogations, rectifications et nouvelles dispositions.

Le Conseil,

Attendu que le règlement général complémentaire sur les voiries communales, approuvé par le Conseil communal en séance du 7 septembre 2000, nécessite diverses modifications;

Que certains articles demandent une abrogation, une réactualisation ou une nouvelle disposition,

Décide de compléter le règlement général complémentaire sur les voiries communales comme suit :

Abrogations :

Article 17.II.- Le stationnement est réservé aux endroits suivants :

17.II.1- à certaines catégories de véhicules :

17.II.1.b- C.D.

17.II.1.b.76.- Avenue du Prince d'Orange, 87, Résidence de l'Ambassadeur du Danemark;

Article 17.II.- Le stationnement est réservé aux endroits suivants :

17.II.1- à certaines catégories de véhicules :

17.II.1.d- Handicapés.

17.II.1.d.143.- Avenue Bel-Air, à hauteur du n° 124, sur une distance de 6 m;

17.II.1.d.246.- Dieweg, 90;

Article 17.II.- Le stationnement est réservé aux endroits suivants :

17.II.1- à certaines catégories de véhicules :

17.II.1.g- Aux véhicules postaux.

17.II.1.g.1.- Avenue Montjoie, devant l'immeuble n° 228, du lundi au vendredi, de 8 h 00 à 18 h 00, sur une distance de 10 m;

17.II.1.g.3.- Rue Vanderkindere, 102, du lundi au vendredi, de 8 h 00 à 18 h 00, sur une distance de 10 m;

Article 17.III.- Le stationnement est obligatoire :

17.III.1- sur le trottoir ou sur l'accotement (E9e + additionnel éventuel)

17.III.1.34.- Rue Egide Van Ophem, face au débouché de la rue François Vervloet;

Article 22.E.- Des zones dans lesquelles la vitesse est limitée à 30 km/h sont prévues aux endroits ci-après :

22.E.28.- Rue du Melkriek, de la rue François Vervloet à la chaussée de Drogenbos (école Ganenou);

Rectifications :

Article 2.D.- Les endroits ci-après sont réservés au jeu durant certaines périodes:

2.D.1.- Rue du Coq, dans le tronçon compris entre la rue des Moutons et la chaussée d'Alseberg, le premier dimanche du mois, de 12h à 17h, de mai à octobre;

2.D.2.- Rue des Poussins, le premier dimanche du mois, de 12h à 17h, de mai à octobre;

Article 14.- Le stationnement est interdit sur les voies ou tronçons de voies suivantes :

14.135.- Avenue Groelstveld, du n° 52 au n° 34, du n° 41 au n° 25, du n° 24 au n° 6 et du n°13 jusqu'au carrefour avec Dieweg;

14.162.- Chaussée de Saint-Job, entre les n°s 711 et 715, sur une distance de 12 m;

14.286.- Rue Egide Van Ophem, 28, sur une distance de 12 m;

Article 17.II.- Le stationnement est réservé aux endroits suivants :

17.II.1- à certaines catégories de véhicules :

17.II.1.b- C.D.

17.II.1.b.47.- Avenue Wolvendael, du côté opposé aux numéros 21-23, Chancellerie de l'Ambassade de l'Etat d'Erythrée : 12 m;

Article 17.II.- Le stationnement est réservé aux endroits suivants :

17.II.4- aux autocars.

17.II.4.29.- Avenue Montjoie, 93, à hauteur de l'Institut Montjoie, du lundi au vendredi, de 7 h 30 à 16 h 30, sur une distance de 12 m;

Nouvelles dispositions :

Article 4.A.- L'accès des voies ci-après est interdit aux conducteurs de véhicules dont le poids en charge dépasse le poids indiqué :

4.A.51.- Avenue de Castonier : 3,5 tonnes (excepté desserte locale), sur le territoire d'Uccle, conjointement avec la commune de Rhode-Saint-Genèse;

Article 12.A.- Les voies ci-après sont rendues débitrices de priorité :

12.A.7.- Avenue des Chênes, par rapport à l'avenue Montana;

Article 13.E.- Des passages pour piétons sont délimités aux endroits suivants :

13.E.469.- Chaussée de Saint-Job, au carrefour avec l'avenue Groelstveld;

13.E.470.- Rue Xavier De Bue, au carrefour avec la rue Verhulst;

Article 13.J.- Des zones d'évitement, ayant une longueur qui se situe entre 1 m et 3 m, sauf spécifié autrement, sont établies aux endroits suivants :

13.J.298.- Avenue Groelstveld, du côté opposé au n° 1;

13.J.299.- Avenue Montana, 34;

13.J.300.- Avenue Groelstveld, 6;

13.J.301.- Rue Edouard Michiels, côté impair, au carrefour avec la rue de Stalle;

13.J.302.- Avenue Groelstveld, 41;

13.J.303.- Avenue Groelstveld, 24;

13.J.304.- Avenue Groelstveld, 34;

13.J.305.- Avenue Groelstveld, 15;

13.J.306.- Avenue Groelstveld, 25;

13.J.307.- Avenue Groelstveld, du côté opposé au n° 50;

Article 14.- Le stationnement est interdit sur les voies ou tronçons de voies suivantes :

14.288.- Avenue du Prince de Ligne, 18, du lundi au vendredi, de 7h à 9h et de 16h à 17h, sur une distance de 10m;

14.289.- Avenue Montjoie, 97, du lundi au vendredi, de 7h30 à 9h00 et de 16h00 à 18h00, sur une distance de 20m (dépose-minute);

Article 17.II.- Le stationnement est réservé aux endroits suivants :

17.II.1- à certaines catégories de véhicules :

17.II.1.b- C.D.

17.II.1.b.81.- Avenue de Foestraets, 27, Résidence officielle de l'Ambassadeur du Danemark : 6 m;

17.II.1.b.82.- Avenue Hamoir, 56 C, Résidence officielle de l'Ambassadeur d'Uruguay : 6 m (stationnement obligatoire sur accotement);

Article 17.II.- Le stationnement est réservé aux endroits suivants :

17.II.1- à certaines catégories de véhicules :

17.II.1.d- Handicapés.

17.II.1.d.279.- Avenue Bel-Air, 7, sur une distance de 6 m;

17.II.1.d.280.- Rue Lincoln, 76, sur une distance de 6 m;

17.II.1.d.281.- Place de la Sainte-Alliance, du côté opposé au n° 10 sur 6 m;

17.II.1.d.282.- Rue Rittweger, 17, sur une distance de 12m;

17.II.1.d.283.- Rue des Glaïeuls, côté impair, au carrefour avec l'avenue de Messidor;

17.II.1.d.284.- Rue Vanderkindere, au mitoyen des numéros 175 -173;

17.II.1.d.285.- Avenue des Chênes, du côté opposé au n°11, sur une distance de 6 m;

Article 17.II.- Le stationnement est réservé aux endroits suivants :

17.II.1- à certaines catégories de véhicules :

17.II.1.g- Aux véhicules postaux.

17.II.1.g.5.- Rue Vanderkindere, au mitoyen des numéros 173-171, du lundi au vendredi, de 9h00 à 17h00, sur une distance de 10m;

Article 17.IV.1.- Le stationnement est limité dans le temps dans les rues suivantes :

17.IV.1.4.- Square De Fré;

Article 19.- Le stationnement est interdit aux endroits suivants :

19.162.- Rue Zeecrabbe, du côté opposé au n°21 au côté opposé au n°19A;

Article 20.- Une zone de stationnement de 2 mètres minimum de largeur sera délimitée sur la chaussée parallèlement au trottoir dans les voies suivantes :

20.132.- Avenue Groelstveld du côté opposé au n° 50 au côté opposé au n° 36, du n° 28 au n°24, du n° 25 au n° 15 et du côté opposé au n° 9 au côté opposé au n° 1;

Article 22.H.- La réglementation de la zone bleue est d'application sur les voies ou tronçons de voies ci-après, excepté pour les riverains.

22.H.b.- 60 minutes.

22.H.b.14.- Rue Dodonée, entre l'avenue Bel-Air et l'avenue Winston Churchill.

Onderwerp 7B – 1 : **Politie op het wegverkeer.- Algemeen bijkomend reglement.- Gemeentewegen.- Intrekkingen, verbeteringen en nieuwe bepalingen.**

De Raad,

Aangezien het algemeen bijkomend reglement op de gemeentewegen, goedgekeurd op 7 september 2000, gewijzigd moet worden;

Aangezien bepaalde artikels ingetrokken of geactualiseerd moeten worden of een nieuwe bepaling moeten krijgen,

Besluit het algemeen bijkomend reglement op de gemeentewegen als volgt aan te vullen :

Intrekkingen :

Artikel 17.II.- Op navolgende plaatsen is het parkeren voorbehouden aan :

17.II.1- bepaalde categorieën van voertuigen :

17.II.1.b- C.D.

17.II.1.b.76.- Prins van Oranjelaan, 87, residentie van de ambassadeur van Denemarken;

Artikel 17.II.- Op navolgende plaatsen is het parkeren voorbehouden aan :

17.II.1- bepaalde categorieën van voertuigen:

17.II.1.d- Gehandicapten.

17.II.1.d.143.- Schoon Uitzichtlaan, ter hoogte van het nr 124, over een afstand van 6 m;

17.II.1.d.246.- Dieweg, 90;

Artikel 17.II.- Op navolgende plaatsen is het parkeren voorbehouden aan :

17.II.1- bepaalde categorieën van voertuigen :

17.II.1.g- Postvoertuigen.

17.II.1.g.1.- Montjoielaan, voor het gebouw nr 228, van maandag tot vrijdag, de 8 tot 18 uur, over een afstand van 10 m;

17.II.1.g.3.- Vanderkinderestraat, 102, van maandag tot vrijdag, van 8 tot 18 uur, over een afstand van 10 m;

Artikel 17.III.- Op navolgende plaatsen is het parkeren verplicht :

17.III.1- op het trottoir of de berm: (E9e + eventueel onderbord)

17.III.1.34.- Egide Van Ophemstraat, tegenover de uitgang naar de François Vervloetstraat;

Artikel 22.E.- Zones met een snelheidsbeperking van 30 km/u worden voorzien op de volgende plaatsen :

22.E.28.- Melkriekstraat, van de François Vervloetstraat tot de Drogenbossesteenweg (school Ganenou);

Verbeteringen :

Artikel 2.D.- De navolgende plaatsen zijn voorbehouden voor spel tijdens bepaalde periodes :

2.D.1.- Haanstraat, in het gedeelte tussen de Schapenstraat en de Alsebergsesteenweg, de eerste zondag van de maand, van 12 tot 17 uur, van mei tot

oktober;

2.D.2.- Kippekensstraat, de eerste zondag van de maand, van 12 tot 17 uur, van mei tot oktober;

Artikel 14.- Op navolgende wegen of wegvakken is het parkeren verboden :

14.135.- Groelstveldlaan, van het nr 52 tot het nr 34, van het nr 41 tot het nr 25, van het nr 24 tot het nr 6 en van het nr 13 tot aan het kruispunt met de Dieweg;

14.162.- Sint-Jobsesteenweg, tussen de nrs 711 en 715, over een afstand van 12 m;

14.286.- Egide Van Ophemstraat, 28, over een afstand van 12 m;

Artikel 17.II.- Op navolgende plaatsen is het parkeren voorbehouden aan :

17.II.1- bepaalde categorieën van voertuigen :

17.II.1.b- C.D.

17.II.1.b.47.- Wolvendaellaan, van de kant tegenover de nrs 21-23, kantoor van de ambassade van de Staat Eritrea: 12 m;

Artikel 17.II.- Op navolgende plaatsen is het parkeren voorbehouden aan :

17.II.4- Autocars.

17.II.4.29.- Montjoielaan, 93, ter hoogte van het Instituut Montjoie, van maandag tot vrijdag, van 7.30 tot 16.30 uur, over een afstand van 12 m;

Nieuwe bepalingen :

Artikel 4.A.- Op navolgende wegen is het ieder bestuurder van voertuigen met een gewicht hoger dan het vermelde gewicht verboden te rijden :

4.A.51.- De Castonierlaan: 3,5 ton (uitgezonderd plaatselijke bediening), op het Ukkels grondgebied, gezamenlijk met de gemeente Sint-Genesius-Rode;

Artikel 12.A.- De volgende wegen verliezen hun voorrang :

12.A.7.- Eikenlaan, in verhouding tot de Montanalaan;

Artikel 13.E.- Op navolgende plaatsen worden oversteekplaatsen voor voetgangers afgebakend :

13.E.469.- Sint-Jobsesteenweg, aan het kruispunt met de Groelstveldlaan;

13.E.470.- Xavier De Buestraat, aan het kruispunt met de Verhulststraat;

Artikel 13.J.- Op navolgende plaatsen worden verdrijvingsvlakken ingericht met een lengte variërend tussen 1 en 3 m, hetzij anders bepaald :

13.J.298.- Groelstveldlaan, van de kant tegenover het nr 1;

13.J.299.- Montanalaan, 34;

13.J.300.- Groelstveldlaan, 6;

13.J.301.- Edouard Michielsstraat, oneven kant, aan het kruispunt met de Stallestraat;

13.J.302.- Groelstveldlaan, 41;

13.J.303.- Groelstveldlaan, 24;

13.J.304.- Groelstveldlaan, 34;

13.J.305.- Groelstveldlaan, 15;

13.J.306.- Groelstveldlaan, 25;

13.J.307.- Groelstveldlaan, van de kant tegenover het nr 50;

Artikel 14.- Op navolgende wegen of wegvakken is het parkeren verboden :

14.288.- Prins de Lignelaan, 18, van maandag tot vrijdag, van 7 tot 9 en van 16 tot 17 uur, over een afstand van 10 m;

14.289.- Montjoielaan, 97, van maandag tot vrijdag, van 7.30 tot 9 en van 16 tot 18 uur, over een afstand van 20 m (kiss-and-ride);

Artikel 17.II.- Op navolgende plaatsen is het parkeren voorbehouden aan :

17.II.1- bepaalde categorieën van voertuigen :

17.II.1.b- C.D.

17.II.1.b.81.- de Foestraetslaan, 27, officiële residentie van de ambassadeur van Denemarken: 6 m;

17.II.1.b.82.- Hamoirlaan, 56 C, officiële residentie van de ambassadeur van Uruguay: 6 m (verplicht parkeren op de berm);

Artikel 17.II.- Op navolgende plaatsen is het parkeren voorbehouden aan :

17.II.1- bepaalde categorieën van voertuigen :

17.II.1.d- Gehandicapten.

17.II.1.d.279.- Schoon Uitzichtlaan, 7, over een afstand van 6 m;

17.II.1.d.280.- Lincolnstraat, 76, over een afstand van 6 m;

17.II.1.d.281.- Heilig Verbondplein, van de kant tegenover het nr 10 over 6 m;

17.II.1.d.282.- Rittwegerstraat, 17, over een afstand van 12 m;

17.II.1.d.283.- Lisbloemenstraat, oneven kant, aan het kruispunt met de Messidorlaan;

17.II.1.d.284.- Vanderkinderestraat, aan de scheidingsmuur van de nrs 175 -173;

17.II.1.d.285.- Eikenlaan, van de kant tegenover het nr 11, over een afstand van 6 m;

Artikel 17.II.- Op navolgende plaatsen is het parkeren voorbehouden aan :

17.II.1- bepaalde categorieën van voertuigen :

17.II.1.g- Postvoertuigen.

17.II.1.g.5.- Vanderkinderestraat, aan de scheidingsmuur van de nrs 173-171, van maandag tot vrijdag, van 9 tot 17 uur, over een afstand van 10m;

Artikel 17.IV.1.- Op navolgende wegen in het parkeren beperkt in de tijd :

17.IV.1.4.- De Frésquare;

Artikel 19.- Parkeren is verboden op de volgende plaatsen:

19.162.- Zeecrabbestraat, van de kant tegenover het nr 21 tot de kant tegenover het nr 19A;

Artikel 20.- Op navolgende wegen zal op de rijbaan en evenwijdig met het trottoir een parkeerzone van minimaal 2 meter breed afgebakend worden :

20.132.- Groelstveldlaan van de kant tegenover het nr 50 tot de kant tegenover het nr 36, van het nr 28 tot het nr 24, van het nr 25 tot het nr 15 en van de kant tegenover het nr 9 tot de kant tegenover het nr 1;

Artikel 22.H.- Op navolgende wegen of wegvakken is de reglementering van de blauwe zone van toepassing, behalve voor de bewoners :

22.H.b.- 60 minuten.

22.H.b.14.- Dodonéestraat, tussen de Schoon Uitzichtlaan en de Winston Churchilllaan.

Objet 7B – 2 : Règlement d'administration intérieure.- "En ville sans ma voiture" du 22 septembre 2013.

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, notamment son article 117;

Vu l'accord conclu le 5 juin 2013 entre les bourgmestres des dix-neuf communes de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale;

Considérant que le 22 septembre 2013 aura lieu la "journée sans voiture";

Que le conseil communal décide de s'associer également à cet événement;

Qu'à cette occasion, seules les personnes et les véhicules autorisés pourront circuler sur tout le territoire des dix-neuf communes;

Qu'il convient dès lors d'assurer la cohérence dans la délivrance des autorisations;

Qu'à cet égard, une multiplication des démarches pour la personne désirant obtenir une autorisation risque de la dissuader de se conformer au règlement et, partant, de l'inciter à frauder,

Arrête :

Article unique. L'accord conclu 5 juin 2013 entre le bourgmestre de la commune d'Uccle et les bourgmestres des dix-huit autres communes de l'arrondissement administratif de Bruxelles-Capitale est approuvé.

Onderwerp 7B – 2 : **Reglement van inwendig bestuur.- "Zonder auto, mobiel in de stad" van 22 september 2013.**

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, met name het artikel 117;

Gelet op het akkoord gesloten op 5 juni 2013 tussen de burgemeesters van de negentien gemeenten van het administratieve arrondissement Brussel-Hoofdstad;

Overwegende dat op 22 september 2013 de dag "zonder auto mobiel in de stad" plaatsvindt;

Dat de gemeenteraad beslist om zich bij dit evenement aan te sluiten;

Dat bij deze gelegenheid enkel de personen en de voertuigen die een toelating hebben verkregen, zich mogen verplaatsen over het hele grondgebied van de negentien gemeenten;

Dat dienovereenkomstig coherentie dient verzekerd bij de uitreiking van doorgangsbewijzen;

Dat een uitbreiding van het aantal stappen die men dient te ondernemen om een doorgangsbewijs te verkrijgen, een afradend effect kan hebben om het reglement na te leven en tot fraude kan aanzetten,

Besluit :

Enig artikel. Het akkoord dat op 5 juni 2013 gesloten werd tussen de burgemeester van de gemeente Ukkel en de burgemeesters van de achttien andere gemeenten van het administratieve arrondissement Brussel-Hoofdstad is goedgekeurd.

Objet 7C – 1 : **Renouvellement de la convention centrale d'achats/centrale de marchés avec le GIAL (INF181).**

Le Conseil,

Attendu que le GIAL propose de renouveler la convention signée en 2010 par laquelle l'Administration communale d'Uccle peut commander les fournitures et services repris à l'annexe 1 en bénéficiant des conditions remises par les adjudicataires des marchés réalisés par le GIAL pour ses besoins propres ainsi que pour toutes les administrations et CPAS signant cette convention;

Que les marchés ont été réalisés soit en centrale d'achats soit en centrale de marchés et suppose le paiement d'une commission correspondant à 5 % du montant des achats, cette commission permettant de couvrir les frais de la procédure du marché public, la remise des prix, la gestion de la facturation et le support à la gestion de la convention;

Que la facturation sera réalisée soit par le GIAL pour les marchés réalisés en centrale d'achats soit par l'adjudicataire pour les marchés réalisés en centrale de marchés;

Que le GIAL s'est engagé à respecter les dispositions légales relatives aux marchés publics;

Que le présent mandat peut être étendu à d'autres marchés par un avenant spécifique;

Que ce mandat est gratuit;

Que la signature de ce mandat entraîne la résiliation du précédent mandat signé avec le GIAL;

Marque son accord sur :

- l'approbation du projet de renouvellement de la convention de mandat avec le GIAL
- la résiliation du précédent mandat conclu avec le GIAL.

Onderwerp 7C - 1.- **Vernieuwing van de overeenkomst aankoopcentrale/opdrachtcentrale met GIAL (INF181).**

De Raad,

Aangezien GIAL voorstelt om de overeenkomst te vernieuwen, in 2010 ondertekend, waarmee het gemeentebestuur van Ukkel leveringen en diensten kan bestellen, opgenomen in bijlage 1, en kan genieten van kortingsvoorwaarden van de aannemers van de opdrachten, gerealiseerd door GIAL voor haar noden en die van alle besturen en OCMW's die deze overeenkomst hebben ondertekend;

Aangezien de opdrachten werden gerealiseerd door de aankoopcentrale ofwel de opdrachtcentrale en er een commissie betaald moet worden van 5% van het bedrag van de aankopen; deze commissie laat toe het volgende te dekken: de procedurekosten van de overheidsopdracht, de korting, het beheer van de facturering en de ondersteuning bij het beheer van de overeenkomst;

Aangezien de facturering wordt uitgevoerd door GIAL voor de opdrachten van de aankoopcentrale en door de aannemer voor de opdrachten van de opdrachtcentrale;

Aangezien GIAL zich ertoe heeft verbonden de wettelijke bepalingen inzake de overheidsopdrachten na te leven;

Aangezien het huidige mandaat uitgebreid kan worden naar andere opdrachten via een specifiek aanhangsel;

Aangezien dit mandaat gratis is;

Aangezien de ondertekening van dit mandaat de verbreking inhoudt van het vorige mandaat, ondertekend met GIAL;

Verleent zijn goedkeuring aan:

- de vernieuwing van de mandaatovereenkomst met GIAL;
- de verbreking van het vorige mandaat, afgesloten met GIAL.

Objet 8A – 1 : **A.S.B.L. Animation Prévention Socio-Culturelle.- Bilan et Compte 2012.**

Le Conseil,

Vu que l'A.S.B.L. Animation Prévention Socio-Culturelle a été constituée par le Conseil communal en date du 27 juin 1991;

Attendu que l'A.S.B.L. présente son compte 2012 approuvé par l'Assemblée Générale en séance du 13 juin 2013,

Prend acte du compte 2012 de l'A.S.B.L. Animation Prévention Socio-Culturelle.

Onderwerp 8A – 1 : **V.Z.W. Animatie Socio-Culturele Preventie.- Balans en Rekening 2012.**

De Raad,

Gelet op de V.Z.W. Animatie Socio-Culturele Preventie opgericht werd door een beslissing van de Gemeenteraad, genomen in zitting van 27 juni 1991;

Aangezien dat de V.Z.W. de rekening voor 2012, door de Algemene Vergadering goedgekeurd in zitting van 13 juni 2013, voorstelt,

Neem kennis van de rekening 2012 van de V.Z.W. Animatie Socio-culturele Preventie.

Objet 9C – 1.- **Création d'un Conseil consultatif communal de la personne porteuse de handicap.**

M./de h. Wyngaard se réjouit de la création d'un Conseil consultatif communal de la personne porteuse de handicap et félicite le Collège et Mme l'Echevin Roba. Il est prévu que cet organe se réunisse au moins trois fois par an. Cette initiative est pleinement soutenue par le groupe Ecolo. M. Wyngaard souhaite savoir si le rapport relatif à cet organe

ainsi que le règlement d'ordre intérieur pouvaient être communiqués pour information aux conseillers communaux. De plus, une publicité de cette nouvelle institution sera diffusée afin d'inviter les habitants à s'y investir.

- Mme de T'Serclaes rentre -

- Mevr. de T'Serclaes komt de zaal binnen -

Mme/Mevr. Verstraeten souhaite être avertie de la date de la prochaine réunion.

M./de h. Desmet est, comme son chef de groupe, fort heureux de la réalisation et de la concrétisation de ce Conseil consultatif.

M. Desmet aimerait être certain que toutes les personnes porteuses d'un handicap à Uccle puissent être informées, présentes et, si elles l'expriment, être sensibilisées à ce conseil consultatif. L'article 3 donne l'impression que certaines personnes pourraient passer entre les mailles du filet.

Concernant le point b de l'article 3, M. Desmet constate une petite erreur grammaticale. En effet, on peut lire "de personnes porteuses de handicap indépendantes". Ne serait-il pas préférable d'indiquer "de personnes indépendantes porteuses de handicap"?

Mme l'Echevin/Mevr. de schepen Roba remercie les conseillers pour leurs remarques intéressantes ainsi que leurs compliments pour la réalisation de ce Conseil consultatif. Mme Roba loue la collaboration qu'elle a nouée avec Mme Maison, Echevin des Affaires juridiques et Mme Delwart, Echevin de l'Action sociale. Mme Verstraeten sera évidemment prévenue au même rythme que les personnes qui composeront le Conseil en question. Concernant la question de M. Desmet, certaines personnes ne seront malheureusement pas informées et ce malgré les moyens d'information communaux tels que le Wolvendael ou l'envoi de courrier à des personnes qui se seront manifestées et déjà enregistrées comme étant des personnes porteuses de handicap. Des associations connues et subsidiées par la commune seront évidemment prévenues directement. Mme Roba demande à tous de prévenir leurs connaissances que ce Conseil consultatif va être créé et que celles-ci peuvent introduire une demande. Le nombre de membres du Conseil est fixé par le Collège et ne peut dépasser le nombre de membres du Conseil communal.

Mme Roba regrette de ne pas avoir reçu les remarques de M. Wyngaard en commission. Concernant l'article 2 (Composition du Conseil), Mme Roba prône la proposition de M. Wyngaard de supprimer "et ce, quel qu'en soit la cause" de la phrase : "Le Collège des Bourgmestre et Echevins procède à un appel public aux candidatures après chaque renouvellement du Conseil communal et ce, quel qu'en soit la cause". De même pour l'article 3, il n'y a aucun problème à inverser l'adjectif "indépendantes", ce qui donne la phrase suivante : "de personnes indépendantes porteuses de handicap". Et en ce qui concerne l'article 6, le terme "d'office" sera rajouté (Le Conseil peut, sur avis de son Président ou de celui qui le remplace, proposer la démission d'office des membres qui ne rempliraient plus une des conditions requises par le présent règlement et ceux qui, sans être excusés, n'auraient pas assisté à trois séances consécutives. La démission d'office est actée par le conseil communal, à l'occasion de sa plus prochaine séance, sur proposition du Collège.).

Mme/Mevr. Dupuis est prête à voter ces improvisations de changements et de corrections tout à fait positives mais uniquement sur base d'un texte explicite qui pourrait lui être envoyé à son bureau demain ou après-demain.

Mme l'Echevin/Mevr. de schepen Roba donne raison à Mme Dupuis et transmettra, par courrier électronique, le statut avec son toilettage.

Objet 9C – 1 : **Création d'un conseil Consultatif Communal de la personne porteuse de handicap.- Approbation des statuts.**

Le Conseil,

Attendu qu'en séance du 6 mars 2013 le Collège a marqué son accord de principe sur la création d'un conseil Consultatif communal de la personne porteuse de handicap;

A la demande des échevins de l'Égalité des Chances et de l'Action sociale;
Vu l'article 120bis de la nouvelle loi communale;
Sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,
Décide, après en avoir délibéré, d'établir comme suit les statuts pour la mise en place d'un conseil Consultatif Communal de la personne porteuse de handicap :

REGLEMENT DU CONSEIL CONSULTATIF COMMUNAL DE LA PERSONNE PORTEUSE DE HANDICAP

I. OBJET, DEFINITION ET ATTRIBUTIONS DU CONSEIL CONSULTATIF

ARTICLE 1

Il est établi par le Conseil communal d'Uccle, conformément à l'article 120bis de la nouvelle loi communale, un Conseil consultatif dénommé "CONSEIL CONSULTATIF COMMUNAL DE LA PERSONNE PORTEUSE DE HANDICAP", ci-après dénommé "le Conseil";

Par "personne porteuse de handicap", il faut entendre une personne présentant un "handicap" tel que défini par l'Organisation Mondiale de la Santé à savoir, une déficience dont peut découler une incapacité. La déficience peut résulter d'une lésion ou d'une maladie, entraînant une réduction ou une altération provisoire ou définitive, de certaines fonctions anatomiques, physiologiques ou psychologiques. Elle peut se situer au niveau moteur, sensoriel ou intellectuel.

Le conseil a pour objet de :

1. de rendre un avis sur toutes les questions d'intérêt communal qui lui seraient soumises par le Conseil communal liées, directement ou indirectement à la planification, à la mise en œuvre, au suivi, à l'évaluation de chaque action politique et sociale visant l'égalité et l'inclusion de la personne porteuse d'un handicap.

2. d'être le lieu d'information, de réflexion, de débat sur toutes les questions d'intérêt communal liées, directement ou indirectement, à la personne porteuse d'un handicap sur le territoire communal;

3. de permettre à ses membres de suggérer et de proposer aux autorités communales toutes initiatives susceptibles de favoriser les préoccupations des citoyens, résidents de la commune porteurs d'un handicap, en vue d'améliorer leur autonomie et leur qualité de vie.

II. COMPOSITION DU CONSEIL

ARTICLE 2

Les membres du Conseil sont nommés par le Conseil communal sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins.

Le Collège des Bourgmestre et Echevins procède à un appel public aux candidatures après chaque renouvellement du Conseil communal.

Cet appel public est notamment publié sur le site internet communal, par voie d'affichage public et/ou par publication dans le journal communal.

L'acte de candidature est motivé et doit être déposé selon les formes et dans les délais prescrits dans l'appel public.

Un acte de candidature peut également être présenté d'initiative par toute personne bénéficiant des conditions d'éligibilité prévues à l'article 3 du présent règlement, à n'importe quel moment et par simple lettre dûment motivée adressée au Collège des Bourgmestre et Echevins qui proposera ladite candidature au plus prochain Conseil communal.

Le Conseil communal arrête la composition du Conseil d'une part sur base des conditions d'éligibilité visées à l'article 3 du présent règlement et d'autre part de manière à assurer le respect des dispositions de l'article 120bis alinéa 3 de la Nouvelle Loi communale limitant à un maximum de deux tiers les membres du même sexe.

En cas de vacance, le Conseil communal pourra procéder à la désignation d'un nouveau membre conformément à la procédure prévue à l'alinéa 1.

ARTICLE 3

Le Conseil est constitué :

a) de représentant(e)s d'associations qui œuvrent en faveur de la promotion et de la défense des intérêts des personnes porteuses de handicap, ayant leur siège sur le territoire de la Commune d'Uccle et/ou ayant effectivement des activités sur le territoire de la Commune d'Uccle. Chaque association présente un membre effectif et un membre suppléant. La demande de candidature doit être accompagnée des statuts de l'association.

Le suppléant remplace le membre effectif chaque fois que celui-ci est empêché.

b) de personnes indépendantes porteuses de handicap ou des experts, se présentant à titre individuel, domiciliés à Uccle ou exerçant leurs activités sur le territoire de la Commune d'Uccle.

Les personnes qui se présentent à titre individuel n'ont pas de suppléant.

c) Le ou les membres du Collège des Bourgmestre et Echevins qui ont l'Egalité des Chances et l'Action sociale dans leurs attributions ainsi que le Président du CPAS.

Pour être membre du Conseil, il faut en outre, réunir les conditions suivantes :

1°) Etre âgé de 18 ans au moins;

2°) Jouir des droits civils et politiques;

3°) Bénéficier d'une légitimité pour représenter les intérêts d'une personne porteuse d'un handicap ou disposant d'une expérience utile dans ce domaine.

Le nombre de membres du Conseil est fixé par le Collège et ne peut dépasser le nombre de membres du Conseil communal.

ARTICLE 4

La durée du mandat est celle de la législature. Il est gratuit et renouvelable.

ARTICLE 5

Tout membre est libre de se retirer du Conseil. La démission est adressée par écrit au Collège des Bourgmestre et Echevins pour être ensuite actée par le Conseil communal en sa plus prochaine séance. Elle ne devient effective qu'à dater de la délibération conforme.

ARTICLE 6

Le Conseil peut, sur avis de son Président ou de celui qui le remplace, proposer la démission d'office des membres qui ne rempliraient plus une des conditions requises par le présent règlement et ceux qui, sans être excusés, n'auraient pas assisté à trois séances consécutives. La démission d'office est actée par le Conseil communal, à l'occasion de sa plus prochaine séance, sur proposition du Collège. La démission ne devient effective qu'à dater de la décision du Conseil communal.

ARTICLE 7

Ceux des membres qui auraient commis une infraction aux lois et règlements, au présent règlement, ou encore aux règles de probité et de bienséance généralement admises pourront faire l'objet d'une mesure d'exclusion définitive par le Collège des Bourgmestre et Echevins. Le Collège aura préalablement invité l'intéressé à être entendu.

Le Conseil communal est informé de la décision d'exclusion définitive lors de sa plus prochaine séance.

III. ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT DU CONSEIL

ARTICLE 8

Le Conseil élit en son sein un Président et un Vice-Président, si possible de rôles linguistiques différents.

Ils assurent l'un à défaut de l'autre la présidence et la police des réunions.

Le ou les membres du Collège des Bourgmestre et Echevins qui ont l'Egalité des Chances et l'Action sociale dans leurs attributions participent aux réunions avec voix consultative ainsi que le Président du CPAS.

Un secrétaire et un trésorier du Conseil peuvent être nommés par le Conseil communal sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins. Ils sont choisis le cas échéant au sein du personnel communal.

Le Conseil peut inviter à participer aux séances un membre du Collège, autre que ceux précisés à l'article 3c) en fonction de leurs compétences scabinales. Les membres du Conseil communal et/ou du CPAS qui le souhaitent peuvent demander à être invités auprès du Président du Conseil, sans toutefois que le nombre total de membres du Conseil ne dépasse celui fixé à l'article 3 dernier alinéa, du présent règlement.

ARTICLE 9

Le Conseil se réunit aussi souvent que nécessaire et au minimum trois fois par an.

L'ordre du jour est établi :

- par le Président et le Secrétaire,
- sur base notamment des suggestions qui leur sont adressées par les membres du Conseil.

Le Conseil doit en tout cas être convoqué dans le mois lorsqu'au moins 1/3 des membres le demande par lettre adressée au Président et contenant l'ordre du jour proposé.

ARTICLE 10

La convocation se fait par écrit, au moins 15 jours francs avant la date de la réunion. Elle contient l'ordre du jour. Sauf cas d'urgence, aucun objet étranger à l'ordre du jour ne peut être mis en discussion.

ARTICLE 11

Le Conseil ne peut prendre de résolution que si la majorité de ses membres est présente à la réunion.

Toutefois, si le Conseil n'est pas en nombre, il pourra, après une nouvelle convocation, délibérer valablement quel que soit le nombre des membres présents. Il en sera fait mention au procès-verbal.

ARTICLE 12

Toutes les résolutions sont prises à la majorité des suffrages émis par les membres présents. Chaque membre bénéficie d'une voix, sauf s'il exerce par ailleurs un mandat politique, auquel cas il ne siège qu'avec une voix consultative.

Le secrétaire et le Trésorier ne participent pas aux votes.

En cas de partage, la voix du Président ou de celui qui assure la présidence est prépondérante.

ARTICLE 13

Le Secrétaire est chargé de rédiger le procès-verbal de chaque séance. Ce procès-verbal mentionne les résolutions prises, les résultats des votes ainsi que le nom de tous les membres présents ou excusés. Il sera soumis pour approbation au début de la réunion suivante.

Le procès-verbal est transmis au Collège des Bourgmestre et Echevins.

ARTICLE 14

Chaque année, au cours du mois de mars, le Président adresse au Collège des Bourgmestre et Echevins, un rapport général sur l'activité du Conseil durant l'année écoulée.

Le Collège porte ce rapport à la connaissance du Conseil communal

ARTICLE 15

L'administration communale met un local à la disposition du Conseil pour ses réunions.

Tous les frais éventuels de fonctionnement et d'administration du Conseil sont à charge de la Commune d'Uccle selon un budget annuel qui devra être approuvé par le Conseil communal.

IV. DISSOLUTION

ARTICLE 16

Le Conseil est dissous de plein droit en même temps que le Conseil communal.

Le Conseil peut également proposer sa dissolution anticipée au Conseil communal. Cette proposition ne peut être décidée que moyennant le respect du double quorum suivant : deux tiers des membres présents et vote à la majorité des deux tiers des membres présents. En cas d'approbation par le Conseil communal, celui-ci fait procéder au renouvellement du Conseil selon les mêmes modalités que celles prévues à l'article 3 du présent règlement.

V. REGLEMENT D'ORDRE INTERIEUR DU CONSEIL

ARTICLE 17

Le Conseil peut établir et modifier, dans le respect des présents statuts, un règlement d'ordre intérieur. Ce règlement d'ordre intérieur doit être approuvé par le Conseil et transmis pour information au Collège qui le porte à la connaissance du Conseil communal.

Onderwerp 9C – 1 : **Oprichting van een gemeentelijke adviesraad voor personen met een handicap.- Goedkeuring van de statuten.**

De Raad,

Aangezien het college in zitting van 6 maart zijn principeakkoord heeft gegeven voor de oprichting van een gemeentelijke adviesraad voor personen met een handicap;

Op verzoek van de schepenen voor Gelijke Kansen en de schepenen voor Sociale Actie;

Gelet op artikel 120 van de nieuwe gemeentewet;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen,

Beslist, na beraadslaging, als volgt de statuten vast te leggen voor de oprichting van een gemeentelijke adviesraad voor personen met een handicap :

REGLEMENT VAN DE GEMEENTELIJKE ADVIESRAAD VOOR PERSONEN MET EEN HANDICAP

I. DOEL, BESCHRIJVING EN BEVOEGDHEDEN VAN DE ADVIESRAAD

ARTIKEL 1

Overeenkomstig artikel 120bis van de nieuwe gemeentewet richt de gemeenteraad van Ukkel een adviesraad op met de benaming "GEMEENTELIJKE ADVIESRAAD VOOR PERSONEN MET EEN HANDICAP", hierna genoemd "de raad";

Onder "persoon met een handicap" wordt verstaan: een persoon met een handicap zoals bepaald door de Wereldgezondheidsorganisatie, namelijk een gebrek waaruit een onvermogen kan ontstaan. Het gebrek kan het gevolg zijn van zowel een letsel als een ziekte en brengt een tijdelijke of definitieve beperking of verandering met zich mee van bepaalde anatomische, fysiologische of psychologische functies. De beperking kan zich voordoen op motorisch, sensorieel of verstandelijk vlak.

De doelstelling van de raad :

1. advies geven op alle vragen van gemeentelijk belang die voorgelegd worden door de gemeenteraad en die rechtstreeks of onrechtstreeks in verband staan met de planning, de uitvoering, de opvolging en de evaluatie van elke politieke en sociale actie betreffende de gelijkheid en de opnemings van personen met een handicap;

2. de plaats zijn voor informatie, bezinning en debat over alle vragen van gemeentelijk belang die rechtstreeks of onrechtstreeks in verband staan met personen met een handicap op het gemeentelijk grondgebied;

3. zijn leden de mogelijkheid bieden om aan de gemeentelijke overheden alle initiatieven voor te stellen ten bate van de bezorgdheden van de burgers, de inwoners van de gemeente met een handicap, met het oog op de verbetering van hun autonomie en levenskwaliteit.

II. SAMENSTELLING VAN DE RAAD

ARTIKEL 2

De leden van de raad worden door de gemeenteraad benoemd op voordracht van het college van burgemeester en schepenen.

Na elke vernieuwing van de gemeenteraad zal het college van burgemeester en schepenen overgaan tot een openbare oproep tot kandidaten.

Deze openbare oproep zal bekendgemaakt worden op de gemeentelijke website, via openbare aanplakking en/of door publicatie in de gemeentelijke krant.

De kandidatuur moet gemotiveerd zijn en ingediend worden in de vorm en binnen de termijnen zoals vermeld in de openbare oproep.

Een kandidatuur kan eveneens voorgesteld worden op initiatief van elk persoon die voldoet aan de verkiezingsvoorwaarden van artikel 3 van het onderhavige reglement, op gelijk welk ogenblik en via een eenvoudige, behoorlijk gemotiveerde brief, geadresseerd aan het college van burgemeester en schepenen dat deze kandidatuur aan de eerstvolgende gemeenteraad zal voorleggen.

De gemeenteraad legt de samenstelling van de raad vast op basis van de verkiezingsvoorwaarden van artikel 3 van het onderhavige reglement en op een dergelijke wijze dat er geen afbreuk gedaan wordt aan artikel 120bis, alinea 3 van de nieuwe gemeentewet die de beperking oplegt dat maximaal twee derden van de leden van hetzelfde geslacht mogen zijn.

In geval van vacante posten kan de gemeenteraad overgaan tot de aanstelling van een nieuw lid overeenkomstig de procedure van alinea 1.

ARTIKEL 3

De raad is samengesteld uit :

a) vertegenwoordigers van verenigingen die ijveren voor de aanmoediging en verdediging van de belangen van personen met een handicap, die zetelen op het grondgebied van de gemeente Ukkel en/of die daadwerkelijk actief zijn op het grondgebied van de gemeente Ukkel. Elke vereniging stelt een effectief lid en een plaatsvervanger voor. Aan de kandidatuursaanvraag moeten de statuten van de vereniging toegevoegd worden.

De plaatsvervanger vervangt het effectief lid telkens wanneer deze laatste verhinderd is.

b) zelfstandige personen met een handicap of experten die zich voorstellen op persoonlijke basis, gehuisvest in Ukkel of die hun activiteiten uitvoeren op het grondgebied van de gemeente Ukkel.

De personen die zich kandidaat stellen op persoonlijke basis hebben geen plaatsvervanger.

c) het lid of de leden van het college van burgemeester en schepenen, bevoegd voor Gelijke Kansen en Sociale Actie, en de voorzitter van het OCMW.

Om lid te zijn van de raad moet bovendien aan de volgende voorwaarden voldaan zijn :

1°) minimaal 18 jaar;

2°) de burgerlijke en politieke rechten genieten;

3°) genieten van een legimitatie om de belangen van een persoon met een handicap te vertegenwoordigen of over een nuttige ervaring in dit domein beschikken.

Het aantal raadsleden wordt vastgelegd door het college en mag het aantal gemeenteraadsleden niet overschrijden.

ARTIKEL 4

Het mandaat duurt even lang als de legislatuur. Het is kosteloos en vernieuwbaar.

ARTIKEL 5 Elk lid is vrij zich terug te trekken uit de raad. Het ontslag moet schriftelijk naar het college van burgemeester en schepenen gestuurd worden waarna de eerstvolgende zitting van de gemeenteraad er akte van zal nemen. Het wordt pas effectief vanaf de datum van de eensluidende beraadslaging.

ARTIKEL 6

Op advies van de voorzitter of zijn eventuele vervanger kan de raad het ontslag van ambtswege voorstellen van leden die niet meer voldoen aan één of meerdere voorwaarden van het onderhavige reglement en van leden die, zonder zich verontschuldigd te hebben, niet hebben deelgenomen aan drie opeenvolgende zittingen. De eerstvolgende zitting van de gemeenteraad zal akte nemen van het ontslag van ambtswege, op voorstel van het college. Het ontslag wordt pas effectief vanaf de datum van de beslissing van de gemeenteraad.

ARTIKEL 7

De leden die een inbreuk maken op de wetten en de reglementen, op het onderhavige reglement of op de in het algemeen toegelaten regels van oprechtheid en welvoeglijkheid kunnen het onderwerp uitmaken van een definitieve uitsluiting door het college van burgemeester en schepenen. Het college zal de betrokkene voorafgaand uitnodigen om gehoord te worden.

De gemeenteraad wordt tijdens de eerstvolgende zitting op de hoogte gebracht van de beslissing tot definitieve uitsluiting.

III. ORGANISATIE EN WERKING VAN DE RAAD

ARTIKEL 8

De raad kiest uit zijn leden een voorzitter en een ondervoorzitter, indien mogelijk van verschillende taalrollen.

Zij verzekeren - de ene bij ontstentenis van de andere - het voorzitterschap en de ordehandhaving van de vergaderingen.

Het lid of de leden van het college van burgemeester en schepenen die bevoegd zijn voor Gelijke Kansen en Sociale Actie en de voorzitter van het OCMW nemen deel aan de vergaderingen met een raadgevende stem.

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen kan de gemeenteraad een secretaris en een penningmeester van de raad benoemen. Ze worden desgevallend gekozen binnen het gemeentepersoneel.

De raad kan een lid van het College, een ander dan de in artikel 3c) vernoemde leden naargelang hun schepenenbevoegdheden, uitnodigen om deel te nemen aan de zittingen. De leden van de Gemeenteraad en/of van het OCMW die het wensen kunnen aan de Voorzitter van de Raad vragen om uitgenodigd te worden, zonder evenwel het totaal aantal leden van de Raad, vastgelegd in artikel 3 laatste alinea van huidig reglement, te overschrijden.

ARTIKEL 9

De raad vergadert zo dikwijls als nodig is en minimaal drie keer per jaar.

De agenda wordt opgesteld :

- door de voorzitter en de secretaris,
- op basis van suggesties die hen door de raadsleden werden overgemaakt.

De raad moet in elk geval binnen de maand samengeroepen worden wanneer minstens 1/3 van de leden dit schriftelijk aanvraagt bij de voorzitter. Deze aanvraag moet de voorgestelde agenda bevatten.

ARTIKEL 10

De oproeping gebeurt schriftelijk, minstens 15 kalenderdagen voor de datum van de vergadering. De oproeping bevat de agenda. Enkel onderwerpen die op de agenda staan mogen besproken worden, behalve in dringende gevallen.

ARTIKEL 11

De raad kan enkel beslissen wanneer de meerderheid van zijn leden aanwezig is op de vergadering.

Indien het quorum van de raad niet is behaald, kan de raad na een nieuwe oproeping geldig beraadslagen, ongeacht het aantal aanwezige leden. Dit zal vermeld worden in het proces-verbaal.

ARTIKEL 12

Alle beslissingen worden genomen met een meerderheid van stemmen, uitgebracht door de aanwezige leden. Elk lid beschikt over één stem, behalve indien hij eveneens een politiek mandaat uitoefent. In dit laatste geval zetelt hij enkel met een raadgevende stem.

De secretaris en de penningmeester nemen niet deel aan de stemmingen.

Bij staking van stemmen is de stem van de voorzitter of van degene die de vergadering voorziet beslissend.

ARTIKEL 13

De secretaris is belast met de opmaak van het proces-verbaal van elke zitting. Dit proces-verbaal vermeldt de genomen beslissingen, de resultaten van de stemmingen en de naam van alle aanwezige of verontschuldigde leden. Bij de aanvang van de volgende vergadering zal het ter goedkeuring voorgelegd worden.

Het proces-verbaal wordt overgemaakt aan het college van burgemeester en schepenen.

ARTIKEL 14

In de loop van de maand maart van elk jaar zal de voorzitter een algemeen activiteitenverslag van de raad van het afgelopen jaar overmaken aan het college van burgemeester en schepenen.

Het college legt dit rapport ter kennisgeving voor aan de gemeenteraad.

ARTIKEL 15

Het gemeentebestuur stelt een lokaal ter beschikking van de raad voor zijn vergaderingen.

Alle eventuele werkings- en administratiekosten van de raad zijn ten laste van de gemeente Ukkel volgens een jaarlijkse begroting die goedgekeurd moet worden door de gemeenteraad.

IV. ONTBINDING

ARTIKEL 16

De raad is van rechtswege ontbonden op hetzelfde ogenblik als de gemeenteraad.

De raad kan eveneens zijn voortijdige ontbinding voorstellen aan de gemeenteraad. Over dit voorstel kan enkel beslist worden met het volgend dubbel quorum: twee derden van de leden zijn aanwezig en stemmen met een tweederdemeerderheid van de aanwezige leden. In geval van goedkeuring door de gemeenteraad zal deze overgaan tot de vernieuwing van de raad volgens dezelfde modaliteiten als deze die voorzien zijn in artikel 3 van het onderhavige reglement.

V. HUISHOUDELIJK REGLEMENT VAN DE RAAD

ARTIKEL 17

De raad kan, met inachtneming van de onderhavige statuten, een huishoudelijk reglement opstellen en wijzigen. Dit huishoudelijk reglement moet goedgekeurd worden door de adviesraad en ter kennisgeving overgemaakt worden aan het college dat het ter kennisgeving zal overmaken aan de gemeenteraad.

Question orale – Mondelinge vraag

1. M. Minet : Développement des zones 30.

1. De h. Minet : Ontwikkeling van de zones 30

M./de h. Minet explique que le Plan Communal de Mobilité abonde de propositions concrètes pour améliorer la mobilité à Uccle dont le ralentissement des vitesses et des volumes de trafic dans les quartiers résidentiels, par la multiplication des zones 30. Ces zones 30 ont été rendues obligatoires aux abords des différentes écoles pour la sécurité des enfants, d'autres sont situées dans de nombreux quartiers résidentiels (et parfois commerçants). Ceci adoucit bien heureusement la mobilité.

M. Minet demande une attention particulière à apporter sur les rues Gobert et Langeveld qui ont été, à l'époque, reprises dans le cadre du Plan Communal parmi celles qui nécessitent aussi la mise en œuvre d'une zone 30. Cependant, force est de constater, en particulier, que le tronçon de la rue Langeveld, qui s'étend du coin de l'avenue de Sumatra à la rue Edith Cavell représente une zone particulièrement dangereuse pour le piéton, et d'autant pour le piéton fragilisé, au vu de son étroitesse et de la vitesse trop souvent excessive des autos, et souvent des 4x4 voire des camions. De plus, à cet endroit, côté gauche n° 21, les trottoirs varient dans leur largeur entre 1 m, 67 ou 61 cm contraignant le passant à se déplacer à même la voie de circulation. Par ailleurs, la proximité d'une école, d'un restaurant et d'une pharmacie participe, à certaines heures, à un flux de passants plus important, augmentant ainsi les risques d'accidents, notamment lors du débarquement ou de l'embarquement des élèves déposés à cet endroit par les parents motorisés. A cet égard, des riverains de la rue Langeveld expriment leur desideratum d'une zone 30 pour prévenir tout accident qui pourrait survenir et avec le risque pour la commune d'être considérée comme solidairement responsable de cette situation.

M. Minet souhaiterait être avisé des intentions de la commune pour établir les rues Gobert et Langeveld en zone 30, ou tout au moins, le tronçon de la rue Langeveld dont

question, et ce, pour la prochaine rentrée scolaire au plus tard. Par ailleurs, est-il possible d'être tenu informé de l'ensemble des intentions prioritaires de la commune pour le développement des zones 30, en indiquant la dynamique qui opère du choix et des décisions? Enfin, quelles sont les mesures particulières qui sont prises pour vérifier la bonne application et le respect de la vitesse dans les zones 30 existantes ?

M. l'Echevin/de h. schepen Biermann répond que le Plan Communal de Mobilité est en cours d'évaluation dans le processus Advance, mis à disposition par la région. Il va sûrement nécessiter des mises à jour puisqu'il commence déjà quelque peu à dater. Il est prévu de procéder à quelques adaptations par rapport à l'évolution et à la pression du trafic mais aussi par rapport aux mentalités qui nécessitent un travail assez important.

Concernant la question relative au contrôle des zones 30, la commune ne peut pas appliquer de sanctions administratives dans le cadre des mesures de roulage et ne dispose pas de moyens de répression. L'unique option est donc d'avoir recours à la police. Un partenariat doit s'organiser avec la police et il fonctionne bien dans le cadre de la mise en œuvre de nouvelles mesures en termes de mobilité.

En ce qui concerne le principe de la zone 30, il faut d'abord constater qu'il n'est souvent pas possible de dépasser les 30km/h en raison de la pression du trafic, ce qui n'est pas une si mauvaise chose. La zone 30 présente l'avantage de redonner la rue et le quartier à ses habitants, aux clients des commerces, ... notamment parce que les statistiques sont claires en matière d'accidents de voitures. En effet, un piéton renversé par une voiture à 50km/h aura 20 % de chance de s'en sortir alors que si la voiture roule à une vitesse de 30km/h, le piéton aura 90 % de chance d'être sauvé. Toutes ces statistiques existent et sont connues (distances de freinage, ...). Lorsque on parle de mettre une voirie en zone 30, avec toutes les difficultés de contrôle que cela implique, on a le sentiment qu'on applique une mesure d'exception. Au contraire, la zone 30 n'était pas une exception à Uccle et ce, bien avant la mise en œuvre du Plan Communal de Mobilité. La liste, reprenant l'ensemble des voiries en zone 30, est extrêmement longue et est d'autant plus parlante lorsqu'on l'applique à une carte. Les voiries restées en blanc sont relativement peu nombreuses et il s'agit surtout des grands axes qui traversent la commune. Ces voiries, limitées à 50km/h, ne constituent pas la majorité. La plupart des voiries uccloises sont réglementées soit en zone 30 de bout en bout (cf. partie verte) soit en zone 30 aux abords d'écoles (cf. partie jaune), soit même en zone résidentielle (cf. partie bleue). Il faut savoir que le Collège met en œuvre ces mesures à tel point que les rues Gobert et Langeveld sont déjà des zones 30 et ce, par décision du Conseil communal du 22 janvier 2009. Ces rues sont matérialisées par des panneaux.

M. l'Echevin Biermann rappelle qu'à l'entrée de l'avenue Gobert se trouve un panneau zone 30. L'I.B.S.R. déconseille de procéder à des rappels "zone 30" à l'intérieur de celle-ci mais il est plus judicieux de marquer une zone 30 à l'entrée ou à la sortie de cette zone. On peut admettre effectivement que la lecture des panneaux n'est pas aisée. A cet égard, deux mesures peuvent être prises. La première consiste à effectuer du marquage au sol et la seconde à prendre des mesures physiques qui obligent à réduire la vitesse. Cependant, toutes les rues ne le permettent pas. Une question qu'on peut se poser est de savoir si la voirie est adaptée pour accueillir une zone 30 et pourquoi ne pas aller plus loin dans la démarche en créant une zone 20, ce qui faciliterait le passage des piétons et des usagers faibles puisque la voirie serait accessible de plain-pied pour les véhicules et pour les piétons.

Les zones 30 en zone scolaire ont, quant à elles, été instituées avant le Plan Communal de Mobilité. La consultation des comptages réalisée permet de constater que la zone 30 est relativement bien respectée. Ce n'est pas suffisant et il faut procéder à certains aménagements de voiries qui doivent être efficaces afin d'empêcher les resquilleurs de contourner trop facilement certaines mesures.

M. Minet retient l'idée de la zone 20.

2. M. Hublet : Entretien des avaloirs.

2. De h. Hublet : Onderhoud van de straatkolken.

M./de h. Hublet explique que dans la déclaration de politique générale, le Collège s'est engagé à lutter le plus efficacement possible contre les inondations. C'est dans ce sens que de gros travaux de bassins d'orage et d'égouts ont été entrepris. Cela a été débattu lors du dernier Conseil communal. Dans le même registre, M. Hublet a été récemment interpellé par plusieurs riverains sur l'entretien des avaloirs. Plusieurs avaloirs sont actuellement bouchés et de fortes pluies, en particulier celles en date du 28 mai 2013, ont occasionné des ennuis de type nappes d'eau et aquaplaning sur routes ou même des inondations dans les maisons voisines. Sans pour autant penser qu'il s'agisse d'une négligence du service de la Voirie, leur entretien, peut-être plus régulier, permettrait sans doute d'éviter ce genre de tracas. Les questions sont les suivantes. Combien y a-t-il d'avaoires dont l'entretien est à charge de la commune ? L'entretien des avaloirs des voiries régionales est-il également à charge de la commune ? De quel matériel la commune dispose-t-elle pour effectuer cet entretien ? Existe-t-il un plan d'entretien de ces avaloirs ? (fréquence, lieux...). Est-il prévu une fréquence plus importante pour certains d'entre eux situés, par exemple, dans les rues plus déclives ? Les riverains ont-ils, comme pour les trottoirs, une quelconque responsabilité en matière d'entretien des avaloirs situés en face de chez eux ? Si oui, il serait peut-être bon de le rappeler via un article publié dans le *Wolvendael*.

Mme l'Echevin/ M. de schepen Gol-Lescot répond que l'entretien des avaloirs ne dépend pas du service de la Voirie mais du service de la Propreté. Le parking est vidé de toutes voitures afin de faciliter le nettoyage d'une rue mais aussi l'accès aux avaloirs. La Commune d'Uccle doit entretenir 9.000 avaloirs. Les avaloirs régionaux sont, quant à eux, à charge de la Région bruxelloise. L'année passée, la cureuse a procédé à 11.061 interventions sur les avaloirs. Il faut savoir que les balayeurs de rues ont chacun une pelle à avaloirs et dès que ceux-ci commencent à se boucher, ils les nettoient mais ce type d'intervention n'est pas comptabilisé.

Lors des inondations du 28 mai 2013, un seul avaloir était bouché. Les avaloirs ne causent donc pas ces inondations. Celles-ci seraient dues aux canalisations d'égouts qui sont en train d'être modifiées. Les avaloirs sont fréquemment nettoyés et contrôlés.

Il faut bien distinguer la différence entre un avaloir cassé et un avaloir bouché. Un avaloir bouché peut être réparé tandis qu'un avaloir cassé demande l'intervention de Vivaqua. Lorsque des orages sont annoncés, les rues en pente sont privilégiées. Ces rues ne posent pas de problèmes par rapport aux rues "dans la cuvette" qui sont également entretenues. Il y 15 jours, quand la météo annonçait des orages qui n'ont finalement pas eu lieu, toute la rue Egide Van Ophem ainsi que la rue de Stalle (qui est une voirie n'appartenant pas à la commune mais dont certains endroits causent des problèmes) ont été revérifiées.

Par contre, le matériel cause un réel problème. En effet, une des cureuses communales est en réparation et la nouvelle cureuse, qui était sur le budget de l'année passée, est en commande. Ce genre de matériel, d'une valeur de 200.000 €, doit être commandé car cela n'existe pas en stock.

Les riverains n'ont aucune responsabilité sur leurs avaloirs bien qu'on soit très content lorsque ceux-ci préviennent quand un problème survient et ce, spécialement lorsque des travaux de réasphaltage ont lieu car les ouvriers oublient de faire attention aux avaloirs. Il faut donc vérifier cela le plus vite possible. Les riverains ont pour seule responsabilité de faire attention quand ils procèdent à des travaux chez eux. Les ouvriers doivent veiller à ne pas vider leurs seaux dans les avaloirs de rue car cela risquerait de les boucher.

3. M. Hayette : a) Travaux de la Place de Saint-Job.

3. De h. Hayette : a) Werken op het Sint-Jobplein.

M./de h. Hayette explique que les travaux de construction du bassin d'orage de la place de Saint-Job continuent à susciter de nombreuses inquiétudes chez les riverains. L'urgence des travaux réalisés à la place de Saint-Job a rappelé l'obligation d'un assainissement communal optimum comme celui de prévoir des égouts dans toutes les rues de la Commune d'Uccle. De plus, les investissements considérables, réalisés par Hydrobru (environ 85 millions d'euros) dans la vallée de Saint-Job, ne seront efficaces qu'à condition de repenser la politique urbanistique en évitant d'augmenter la minéralisation continue des sols de la commune. Dans le cadre des travaux de la place de Saint-Job, M. Hayette demande au Collège si un calendrier des travaux a pu être établi avec Vivaqua ou Hydrobru. Que se passerait-il s'il devait pleuvoir sans arrêt le mois de juillet comme cela arrive parfois en Belgique?

M. Hayette avait été surpris de lire dans la presse qu'en cas de dépassement des délais, M. l'Echevin Biermann fermerait d'autorité le bassin. Cette décision est-elle toujours envisagée? Enfin, un retard dans les travaux pourrait-il avoir des conséquences sur la tenue de la Foire de Saint-Job et dans ce cas, le Collège a-t-il prévu une alternative si cela se produisait ?

M. l'Echevin/de h. schepen Biermann rassure M. Hayette en lui précisant qu'il n'est pas prévu dans le planning de travailler pendant le congé du bâtiment. Donc, si toutes les pluies de l'été sont concentrées sur le mois de juillet, cela ne pose aucun problème.

Concernant les questions de minéralisation et d'assainissement, M. Hayette a raison. En faisant le tour des avaloirs de la chaussée de Saint-Job avec une cureuse, M. l'Echevin Biermann a constaté un problème sur un seul avaloir. La commune et le service de la Propreté entretiennent les avaloirs de manière optimale, en particulier dans la chaussée de Saint-Job. Il faut prendre des mesures car l'infrastructure, qui existe en cas de très fortes pluies, n'est pas suffisante et la pression dans l'égout est trop forte. Le bassin d'orage de la place de Saint-Job est une première mesure.

Il y a deux autres projets de bassin d'orage. Une demande de permis d'urbanisme sera introduite cet été en vue de la construction d'un bassin d'orage sous le parking communal en face du magasin Sequoia. Un autre bassin d'orage sera également installé en face du Bourdon, sur le site Illochroma.

Par ailleurs, un travail est effectué en vue d'un réaménagement de différents autres sites ou plaines, notamment au carrefour du Repos, de Saint-Job et de la Chênaie. Dans le quartier de Saint-Job, M. l'Echevin Cools, en collaboration avec le service des Travaux et de l'Environnement, ont le projet de créer une zone inondable.

Enfin, au niveau du Kauwberg, des réflexions sont avancées sur l'opportunité de remettre le Geleytsbeek en plein air. Des bureaux d'études travaillent sur ces questions. Le projet global est accompagné de mesures très strictes qui sont imposées par le service de l'Urbanisme et M. l'Echevin Cools connaît évidemment beaucoup mieux le sujet en ce qui concerne les nouvelles constructions dans la Vallée du Geleytsbeek.

Concernant les bassins d'orage, l'exercice périlleux de l'étanchéité du déversoir, avec l'abattement de la nappe, s'est bien déroulé et a été terminé la semaine du 12 juin comme prévu. Les travaux ont donc repris normalement avec deux shifts d'ouvriers jusqu'au congé du bâtiment. On aura sans doute le temps de couler les différentes dalles, de laisser sécher le béton et d'atteindre son niveau de densité maximale avant le congé précité. Le délai sera normalement respecté sur l'ensemble de la place, avec libération de Prince de Ligne dans la deuxième quinzaine du mois d'août et la fin du chantier dans la première quinzaine du mois de septembre. La Foire de Saint-Job pourra donc avoir lieu. M. le Bourgmestre, ainsi que MM. les Echevins Dilliès et Biermann, se sont rendus à l'Assemblée générale de l'Association des Commerçants et ont pu ainsi se rendre compte de l'avis positif que les commerçants ont émis à cet égard car cet événement pourra renseigner tous les visiteurs de ces travaux enfin terminés.

La communication, soutenue par la commune, est un moyen utile pour redynamiser la place. Concernant le timing, tout le monde y travaille. L'entrepreneur, ayant deux chefs d'ouvriers, est autorisé à travailler "en shift" prolongé qui inclura le week-end et ce, afin d'être prêt avant le congé du patrimoine.

M./de h. Hayette espère seulement que les pluies ne seront pas de la partie avant qu'on coule les dalles.

3. M. Hayette : b) Fonds Européen d'Aide aux plus démunis.

3. De h. Hayette : b) Europees Hulpfonds voor de minstbedeelden.

M./de h. Hayette explique que lors de l'excellente séance d'informations organisée par le C.P.A.S., la responsable du centre de distribution alimentaire des aides gratuites sur le Programme d'Aide aux Plus Démunis éprouvait une inquiétude légitime quant à la pérennité du mécanisme mis en place par l'Union européenne et les Etats membres. Un arrêt de la Cour constitutionnelle allemande avait brisé le programme, qui a repris vie grâce à la Commission européenne et le Parlement européen. Le PEAD sera rebaptisé FEAD (Fonds européens d'aide aux plus démunis). Il restait à préciser l'enveloppe financière attribuée à ce programme. La bonne nouvelle est arrivée ce matin avec l'accord sur les perspectives financières. La signature et la ratification du Parlement européen reste encore manquante mais cela devrait en principe être réglé au mois de septembre. Normalement le fonds devrait bénéficier d'une aide de 3,5 milliards d'euros, soit une enveloppe de 500 millions d'euros par an. La principale difficulté du nouveau programme se trouve dans une base juridique élargie qui diminuera de facto l'enveloppe octroyée aux plus démunis. Le Collège peut-il confirmer l'aide de 311.000 € pour l'année 2012-2013 au C.P.A.S. d'Uccle ? Les institutions européennes ont entamé la révision des règlements relatifs au programme européen d'aide aux plus démunis et si, dans le cas où les sommes attribuées seraient moins importantes, M. Hayette demande si le Collège a imaginé une solution de remplacement pour venir en aide aux plus démunis. Enfin, le Collège a-t-il pris connaissance des propositions de la Commission européenne et du Parlement européen ? Que compte-t-il faire pro-activement pour adapter sa demande aux nouvelles dispositions réglementaires.

Mme l'Echevin/Mevr. de schepen Delwart confirme, comme M. Hayette l'a soulevé, la bonne nouvelle concernant l'enveloppe financière attribuée au FEAD. Néanmoins, l'enveloppe, étant donné qu'il y aura plus de pays bénéficiaires, va nécessairement se réduire. Au Conseil communal précédent, suite à un débat lancé par Mme Bakkali, un groupe de travail s'est mis en place, entre le C.P.A.S. et la commune, afin de réfléchir d'une part à pallier le manque possible en provenance de l'Union européenne et d'autre part à répondre à un besoin de diversifications des produits offerts à la population aidée. En effet, pour le moment, la liste des produits est assez restreinte, empêchant une alimentation saine. De plus, on constate un manque particulier de produits frais et laitiers.

Concernant la question du maintien des montants, Mme l'Echevin Delwart ne peut donner de montants exacts mais peut répondre en tonnes d'aliments, ce qui est plus pertinent dans le sens où parfois, la fluctuation des aliments ne permet pas en euros d'être précis. Pour la campagne 2012, qui viendra à échéance au 31 août 2013, le BIRB prévoit plus de 175 tonnes au centre de distribution alimentaire. Pour la campagne 2013, qui a déjà débuté au 1er juin et qui normalement se déroulera jusqu'en juin 2014, il est question de 134 tonnes. L'établissement d'une étroite collaboration avec les commerçants uclois pourrait compenser ladite diminution. Il y a quelques semaines de cela, Mme l'Echevin Delwart a eu l'occasion de présenter le projet lors d'une réunion des commerçants et une lettre leur sera envoyée afin de leur expliquer comment fonctionner. Pour donner un exemple, Comeos a présenté il y a quelques mois une brochure assez bien présentée expliquant aux commerçants comment procéder pour faire don des excédents alimentaires, démarche qui sera suivie.

Mme l'Echevin Delwart précise que la raison pour laquelle la période de distribution 2012 a été étendue résulte du fait que le C.P.A.S. d'Uccle, avec beaucoup de bon sens, a été prévoyant et a commandé un stock plus important, ce qui a pour conséquence qu'il faut plusieurs mois à l'écouler. A ce stade, on répond aux attentes de la population et la diminution d'une dizaine de tonnes ne devrait pas mettre en péril l'aide aux plus démunis.

4. M. Wyngaard : Travaux de rénovation de la Ferme Rose.

4. De h. Wyngaard : Renovatiewerken aan de Roze Hoeve.

M./de h. Wyngaard explique que les travaux de rénovation de la Ferme Rose auraient pris du retard et qu'elle ne rouvrirait ses portes au public qu'en 2014. Ces informations peuvent-elles être confirmées? Dans l'affirmative, quelles sont les raisons qui expliquent ce retard dans le calendrier des travaux et quand la Ferme Rose pourra-t-elle à nouveau accueillir le public ?

M. l'Echevin/de h. schepen Biermann répond que la commune a obtenu le permis pour la Ferme Rose le 30 août 2011 alors que le dossier avait été introduit en 2006. Avant cela, un projet avec rénovation des deux ailes était en cours et ce, en plus de la reconstitution de la Ferme carrée avec une aile moderne, ... Cependant, la commune a dû se résoudre à abandonner ce projet. Les travaux ont commencé le 3 novembre 2011 et étaient estimés à 300 jours ouvrables (environ 1 an et demie calendrier). En faisant le calcul, l'inauguration aurait déjà eu lieu.

Ces retards vont engendrer un autre retard d'environ une année et ce, pour plusieurs raisons. Premièrement, des problèmes sont constatés au moment où l'on commence à creuser pour installer une cave technique à côté de la cave existante. En effet, la nappe phréatique était plus haute que prévu. Cette cave devait accueillir la cabine haute tension ainsi que différentes techniques spéciales (ventilation, ...). En conséquence, il a fallu proposer une nouvelle solution technique, revoir les pièces de maître c'est-à-dire calculer la variation de la hauteur de la nappe. Deuxièmement, les gaines de ventilation, qui devaient être isolées et installées en sous-sol, ont dû être adaptées à proximité de la nappe phréatique. Le problème de l'humidité se pose. Les gaines, qui étaient initialement des gaines à section carrée, sont devenues des gaines circulaires. Il a fallu également procéder à de nouveaux calculs, à de nouvelles modifications techniques et la Commission royale des Monuments et Sites devait à nouveau donner son approbation. Troisièmement, le décapage des murs ont révélé que les murs de refend n'étaient pas liaisonnés avec les murs de façade et que sous l'enduit, il n'y avait pas d'attaches. La question est de savoir comment faire des attaches ressemblant à celles des époques antérieures. Une technique pour liaisonner a dû être trouvée et devait être approuvée par les Monuments et Sites. La relation avec les Monuments et Sites était également compliquée du fait que sa représentante a un taux de présence aux réunions de chantier assez restreint (environ 25 % c'est-à-dire une fois par mois). C'est la seule opportunité offerte pour transmettre les demandes et suggestions techniques. Toutefois, la réponse tardive qu'elle offre est soit affirmative soit négative, sans jamais indiquer la manière dont ces travaux peuvent être exécutés. Vu qu'aucune piste n'est donnée, il faut donc inventer une solution technique en se disant que les Monuments et Sites vont donner leur approbation. Ensuite, on attend ladite approbation ou le refus des Monuments et Sites.

En cours de chantier, on a demandé de modifier le type de châssis mais aucune piste alternative n'a été proposée. Il faut donc chercher une alternative afin de répondre aux exigences des Monuments et Sites. Par ailleurs, il y a aussi l'épisode du mur qui s'est effondré. Le mur, qui tenait grâce à des poutres installées pour le sécuriser, s'est effondré à cause d'un coup de vent. La commission a exigé la reconstruction du mur à l'identique du précédent. Afin d'éviter d'utiliser de l'argent public et pour réaliser des économies, il a été proposé de mettre tout l'art de la reconstruction d'une ferme carrée, datant d'il y a plusieurs siècles, dans la reconstruction d'un mur qui tient sur lui-même et qui ne tient que lui-même.

On a également proposé d'utiliser des briques qui jonchaient le sol pour rénover certains murs des deux ailes du bâtiment qui allaient être réutilisées. La commission, hésitant longuement et dubitative, a été généreuse en acceptant que les briques soient utilisées afin de permettre à la commune de réaliser une petite économie. L'affaire est très ennuyeuse parce qu'elle ne permet pas de redéployer une vie culturelle sur un site important comme celui de la Ferme Rose. Cela coûte de l'argent et culturellement, c'est une perte considérable pour la commune. Le maximum est entrepris pour avancer. Dès que la commission donne son approbation sur les propositions de la commune, on ne traîne pas. Le bureau d'experts des architectes et l'entrepreneur sont également très réactifs. M. l'Echevin Biermann confirme que c'est un très beau projet mais malheureusement, les aléas techniques sont tels et le cadre de protection du site est tel également que chaque retard technique entraîne un retard administratif. Il va falloir probablement un délai supplémentaire.

M./de h. Wyngaard remercie M. l'Echevin Biermann pour sa réponse précise et détaillée et souhaite savoir si la réouverture de la Ferme Rose aura lieu aux alentours du mois de septembre 2014.

M. l'Echevin/de h. schepen Biermann confirme que la Ferme Rose pourra rouvrir ses portes fin du premier semestre 2014.

Objets inscrits à l'ordre du jour à la demande de Conseillers communaux:

Onderwerpen op de agenda ingeschreven op aanvraag van gemeente-raadsleden :

1. M. De Bock : Mini-Europe à Uccle.

1. de h. De Bock : Mini-Europa te Ukkel.

2. Mme Culer : Mini-Europe à Uccle?

2. Mevr. Culer : Mini-Eurpa te Ukkel?

4. M. Wyngaard : L'arrivée de Mini-Europe à Uccle et Installation de Mini-Europe à Uccle ?

4. De h. Wyngaard : Eventuele komst van Mini Europe in onze Gemeente.

M. le Président/de h. Voorzitter propose à MM. De Bock et Wyngaard ainsi qu'à Mme Culer, de postposer les questions relatives à Mini-Europe, qui ne sont, pour l'instant, plus d'actualité. Il vaut mieux attendre avant de traiter ce dossier en profondeur.

M./de h. Wyngaard ne voit pas d'inconvénient à retirer l'interpellation mais il conviendrait de connaître le moment où celle-ci sera remise à l'ordre du jour car la Commune avait adopté une position officielle positive à l'installation de Mini-Europe à Uccle. Ce serait un avantage considérable d'avoir un tel parc à Uccle.

M. le Président/de h. Voorzitter est du même avis que M. Wyngaard concernant l'avantage que représente une telle installation. Le patron de Mini-Europe a déclaré que ce projet n'était plus d'actualité. Vu que Mini-Europe se terminera en décembre 2016, il se pourrait que ce sujet revienne à l'ordre du jour. Dans ce cas, on reviendra bien entendu sur ce point.

3. M. Desmet : Jury d'examen.

3. De h. Desmet : Examenjury.

M./de h. Desmet rappelle sa demande de permettre la présence d'observateurs politiques lors des jurys de sélection et de promotion pour l'admission au stage des directeurs et inspecteurs des écoles communales, comme c'est déjà le cas pour d'autres services communaux. Comme M. Desmet l'avait souligné le mois passé, le jury, qui a permis la sélection de la future direction de l'école communale de Calevoet, était composé de quatre personnes dont l'une extérieure au pouvoir organisateur. Ce fut donc certainement une avancée majeure dans l'histoire communale puisque ce jury-là se

composait de deux fois plus de membres que les jurys de sélection précédents mais comme il se dit couramment au sein de l'Assemblée: "il n'est pas interdit de faire toujours mieux!". Si M. Desmet insiste et plaide pour l'instauration d'une possible observation par un représentant de chaque parti politique composant le Conseil communal, c'est simplement pour éviter que l'on puisse décréter (voire croire à) une opacité des structures décisionnelles ou la puissance du management qui limiterait, à la portion congrue, le légitime contrôle démocratique.

Enfin, M. Desmet rappelle que ces observateurs politiques n'assisteraient qu'à la réunion préparatoire et aux épreuves mais ne pourraient pas participer aux délibérations du jury. Il souhaite également préciser que la préoccupation et l'intérêt qu'il exprime en matière d'enseignement s'explique aussi par la part importante du budget que le Conseil communal octroie à l'enseignement.

Mme l'Echevin/Mevr. de schepen Maison a bien perçu l'objet de l'interpellation de M. Desmet lors du Conseil communal du 30 mai 2013. Concernant les jurys de sélection pour l'admission au stage des directions d'écoles et inspecteurs pédagogiques, la procédure se différencie tout à fait de celle qui est en vigueur dans l'Administration communale. Il s'agit d'une procédure qualifiée de sui generis, ce qui signifie que le Collège détermine la procédure. M. Desmet estime que c'est une avancée, ce qui est certes le cas puisqu'il y a un observateur extérieur mais aussi parce que le jury est composé d'une manière bien particulière. Par contre, le jury ne sera pas de meilleure qualité parce qu'il est composé de dix ou quinze observateurs. Le Collège examine avec une totale bienveillance la proposition de M. Desmet mais sous deux réserves. La première réserve émise par le Collège concerne la présence des observateurs. M. Desmet a évoqué la présence des observateurs au moment des épreuves et non au moment des délibérations. Il est évident que la présence des observateurs devant le Collège est proscrite. La puissance du management demeurerait, ainsi que l'opacité des structures décisionnelles. La deuxième réserve émise par le Collège serait d'imposer une condition, à savoir que les observateurs doivent être présents durant toute la durée des épreuves parce que certains observateurs politiques ne viennent uniquement que pour "leurs candidats", ce qui donne une mauvaise impression aux autres candidats.

5. M. De Bock : Préparation du 70ème anniversaire de la libération d'Uccle.

5. De h. De Bock : Voorbereiding van de 70ste verjaardag van de bevrijding van Ukkel.

M./de h. De Bock retrace un moment historique concernant la libération d'Uccle. En effet, alors que le débarquement eut lieu en juin 44 en Normandie, il fallut trois mois aux Alliés pour arriver aux portes de Bruxelles. Fin août 1944, les Alliés commencent à franchir la Seine et le Général Eisenhower, leur chef suprême, planifia la poursuite vers le nord. Le 21ème Groupe d'Armées, sous le commandement du Maréchal Montgomery, est alors chargé de conquérir le Pas-de-Calais et de foncer sur Bruxelles tandis que le 12ème Groupe d'Armées du Général Bradley doit libérer l'est de la Belgique et la Lorraine. La Belgique s'apprête à être libérée par des unités de cinq nationalités différentes. A l'ouest, la première Armée canadienne du Général Crerar, avec la division polonaise du Général Maczek sous ses ordres, libère les deux Flandres tandis qu'au Centre, la deuxième Armée Anglaise du Général Dempsey arrive aux portes de Bruxelles le 3 septembre 1944 avec la Division des Guards dans laquelle est incorporée la célèbre Brigade Piron aidée par la Résistance locale. Le 4 septembre, à 9 heures 30, le commandant de la division envoie ses ordres pour l'entrée à Bruxelles. La Division des Welsh Guards et les deux pelotons belges sont les premiers à entrer à Bruxelles, remontant la chaussée d'Alseberg. C'est ainsi qu'Uccle fut en quelque sorte la première commune libérée, la première commune libre de Bruxelles. Cela s'est passé il y a 70 ans. A l'heure où le temps fait inexorablement son œuvre, où les derniers résistants, combattants, soldats, déportés, où les derniers témoins vivants de cette période sont malheureusement de moins en moins nombreux, M. De Bock souhaite proposer au Collège et au Conseil communal de ne pas passer à côté de cet

anniversaire et de profiter de l'occasion, comme cela a été le cas il y a 20 ans, pour mettre à l'honneur celles et ceux qui ont fait que nous puissions vivre libres aujourd'hui. Depuis ses artères qui portent le nom de ses héros jusqu'à son cœur avec ses squares, ses places et ses monuments, la commune a été très marquée par cette période. Il y a différentes manières d'honorer cette mémoire et d'assurer cette transmission essentielle entre générations. Il y a 20 ans, la commune a honoré les libérateurs en présence du petit-fils de Winston Churchill et des Guards britanniques. Sans doute est-il imaginable, en collaboration avec l'Ambassade britannique, d'imaginer une cérémonie officielle associant les libérateurs. Il y a 20 ans, Mme Andrée Dumont, résistante et le colonel Edouard Blondeel, fondateur du régiment de parachutistes, ont été proclamés citoyens d'honneur. D'autres Ucclois ont été mis à l'honneur depuis, peut-être est-ce l'occasion de les rassembler tous. Peut-être est-ce l'occasion d'imaginer des échanges scolaires entre écoles anglaises et uccloises. A l'heure où l'apprentissage des langues est une des valeurs essentielles rapprochant les peuples de l'Union Européenne, il y a sans doute moyen d'imaginer non pas un jumelage administratif mais un programme d'échanges associant parents et élèves. On pourrait faire appel à la mémoire collective des Ucclois et rassembler documents, objets personnels pour alimenter une exposition ou la rédaction d'un ouvrage collectif. Il est sans doute possible d'impliquer les enfants des écoles uccloises autour d'un projet de mémoire et de témoignages oraux, écrits récoltés. Avec les cercles spécialisés d'histoire locale et les musées, on pourrait monter une exposition, des conférences thématiques au Centre Culturel pendant tout le mois de septembre 2014, et organiser le premier week-end du 6-7 septembre autour du thème de la Liberté une Fête de la Jeunesse encore plus festive dans le parc du Wolvendael, se terminant par un concert de gala au Centre culturel, un bal populaire et/ou un feu d'artifice. Il reste un an pour mettre en place un "jour de la liberté" ou une "semaine de la liberté" autour du 4 septembre 2014. L'interpellation de M. De Bock vise à mettre en place, via pourquoi pas un comité d'organisation ad hoc et peu importe la forme de celui-ci, toutes les bonnes volontés uccloises afin de ne pas passer à côté de cette date-anniversaire et lui donner, sans excès financiers, du corps et du sens.

M. le Président/de h. Voorzitter se remémore les événements passés et rappelle que le Bourgmestre, M. Deridder, l'avait chargé d'organiser ces cérémonies et ces célébrations. Il faut deux partenaires pour organiser ce genre de célébrations. Des festivités particulières avaient marqué le 50ème anniversaire de la libération de l'Europe et de la Belgique en particulier, à l'initiative du Parlement et du Gouvernement britanniques. Selon les dernières informations, les autorités britanniques ne comptent pas commémorer le 70ème anniversaire de façon aussi solennelle. Il y a 20 ans, M. De Decker, étant Président de la section belgo-britannique, avait pris contact avec le Parlement britannique qui a nommé le petit-fils de M. Winston Churchill (du même nom) député afin d'assurer la direction de la délégation britannique.

Concernant l'anniversaire des 75 ans de la libération de Bruxelles, il serait intéressant d'apporter un plus à cette occasion mais le fait qu'il y aura moins d'acteurs vivants à l'occasion de cet événement constitue un argument assez frappant.

M. le Président promet que le Collège va réfléchir à la proposition mais il ne faut pas oublier la période budgétaire difficile dans laquelle on vit. De ce fait, on ne pourra pas donner la même ampleur à ces festivités mais le Collège s'engage à fêter ces événements avec dignité afin de ne pas oublier le courage extraordinaire de ces dizaines de milliers de belges.

**- M. Reynders quitte la séance -
- De h. Reynders verlaat de zitting -**

**- Le huis clos est prononcé -
- De gesloten vergadering is bevolen -**

- La séance est levée à 21h 55.- De zitting wordt opgeheven om 21u 55 -

Par ordonnance - Op bevel :
Le Secrétaire communal f.f,
De Wnd. Gemeentesecretaris,

Le Président,
De Voorzitter,